



Rapport 2020-DICS-24

3 novembre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2019-GC-43 Rose-Marie Rodriguez/Stéphane Sudan – Changement d'horaire au cycle d'orientation

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport sur postulat 2019-GC-43 concernant le changement d'horaire au cycle d'orientation.

Ce rapport comprend les chapitres suivants:

1. Introduction	2
1.1. Résumé du postulat	2
1.2. Réponse du Conseil d'Etat	2
1.3. Acceptation du postulat	3
2. Méthode de travail	3
3. Réponses à la consultation par questionnaires	3
3.1. Résultats de la consultation du corps enseignant du cycle d'orientation et du corps enseignant spécialisé du cycle d'orientation	3
3.2. Résultats de la consultation des directions d'école du cycle d'orientation, résultats chiffrés	4
4. Réponses à la consultation par prises de position écrites	5
4.1. Remarques préalables	5
4.1.1. Relations entre le mercredi après-midi de congé et l'horaire continu	5
4.1.2. Différents modèles d'horaire continu	6
4.1.3. Résumé des positions des entités	6
4.2. Grille horaire, gestion du temps, horaire continu	7
4.2.1. Densification de l'horaire	7
4.2.2. Surcharge des élèves et suppression des heures d'études	8
4.2.3. Participation aux cours facultatifs	8
4.2.4. Heure de début des journées de cours	8
4.2.5. Vie familiale et vie professionnelle	8
4.3. Infrastructures scolaires et sportives	9
4.3.1. Manque de salles spéciales	9
4.3.2. Manque d'infrastructures sportives	9
4.3.3. Conséquences du manque d'infrastructures	10
4.4. Infrastructures pour les repas, gestion du temps de midi, encadrement	10
4.4.1. Manque d'infrastructures pour accueillir les élèves à midi	10
4.4.2. Conception du repas	11
4.4.3. Charge financière pour les familles	11
4.4.4. Construction des nouveaux cycles d'orientation en fonction de la possibilité pour les élèves de rentrer manger à la maison à midi	12
4.4.5. Qualité des repas et qualité de vie	12
4.4.6. Sport sur le temps de midi	12
4.4.7. Définition des responsabilités	13
4.4.8. Financement	13
4.4.9. Horaire continu au degré primaire	13

4.5. Transports scolaires	13
4.5.1. Impacts sur les transports scolaires	13
4.5.2. Trajets	14
4.6. Activités extrascolaires dans le cadre du mercredi après-midi de congé	14
4.6.1. Activités culturelles, artistiques et sportives	14
4.6.2. Autres avantages du mercredi après-midi de congé	15
4.6.3. Encadrement	15
4.6.4. Accueil extrascolaire	15
4.6.5. Attentes trop nombreuses portées sur le mercredi après-midi de congé	16
4.6.6. Autres	16
4.7. Activités extrascolaires dans le cadre de l'horaire continu	16
4.7.1. Avantages de l'horaire continu concernant les activités extrascolaires	16
4.7.2. Encadrement	16
4.8. Corps enseignant	17
4.8.1. Impact du mercredi après-midi de non-cours et de l'horaire continu sur le corps enseignant	17
4.8.2. Séances et formation continue	17
4.8.3. Autres impacts de l'horaire continu sur le corps enseignant	18
4.9. Orientation professionnelle et préparation au parcours post-obligatoire	18
4.10. Enseignement spécialisé	18
4.11. Logopédie, psychologie et psychomotricité	18
4.12. Impact sur les communes, prise en compte des facteurs régionaux et liberté de décision	19
4.13. Introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu: quelle vision pour l'école?	19
<hr/>	
5. Pratiques dans les autres cantons	20
5.1. Canton du Valais	20
5.2. Canton de Berne	20
<hr/>	
6. Ouverture sur des questions pédagogiques	20
<hr/>	
7. Synthèse et conclusion	21

1. Introduction

1.1. Résumé du postulat

Par postulat déposé le 28 mars 2019, Rose-Marie Rodriguez, Stéphane Sudan et 25 cosignataires invitent le Conseil d'Etat à étudier la possibilité d'introduire le mercredi après-midi de congé ou l'horaire continu au cycle d'orientation. Ce postulat fait suite à la motion d'Yvan Hunziker et Ruedi Schläfli 2018-GC-78 sur l'horaire au secondaire 1, qui a été rejetée. Les postulant-e-s considèrent que les questions qui ont été soulevées dans le cadre de cette motion et lors des débats parlementaires restent d'actualité et méritent une réflexion approfondie. Il et elle demandent que soient examinées en détail les incidences positives et négatives qu'aurait l'introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu sur les élèves, l'école et ses différents partenaires.

1.2. Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse datée du 24 septembre 2019, le Conseil d'Etat estime que le mercredi après-midi de congé pourrait avoir des bénéfices aussi bien pour les élèves (temps de repos, possibles activités sportives et artistiques, etc.) que pour le corps enseignant (organisation de séances, de formation continue, etc.).

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait que l'introduction du mercredi après-midi de congé ne devrait pas se faire au détriment du nombre d'unités d'enseignement hebdomadaire requises (32–34 unités selon l'art. 30 RLS) pour atteindre les objectifs des plans d'étude et pour respecter la Constitution fribourgeoise (1 unité pour l'enseignement religieux des églises et communautés religieuses reconnues. Ce qui fait 31–33 unités + 1 unité d'enseignement religieux).

La question de la possible suppression des heures d'étude surveillées est évoquée, en précisant que celles-ci n'existent que partiellement, voire pas du tout, dans les écoles de la partie alémanique du canton.

Le Conseil d'Etat mentionne aussi dans sa réponse le scepticisme de certains partenaires de l'école concernant l'introduction du mercredi après-midi de congé, en rapport avec les aspects suivants: répartition des leçons du mercredi après-midi sur les autres jours de la semaine en cas de congé, manque d'infrastructures scolaires et sportives que cela engendrerait, organisation des transports scolaires et des cantines, encadrement des adolescentes et adolescents le mercredi après-midi, etc.

Constatant la complexité du sujet, le Conseil d'Etat propose d'analyser la situation actuelle sur la question du mercredi après-midi de congé, mais également sur celle de l'horaire continu proposé par les postulant-e-s comme une autre option. Il s'engage à consulter différentes entités et à effectuer une comparaison avec la situation dans d'autres cantons.

1.3. Acceptation du postulat

L'acceptation du postulat par le Grand Conseil en date du 17 octobre 2019 a entraîné la réalisation du présent rapport.

2. Méthode de travail

La consultation a été organisée sous deux formes. Le corps enseignant du cycle d'orientation, dont le corps enseignant spécialisé du cycle d'orientation, a été consulté au moyen d'un questionnaire informatisé qui sera détaillé ci-dessous. Il en va de même pour les directions d'école du cycle d'orientation qui ont reçu un questionnaire sensiblement différent. Toutes les autres entités consultées se sont vues demander une prise de position écrite.

En raison, d'une part, de la quantité de réponses reçues, qui ne permet en aucun cas d'exposer dans le menu détail la position de chaque entité, et en raison aussi de la relative convergence de ces réponses, ce rapport est organisé de la manière suivante: dans un premier temps, la partie «Réponses à la consultation par questionnaires» présente les résultats chiffrés de l'enquête informatisée réalisée auprès du corps enseignant

et des directions d'école du cycle d'orientation. Dans un second temps, la partie «Réponses à la consultation par prises de position écrites» expose par thématique les principales problématiques qui ressortent de la consultation des différentes entités; cette section inclut aussi les remarques des directions d'écoles du cycle d'orientation qui, dans le cadre du questionnaire informatisé, avaient la possibilité de préciser leurs réponses aux différentes questions de manière libre. Cette partie est suivie d'une comparaison avec la situation d'autres cantons. Trois cantons ont en effet été contactés pour obtenir des informations sur leur fonctionnement concernant le sujet de ce rapport. Deux d'entre eux, à savoir les cantons de Berne et du Valais, ont répondu à cette demande.

Dans leur réponse à la consultation, de nombreuses entités ont exprimé leur gratitude d'avoir pu s'exprimer sur le postulat. Le Conseil d'Etat souhaite à son tour remercier toutes les personnes et les entités du canton de Fribourg, du canton de Berne et du canton du Valais qui ont pris part à cette consultation et qui ont accepté de partager leur expérience.

3. Réponses à la consultation par questionnaires

3.1. Résultats de la consultation du corps enseignant du cycle d'orientation et du corps enseignant spécialisé du cycle d'orientation

Le corps enseignant du cycle d'orientation, y compris le corps enseignant spécialisé du cycle d'orientation, a été invité à répondre à un questionnaire informatisé comprenant différentes questions fermées. 700 enseignantes et enseignants (sur 1314) ont participé à l'enquête, dont 553 du Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) et 147 du Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA). Sur ces 700 enseignantes et enseignants qui ont répondu, 37 sont enseignantes et enseignants spécialisé-e-s, dont 10 du DOA et 27 du SEnOF. Le tableau ci-dessous présente les questions posées et les réponses obtenues.

Questions	Oui	Oui en %	Non	Non en %
1. L'introduction du mercredi après-midi de congé est-elle selon vous bénéfique aux élèves?	283	40,43%	417	59,57%
2. Selon vous, l'introduction du mercredi après-midi de congé faciliterait-elle l'organisation du travail du corps enseignant (possibilité d'organiser des séances le mercredi après-midi ou de la formation continue, etc.)?	282	40,29%	418	59,71%
3. Êtes-vous favorable à l'introduction du mercredi après-midi de congé?	241	34,43%	459	65,57%
4. L'introduction de l'horaire continu est-elle selon vous bénéfique aux élèves?	315	45,00%	385	55,00%
5. Selon vous, l'introduction de l'horaire continu faciliterait-elle l'organisation du travail du corps enseignant?	286	40,86%	414	59,14%
6. Êtes-vous favorable à l'introduction de l'horaire continu?	313	44,71%	387	55,29%

Question additionnelle	Mercredi après-midi	En %	Horaire continu	En %
Les 142 enseignantes et enseignants ayant répondu favorablement à la fois à la question 3 et à la question 6 se sont vu poser une question additionnelle.	81	57,04%	61	42,96%
7. Dans le cas où vous êtes favorable à la fois à l'introduction du mercredi après-midi de congé et à l'introduction de l'horaire continu, merci d'indiquer votre préférence:				

3.2. Résultats de la consultation des directions d'école du cycle d'orientation, résultats chiffrés

Pour les directions d'école du cycle d'orientation (dans ce rapport, *direction d'école* est utilisé pour signifier l'équipe de direction, c'est-à-dire les directrices et directeurs, ainsi que les adjointes et adjoints), un questionnaire similaire à celui proposé au corps enseignant a été élaboré, mais avec la pos-

sibilité de s'exprimer librement pour détailler la réponse à chaque question fermée. Sur les 22 directions d'école consultées, 21 ont répondu.

Les questions fermées sont présentées ci-dessous sous forme de tableau. Les commentaires libres des directions d'école sont pris en compte dans la partie «Réponses à la consultation par prises de position écrite».

Questions concernant le mercredi après-midi de congé	Oui	Oui en %	Non	Non en %
1. Dans votre cercle scolaire, tout ou partie des classes du cycle d'orientation utilisent-elles actuellement des infrastructures du degré primaire (sportives ou autres) le mercredi après-midi?	7	33,33%	14	66,67%
2. Dans votre cercle scolaire, l'introduction du mercredi après-midi de congé engendrerait-il un manque d'infrastructures sportives et/ou d'infrastructures scolaires?	19	90,48%	2	9,52%
3. Voyez-vous des difficultés particulières à l'introduction du mercredi après-midi de congé au niveau de la grille horaire?	17	80,95%	4	19,05%
4. Voyez-vous des difficultés particulières à l'introduction du mercredi après-midi de congé au niveau des transports scolaires?	8	38,10%	13	61,90%
5. L'introduction du mercredi après-midi de congé serait-elle selon vous bénéfique aux élèves?	6	28,57%	15	71,43%
6. L'introduction du mercredi après-midi de congé serait-elle selon vous bénéfique au corps enseignant?	3	14,29%	18	85,71%
7. Êtes-vous favorable à l'introduction du mercredi après-midi de congé?	3	14,29%	18	85,71%

Questions concernant l'horaire continu	Oui	Oui en %	Non	Non en %
8. Votre cercle scolaire dispose-t-il d'une ou plusieurs cantine(s)?	12	57,14%	9	42,86%
9. Votre cercle scolaire dispose-t-il d'un ou plusieurs espace(s) permettant à toutes et tous les élèves de manger à midi à l'intérieur des locaux?	8	38,10%	13	61,90%
10. Dans votre cercle scolaire, l'introduction de l'horaire continu aurait-il pour conséquence de devoir développer une offre de cantine scolaire et/ou une infrastructure pour que toutes et tous les élèves puissent manger à midi à l'intérieur des locaux?	16	76,20%	5	23,81%
11. L'introduction de l'horaire continu est-elle selon vous bénéfique aux élèves?	10	47,62%	11	52,38%
12. L'introduction de l'horaire continu est-elle selon vous bénéfique au corps enseignant?	10	47,62%	11	52,38%
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de l'horaire continu?	9	42,86%	12	57,14%

Question additionnelle	Mercredi après-midi	Horaire continu
14. Dans le cas où vous êtes favorable à la fois à l'introduction du mercredi après-midi et à l'introduction de l'horaire continu, merci d'indiquer votre préférence:	0	1

4. Réponses à la consultation par prises de position écrites

Toutes les entités mentionnées dans la réponse du Conseil d'Etat du 24 septembre 2019 ont été consultées. La liste ci-dessous indique les entités qui ont répondu.

- > Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF)
- > Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA)
- > Inspectorat scolaire du Service de l'enseignement obligatoire de langue française
- > Inspectorat scolaire du Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande
- > Conférence des directions du cycle d'orientation (CDCO), partie francophone du canton
- > Conférence des directions du cycle d'orientation (SDK), partie germanophone du canton
- > Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM)
- > Service du sport (SSpo)
- > Conservatoire de Fribourg (COF)
- > Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA)
- > Association des directions des cycles d'orientation (ADCO)
- > Vereinigung Schulleitungen Deutschfreiburg (VSDF)
- > Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone (AMCOFF)
- > Association professionnelle «Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg» (LDF)
- > Syndicat des services publics (SSP)
- > Conférence des directeurs de service de logopédie, psychologie et psychomotricité (SLPP)
- > Association des communes fribourgeoises (ACF)
- > Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français
- > Association du cycle d'orientation des communes de la Broye
- > Association du cycle d'orientation de la région de Morat (CORM/OSRM)
- > Association des communes du cycle d'orientation du district de la Singine
- > Association des communes de la Gruyère pour l'école du cycle d'orientation
- > Cercle scolaire de Gurmels (Gurmels, Kleinböisingen, Ulmiz)
- > Comité d'école du cycle d'orientation de la Veveyse
- > Service des écoles de la ville de Fribourg
- > Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF)
- > Schule & Elternhaus Kanton Freiburg
- > Deux conseils de parents du cycle d'orientation de Kerzers

- > Conseil des parents du cycle d'orientation de Düringen
- > Conseil des parents du cycle d'orientation de Tafers
- > Conseil des parents du cycle d'orientation de Plaffeien
- > Conseil des parents du cycle d'orientation germanophone de la ville de Fribourg (DOSF)
- > Conseil des parents du cycle d'orientation de Wünnewil
- > Conseil des parents de l'association du cycle d'orientation de la Sarine-campagne et du Haut-Lac français
- > Conseil des parents du cycle d'orientation de la Veveyse

Au cours de la consultation, le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) a reçu un courrier de l'Association Frisbee (Réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse) comprenant une prise de position sur la question du mercredi après-midi de congé. Celle-ci est également intégrée au rapport.

4.1. Remarques préalables

4.1.1. Relations entre le mercredi après-midi de congé et l'horaire continu

Dans le postulat, les député-e-s présentent le mercredi après-midi et l'horaire continu comme «deux options», c'est-à-dire comme deux choix d'une alternative. Dans le cadre de la consultation ayant permis de rédiger le présent rapport, il a donc été demandé aux différentes entités de se prononcer séparément sur les deux possibilités. Les avis récoltés montrent toutefois que ces questions se rejoignent en plusieurs points et qu'il est difficile de les traiter distinctement.

Comme indiqué dans la réponse du Conseil d'Etat du 24 septembre 2019, l'introduction d'un congé le mercredi après-midi ne doit pas se faire au détriment du nombre d'unités d'enseignement hebdomadaire requises pour atteindre les objectifs des plans d'étude et pour respecter la Constitution fribourgeoise. Ayant conscience de ce fait, de nombreuses entités mentionnent que la grille horaire au cycle d'orientation est déjà très dense et que, si le mercredi après-midi de congé venait à être introduit, cela chargerait considérablement le reste de la semaine. Les leçons qui ne pourraient pas être données le mercredi après-midi devraient être réparties sur les autres journées de cours et cette situation engendrerait obligatoirement l'un des trois scénarios suivants: les leçons devraient commencer plus tôt, les leçons devraient se terminer plus tard ou l'horaire continu devrait être introduit.

En effet, selon l'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO), il est impossible d'introduire le mercredi après-midi de congé en 11H sans introduire en même temps l'horaire continu. Il en va de même en 10H pour les établissements qui ont 4 périodes de cours le matin et 3 périodes l'après-midi, quand bien même les heures d'études seraient supprimées. En 9H, pour les établissements qui ont 4 périodes de cours le matin et 3 périodes l'après-midi, il serait éventuellement possible, sur le plan de l'horaire, d'introduire le mer-

credi après-midi de congé sans devoir introduire l'horaire continu, mais la surcharge des infrastructures (voir plus loin) pourrait tout de même engendrer l'introduction de l'horaire continu.

On peut donc dire que l'horaire continu n'est pas seulement une option distincte du mercredi après-midi de congé, mais qu'il en serait probablement une conséquence.

Le contraire n'est évidemment pas le cas, car il est parfaitement possible d'introduire l'horaire continu sans le mercredi après-midi de congé. L'horaire continu est d'ailleurs déjà appliqué actuellement dans quelques cycles d'orientation du canton et peut être mis en œuvre sur décision des autorités locales.

4.1.2. Différents modèles d'horaire continu

Le postulat ne précise pas si l'horaire continu qui est souhaité est celui qui est déjà appliqué actuellement dans certains cycles d'orientation ou si un autre modèle est envisagé. Ainsi, ne sachant pas exactement ce qui est impliqué dans la notion d'horaire continu et considérant qu'il en existe plusieurs modèles, certaines entités, aussi bien dans la partie francophone du canton que dans la partie germanophone, ont affirmé qu'il leur faudrait plus d'informations pour pouvoir se prononcer, c'est-à-dire des exemples, des modèles de grilles horaires ainsi que des propositions concrètes en fonction de la taille et de la localisation des établissements. Par exemple, l'Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone (AMCOFF) a mentionné l'exemple de l'Allemagne où les élèves enchaînent 5 unités le matin avec de courtes pauses de 5 à 10 minutes, puis 2 unités après une pause de 20 minutes à midi pour terminer à 14h. Elle estime que ce modèle ne conviendrait pas du tout, car ce rythme serait néfaste pour les élèves et aurait des conséquences trop importantes sur leur repas, alors même que l'école éduque à la nutrition et essaie de prévenir les dérives dans ce domaine.

Le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande DOA et le Service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF signalent qu'actuellement, la loi sur la scolarité obligatoire du 9 septembre 2014 (LS, RSF 411.0.1) et son commentaire correspondant dans le règlement (art. 31) de la loi sur la scolarité obligatoire du 19 avril 2016 (RLS, RSF, 411.0.11) définissent l'horaire hebdomadaire; il n'est rien indiqué de spécifique concernant l'horaire continu, mais la loi ne l'interdit pas. L'horaire continu consiste en la possibilité donnée aux cycles d'orientation, en maintenant 5 jours complets de cours, de placer des leçons sur le temps de midi. Cela se pratique particulièrement pour l'économie familiale, le sport, les disciplines requérant des salles spéciales ou les cours facultatifs. Dans les retours de consultation, on peut constater que les entités évoquent tantôt l'horaire continu tel qu'il existe actuellement, tantôt une surveillance extra-

scolaire ou structure de jour qui serait mise en place par les communes.

Les incertitudes concernant ce qui est proposé exactement dans le postulat et concernant les intentions sous-jacentes ont donné à certaines entités l'impression de ne pas pouvoir argumenter en toute connaissance de cause. Si certaines l'ont clairement exprimé et ont préféré s'abstenir de donner une réponse définitive à ce sujet, d'autres ont malgré tout pris position. En cela, il est important de garder à l'esprit que les avis récoltés sont basés sur *ce que les entités ont compris de l'horaire continu*, c'est-à-dire sur la conception qu'elles s'en font, qui peut varier de l'une à l'autre. Si ce rapport gomme parfois ces différences de conception pour se concentrer sur les points communs, elles n'en existent pas moins. Par conséquent, toute éventuelle décision ultérieure qui aurait pour but d'uniformiser les pratiques dans le canton nécessiterait de s'assurer préalablement de la compréhension du modèle souhaité.

4.1.3. Résumé des positions des entités

Les demandes de prise de position écrites envoyées aux entités posaient des questions ouvertes et demandaient notamment la formulation d'un avis sur l'introduction du mercredi après-midi ou de l'horaire continu. Elles ne comportaient pas l'obligation pour l'entité de formuler explicitement si elle est *favorable* ou *défavorable* aux propositions du postulat, et aucune case de type «oui/non» ou «favorable/défavorable» ne devait être remplie. Les entités se sont donc prononcées librement. Certaines ont choisi de dresser des listes d'avantages et d'inconvénients, d'autres se sont concentrées sur les implications que cela aurait sur elles, etc. Certaines entités ont toutefois tenu à exprimer clairement et explicitement si elles sont favorables ou défavorables aux deux propositions.

Le présent rapport examine les propositions du postulat sous de nombreux angles et de manière thématique, avec toute la richesse des arguments apportés par les entités. La position entière de chaque entité ne peut toutefois être exposée, et ce n'est pas parce que l'une d'entre elle expose un argument positif que sa position finale est forcément positive (et vice-versa). Par exemple, de nombreuses entités expriment que le mercredi après-midi de congé serait positif parce qu'il constitue une coupure dans la semaine, mais très peu d'entités y sont finalement favorables.

Avant d'entrer dans le détail, il convient toutefois d'exposer la tendance générale des réponses aux deux propositions du postulat:

Mercredi après-midi de congé: une grande majorité des entités se disent explicitement défavorables à cette proposition pour les raisons qui seront évoquées dans ce rapport. Les entités ayant choisi de dresser des listes sans conclusion tranchée mentionnent en général beaucoup plus d'inconvé-

nients que d'avantages. Seuls quelques entités, presque toutes en rapport avec les domaines artistiques, culturels et sportifs, se disent favorables ou favorables à certaines conditions. Ces résultats confirment ceux de la consultation réalisée en 2018 dans le cadre de la motion Hunziker/Schläfli 2018-GC-78 sur l'horaire au secondaire I, résultats qui avaient été largement négatifs à l'égard du mercredi après-midi de congé.

Horaire continu: les positions sont très nuancées en raison des incertitudes mentionnées ci-dessus concernant la signification de l'horaire continu, mais également en raison d'autres facteurs rendus apparents dans le rapport. La plupart des entités ne s'est pas prononcée de manière tranchée. En revanche, il est possible de dire que beaucoup d'entre elles estiment que l'horaire continu n'est pas une mauvaise idée en soi, mais que deux facteurs font que sa généralisation à tout le canton n'est pas souhaitée, ou du moins pas pour l'instant. D'une part, comme pour la question du mercredi après-midi de congé, la plupart des cycles d'orientation manquent cruellement d'infrastructures pour déployer l'horaire continu. D'autre part, de l'avis de plusieurs entités, les communes et les cycles d'orientation doivent pouvoir garder la liberté d'appliquer ou non l'horaire continu, tout en tenant compte des spécificités locales. La partie «Synthèse et conclusion» du rapport reviendra sur ces différents éléments.

4.2. Grille horaire, gestion du temps, horaire continu

4.2.1. Densification de l'horaire

Dans le cadre de la consultation, il a été mentionné qu'il faut s'abstenir de comparer l'introduction du mercredi après-midi de congé qui a eu lieu au degré primaire à celle qui se produirait au cycle d'orientation, car la situation en termes de quantité de leçons n'est pas la même. En effet, comme expliqué plus haut, l'introduction du mercredi après-midi de congé engendrerait une concentration des leçons sur les autres journées de cours, et de nombreuses entités émettent des inquiétudes à ce sujet. Les cycles d'orientation qui ont déjà introduit l'horaire continu ne sont pas nécessairement en reste, car il a été signalé que l'horaire continu engendre déjà en lui-même une grille horaire dense et que l'introduction du mercredi après-midi de congé ne ferait qu'ajouter à cette densification.

L'inspection scolaire du DOA craint qu'avec l'introduction du mercredi après-midi de congé, les écoles perdent en flexibilité dans la réalisation de l'horaire. Créer un horaire bien rythmé et adapté aux élèves deviendrait très difficile, de même qu'une répartition judicieuse des disciplines avec 4-5 leçons hebdomadaires. La question des temps-blocs se poserait également, car ceux-ci devraient être fragmentés.

Certaines entités de la partie germanophone du canton constatent que la mise en œuvre du Lehrplan 21 a déjà engen-

dré une complexification de l'horaire et que l'introduction du mercredi après-midi de congé est d'autant moins souhaitable.

Selon plusieurs entités, aussi bien francophones que germanophones, la situation serait particulièrement complexe en 11H, car même si la grille horaire comprend officiellement 34 unités, elle peut en comprendre davantage dans les faits. Par exemple, l'économie familiale est une discipline qui comprend 2 leçons dans la grille horaire, mais également 2 leçons hors de la grille horaire, dévolues au repas et au rangement des salles. Certaines entités estiment d'ailleurs que la grille horaire telle qu'elle est présentée actuellement ne permet pas aux non-spécialistes de saisir sa complexité, et qu'elle devrait être présentée de façon plus transparente pour que tout le monde puisse comprendre l'étendue des problèmes relatifs à l'introduction du mercredi après-midi de congé.

L'inspection scolaire du SEnOF relève des aspects positifs de l'introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu, mais estime que ces mesures seraient difficiles à mettre en œuvre dans le cadre actuel et qu'elles auraient des impacts plutôt négatifs si ce cadre était maintenu. Il conviendrait notamment de mener une réflexion approfondie sur la grille horaire concernant le nombre de leçons hebdomadaires, le nombre d'unités par discipline, la durée des leçons, la densification de la semaine, etc. L'inspection scolaire du SEnOF signale aussi qu'indépendamment des questions soulevées par le postulat, les grilles horaires des trois cycles seront prochainement revues suite à la modification du Plan d'études romand (PER) introduisant l'Éducation numérique.

Ainsi, plusieurs entités consultées et certaines directions d'école affirment qu'il est impossible d'introduire le mercredi après-midi de congé sans alléger la grille horaire afin de diminuer la charge trop importante des journées de cours. Comme la suppression du nombre de leçons n'est pas souhaitable pour les raisons évoquées plus haut, l'attention s'est portée sur la durée des leçons. En effet, le temps d'une leçon dans le canton de Fribourg est actuellement de 50 minutes et certaines entités se demandent s'il ne serait pas possible de réduire ce temps à 45 minutes, comme dans d'autres cantons, ce qui permettrait de ne pas trop allonger les journées de cours et d'éviter l'horaire continu obligatoire. C'est notamment l'avis de la Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF) qui, pour répondre à cette consultation, a mené des discussions au sein de diverses associations de parents du canton. La FAPEF mentionne que la majorité des parents des associations concernées est contre le mercredi après-midi de congé. Toutefois, s'il devait quand même être introduit, le souhait des parents serait de préférer une solution où l'on réduit de 5 minutes les leçons plutôt que d'introduire l'horaire continu, car celui-ci est une solution compliquée pour les parents qui travaillent.

Comme on peut le voir plus loin, cet avis sur l'horaire continu n'est pas partagé par toutes les associations de parents et certaines considèrent au contraire qu'il facilite la vie des parents qui travaillent.

4.2.2. Surcharge des élèves et suppression des heures d'études

Dans les résultats de la consultation, il a été évoqué que de permettre aux élèves d'avoir du temps libre le mercredi après-midi est une excellente idée, mais qu'elle a peu de sens si cela implique de les mettre sous pression et de les stresser les autres jours. En raison de la densification de l'horaire qui découlerait de l'introduction du mercredi après-midi de congé, les directions d'école craignent notamment une baisse de la concentration, de la motivation et de la performance des élèves dans le cadre des leçons, mais également un manque d'application pour faire les devoirs une fois rentré à la maison. Une direction d'école relève qu'un tel changement impliquerait probablement de repenser les habitudes actuelles en matière de devoirs.

Ce problème serait accentué par la suppression des heures d'études qui permettent aux élèves de faire leurs devoirs à l'école et qui offrent une certaine flexibilité, aux élèves comme au corps enseignant. Cette possible suppression des heures d'études est une source d'inquiétude pour de nombreuses entités, car cela risquerait d'augmenter la charge de travail des élèves à la maison et de nuire aux élèves en difficulté. Selon l'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO), les heures d'études offrent la possibilité au corps enseignant et au corps enseignant spécialisé de donner des appuis individuels sans que l'élève ne manque une leçon. Cette possibilité disparaîtrait si les heures d'études venaient à être supprimées. De plus, certains appuis ont actuellement lieu sur le temps de midi pour éviter de manquer des cours, et cette possibilité risquerait de disparaître avec l'introduction de l'horaire continu.

Certaines directions d'école évoquent aussi le fait que de nombreux élèves ont actuellement des activités sportives, artistiques et culturelles privées en fin de journée, et que ces dernières ne seraient plus possibles en cas d'allongement des journées de cours.

4.2.3. Participation aux cours facultatifs

Sur la question de l'horaire, l'inspection scolaire du DOA signale qu'avec le mercredi après-midi de congé, il serait presque impossible de répartir les disciplines à option ou les cours facultatifs sans qu'il y ait des chevauchements avec les leçons obligatoires de la grille horaire.

Mais avec la surcharge des autres journées de cours, plusieurs entités ont également des craintes concernant la motivation des élèves à participer aux cours facultatifs (chant, théâtre, sport,

robotique, etc.) qui se déroulent soit sur le temps de midi, soit en fin de journée. Ces cours facultatifs permettent aux élèves de découvrir des activités et des connaissances différentes de celles qui sont abordées en classe. Elles leur offrent d'autres possibilités de s'épanouir et participent à leur ouverture d'esprit. Elles font également partie intégrante de la vie des écoles. Selon l'Association des communes fribourgeoises (ACF), les plages de midi favorisent l'organisation de cours facultatifs et il faut s'attendre à une diminution de leur fréquentation s'ils ont tous lieu en fin d'après-midi. Cet aspect peut être mis en lien avec la question des transports qui sera évoquée plus loin.

4.2.4. Heure de début des journées de cours

Que l'introduction d'un horaire continu soit couplée ou non avec une introduction du mercredi après-midi de congé, certaines entités mentionnent des craintes concernant le fait que l'école ne commence encore plus tôt qu'actuellement, et que la santé des jeunes en soit impactée.

En effet, plusieurs entités relèvent que les réflexions autour de l'introduction du mercredi après-midi de congé se focalisent sur la coupure et le repos qu'elle offrirait aux élèves en milieu de semaine, mais que si l'on considère le rythme biologique des adolescentes et adolescents, introduire l'horaire continu en commençant les cours un peu plus tard le matin aurait plus de sens. Les élèves pourraient alors notamment bénéficier de plus d'heures de sommeil.

Pour la Conférence des directions du cycle d'orientation (CDCO), l'introduction du mercredi après-midi de congé et/ou de l'horaire continu, dont la mise en place paraît actuellement irréaliste ou prématurée, amène plus d'obstacles que d'opportunités. La CDCO indique toutefois que, si l'une des deux options devait être retenue, une partie des directions d'école verrait plus de sens et de faisabilité à l'introduction de l'horaire continu en retardant le début des cours le matin (ou en terminant plus tôt l'après-midi) qu'à celle du mercredi après-midi de congé.

Comme mentionné ci-dessus, la Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF) préférerait une solution où l'on réduit de 5 minutes la durée des leçons plutôt que d'introduire l'horaire continu, mais elle mentionne que si l'horaire continu devait quand même être introduit, les parents préféreraient que les leçons commencent une demi-heure plus tard le matin et durent donc une demi-heure plus tard le soir.

4.2.5. Vie familiale et vie professionnelle

Certaines entités pensent que l'organisation des parents serait facilitée par l'horaire continu, en particulier sur la pause midi, car les élèves seraient à l'école sans interruption. Sur cette question toutefois, et peut-être en raison du fait que, comme

mentionné plus haut, les entités consultées n'ont pas compris de la même manière ce qu'est l'horaire continu, des positions antagonistes ont été relevées. Certaines entités soutiennent que l'horaire continu permettrait de simplifier l'organisation familiale, en particulier pour les familles monoparentales et celles où les deux parents travaillent. D'autres ont affirmé exactement l'inverse, à savoir que l'horaire continu est peu adapté au changement de la société, notamment quand les deux parents travaillent, ou pour les familles monoparentales, etc.

Selon certaines entités, l'introduction du mercredi après-midi de congé pourrait également engendrer une réorganisation professionnelle pour les parents qui travaillent le mercredi.

Hormis les considérations spécifiques aux questions sportives qui seront présentées plus loin dans ce rapport, le Service du sport (SSpo) constate une évolution de la société, avec une hausse marquée des couples qui travaillent et qui élèvent des enfants en parallèle, ainsi qu'une intensification du rythme de vie qui demande un investissement personnel et professionnel plus conséquent. Des structures telles que les crèches ou les accueils extrascolaires permettent de faire face à cette problématique, mais elles sont destinées aux plus jeunes enfants et les élèves des cycles d'orientation n'en bénéficient pas. Un système d'horaire continu pour les élèves (comme il existe déjà dans certains cycles d'orientation) permettrait de soutenir les familles dans leur quotidien. Le SSpo pense que cela arrangerait grandement les salarié-e-s qui sont dans l'impossibilité de retourner chez elles ou chez eux sur le temps de midi.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg (S&E) rejoint ce point de vue, estimant qu'avec l'horaire continu, les parents qui travaillent pourraient organiser plus facilement leur quotidien entre la vie professionnelle et la vie de famille, et que cela pourrait augmenter l'égalité des chances entre femmes et hommes dans le monde du travail.

4.3. Infrastructures scolaires et sportives

La grande majorité des entités signale que l'introduction du mercredi après-midi de congé engendrerait un manque conséquent d'infrastructures scolaires, notamment de salles spéciales et d'infrastructures sportives.

4.3.1. Manque de salles spéciales

Par un manque d'infrastructures scolaires, il faut entendre les locaux en général, car l'introduction d'un mercredi après-midi de congé diminuerait la flexibilité d'utilisation des salles et donc leur disponibilité. Mais la situation serait particulièrement problématique pour les salles spéciales. Pour la partie francophone du canton, cela concerne essentiellement les disciplines éducation musicale, arts visuels, activités créatrices, économie familiale, sciences de la nature. Pour la

partie germanophone du canton, cela concerne essentiellement les disciplines correspondantes Musik, Bildnerisches Gestalten (BG), Gestalten (technisch & textil TTG) textil & nicht textil, «Wirtschaft, Arbeit, Haushalt» (WAH), Natur und Technik.

Certaines directions d'école constatent que la suroccupation des salles est déjà telle actuellement que plusieurs de ces disciplines doivent déjà être planifiées sur le temps de midi. Il a aussi été signalé que cette surcharge pourrait induire un manque d'équipements informatiques qui ne toucherait pas seulement les salles informatiques, mais également tous les équipements numériques, dont les chariots de portables.

Des entités mentionnent également que, dans la partie allemande du canton, certaines disciplines sont données en demi-classe et que les leçons concernées doivent être planifiées parallèlement dans l'horaire. Ces leçons parallèles concernent notamment les disciplines «WAH» et «BG» qui doivent être enseignées dans des salles spéciales déjà peu disponibles.

4.3.2. Manque d'infrastructures sportives

En ce qui concerne les infrastructures sportives, il faut entendre essentiellement les salles de sport communales, mais aussi des infrastructures privées (piscine, patinoire, tennis, salle d'escalade, etc.).

Certains cycles d'orientation se retrouvent déjà dans des situations très compliquées par rapport à ce type d'infrastructures. L'Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français signale qu'actuellement, les salles sont surchargées au point que dans certains cas (par exemple les salles de sport au cycle d'orientation de Sarine Ouest), l'horaire est déjà continu afin de pouvoir répondre à l'ensemble des besoins. Pour sa part, le Service des écoles de la ville de Fribourg signale que, déjà actuellement, il est impossible de programmer tous les cours de gymnastique dans les salles existantes sur une semaine de cinq jours, et qu'il faut donc financer des cours de sports donnés à l'extérieur.

L'Association professionnelle «Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg» (LDF) précise également que les salles de sports ne sont pas utilisées uniquement par les écoles, mais aussi par d'autres utilisatrices et utilisateurs (clubs de sports, gymnastique de santé, etc.) qui peuvent être impacté-e-s en cas de suroccupation par les écoles. De même, l'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO) relève que pour les salles de sport, certaines plages horaires sont parfois mises à disposition d'institutions tierces (écoles primaires, collèges, etc.).

Dans tous ces cas, la situation se compliquerait excessivement avec l'introduction du mercredi après-midi de congé.

4.3.3. Conséquences du manque d'infrastructures

Que cela concerne les salles spéciales ou les infrastructures sportives, plusieurs entités s'inquiètent donc de ce qu'il se passerait si le mercredi après-midi venait à être introduit sans qu'il y ait suffisamment d'infrastructures à disposition. Il s'agirait alors de trouver des solutions d'urgence comme, par exemple, lorsque c'est possible, déplacer certaines leçons dans des communes environnantes en attendant que de nouvelles infrastructures puissent être créées. Certaines écoles signalent toutefois que, si de nouvelles constructions n'étaient pas disponibles au moment de l'introduction du mercredi après-midi de congé, elles se trouveraient dans l'impossibilité d'organiser les trois unités de sport prévues dans la grille horaire.

Pour des questions de clarté du propos, ce rapport sépare les questions relatives à la grille horaire de celles relatives aux infrastructures, mais elles sont bien évidemment liées. Selon l'inspecteur scolaire du SEnOF, les impacts organisationnels rajoutent des contraintes en matière d'utilisation des locaux, de disponibilité du personnel enseignant et d'infrastructures. Il est à prévoir une complexification de l'organisation des horaires des classes et des horaires du corps enseignant, mobilisant les directions d'école pour des tâches administratives au détriment d'autres. Comme le précise la Conférence des directions du cycle d'orientation (CDCO), la question des infrastructures scolaires et sportive est du ressort des communes, mais impacte forcément les directions d'école au niveau organisationnel. Elle pense également que, sur la question de la réalisation des horaires par les directions d'école, l'introduction de l'horaire continu engendrerait probablement moins de contraintes que l'introduction du mercredi après-midi de congé, car cela augmenterait le nombre de plages disponibles pour placer des unités d'enseignement.

Il va également de soi que la suroccupation des salles peut avoir des conséquences sur la qualité de l'enseignement, sur le bien-être des élèves, voire sur leur sécurité en cas d'utilisation d'infrastructures inadaptées.

Toute la question du manque d'infrastructures scolaires et sportives touche évidemment l'Association des communes fribourgeoises (ACF) de très près. Celle-ci évoque le fait que l'introduction du mercredi après-midi de congé engendrerait des problèmes de disponibilité des infrastructures qui ne pourraient plus répondre aux besoins actuels et nécessiteraient d'être agrandies. Les coûts engendrés seraient très importants, voire disproportionnés. Cette remarque est encore plus importante pour les piscines dont la disponibilité limite la possibilité pour chaque cercle d'organiser des cours de natation en milieu scolaire.

Certaines entités ont relevé qu'une façon de réduire certains des problèmes mentionnés serait de placer le demi-jour de congé à un autre moment de la semaine que le mercredi après-midi (par exemple le mardi après-midi ou le jeudi après-midi). Cette solution permettrait au cycle d'orientation d'utiliser les infrastructures du primaire le mercredi après-midi, et réciproquement à l'occasion du demi-jour de congé au cycle d'orientation. Dans de nombreux cas, cela pourrait éviter de nouvelles constructions et optimiser le taux d'occupation des salles, en évitant notamment qu'elles soient inoccupées le mercredi après-midi.

4.4. Infrastructures pour les repas, gestion du temps de midi, encadrement

Certaines entités mentionnent que l'horaire continu existe déjà dans certains cycles d'orientation et que cela semble bien fonctionner. Une direction d'école à la tête d'un cycle d'orientation ayant introduit l'horaire continu constate en effet que malgré quelques réticences au début du processus de la part de certain-e-s enseignantes et enseignants et de certains parents, ce mode de fonctionnement donne aujourd'hui satisfaction. Pourtant, les entités relèvent aussi certains problèmes, notamment en matière d'infrastructures; l'horaire continu implique en principe une pause de midi réduite, ce qui pose la question du type d'encadrement qu'il conviendrait de donner aux élèves à ce moment-là.

4.4.1. Manque d'infrastructures pour accueillir les élèves à midi

Le questionnaire qui a été transmis aux directions d'école leur demandait de faire le point sur la situation par rapport aux cantines et aux espaces permettant aux élèves de manger à l'intérieur des locaux (qui peuvent être des cantines ou des espaces où les élèves pique-niquent).

12 directions d'école sur 21 ont indiqué que leur cycle d'orientation dispose d'une cantine. Elles sont cependant nombreuses à préciser soit que leur cantine ne permettrait pas d'accueillir la totalité des élèves en cas d'introduction de l'horaire continu, soit qu'une renégociation devrait avoir lieu avec l'exploitante ou l'exploitant. La majorité des remarques des directions d'école témoigne d'une réelle complexité par rapport aux infrastructures à disposition (cantines où un tournus doit être mis en place pour que les élèves et le corps enseignant puissent avoir un minimum de temps au réfectoire, cantine communale où mangent les élèves mais qui accueille parfois aussi certains événements non scolaires organisés par la commune, cantine d'une maison de retraite partagée avec les élèves, etc.).

La question des espaces permettant aux élèves de manger à l'intérieur des locaux rejoint celle des cantines. 8 directions d'école sur 21 répondent que leur école possède l'espace

suffisant. Lorsque l'espace concerné est une cantine, il est souvent précisé que seul un tournus du service permet d'accueillir tout le monde.

Globalement, 16 directions d'école sur 21 signalent qu'en cas d'introduction de l'horaire continu, il faudrait développer une offre de cantine ou une infrastructure permettant aux élèves de manger à l'intérieur des locaux. Pour donner une indication plus concrète, une direction d'école signale que son cycle d'orientation comprend 830 élèves et aucune cantine. Une autre signale avoir 400 élèves et ni cantine, ni infrastructure pour manger à l'intérieur des locaux, etc.

Ces situations permettent de comprendre que l'introduction de l'horaire continu aurait des conséquences financières considérables pour les communes, non seulement pour le développement des infrastructures, mais également pour l'engagement de personnel supplémentaire pour les cantines. Un tel mode de fonctionnement demanderait du temps pour être mis en place.

L'Association des communes fribourgeoises (ACF) précise en effet que les cantines des cycles d'orientation ne sont pas faites pour accueillir toutes et tous les élèves. Elles ont été conçues et aménagées en partant du principe qu'un certain nombre d'élèves rentrent à la maison à midi pour manger. En cas d'introduction de l'horaire continu, il s'agirait de tripler voire de quadrupler la cadence et la capacité de certaines cantines, ce qui n'est pas possible sur une heure de midi. Pour la cuisine, l'agencement est pensé en fonction du volume du réfectoire. Une hausse importante de la demande entraînerait des engagements de personnel supplémentaires et une augmentation des commandes chez les fournisseuses et fournisseurs.

Il convient de souligner que les problèmes liés aux infrastructures et au repas de midi, qui exploseraient en cas d'introduction de l'horaire continu, seraient d'autant plus marqués que dans certains cycles d'orientation, ils sont déjà actuellement source de préoccupations. Par exemple, une entité a signalé que l'introduction de l'horaire continu pousserait ses structures d'accueil extrascolaires, qui sont déjà à leurs limites, à un seuil critique, mais que cela permettrait de faire en sorte que des professionnel-le-s de la restauration «déchargent» les communes et le cycle d'orientation d'une activité qui devient de plus en plus exigeante en termes d'hygiène, de gestion des risques et de qualité.

Enfin, certaines entités signalent aussi que, pour les cantines déjà existantes, l'introduction du mercredi après-midi de congé engendrerait la suppression des repas qui sont actuellement servis le mercredi à midi, ce qui signifierait une perte du revenu annuel de 20%. Au contraire, l'introduction de l'horaire continu permettrait d'augmenter le nombre de repas servis et bénéficierait aux cantines.

4.4.2. Conception du repas

Les pratiques en matière de repas divergent d'un cycle d'orientation à l'autre. Une direction d'école explique qu'il est interdit de pique-niquer et que les élèves doivent obligatoirement manger à la cantine. D'autres cycles d'orientation autorisent le pique-nique et mettent à disposition des espaces, généralement restreints et ne permettant pas d'accueillir tout le monde, pour pique-niquer ou réchauffer des plats au micro-onde. Là encore, les situations peuvent être compliquées, comme dans le cas où la salle utilisée pour pique-niquer est occupée le soir par des associations et qu'elle doit donc systématiquement être rangée juste après le repas de midi.

Les résultats de la consultation montrent que les avis des différentes entités divergent sur cette question du repas: certaines tiennent à la possibilité pour les élèves de pique-niquer, d'autres à ce qu'ils et elles mangent à la cantine. Par ailleurs, la question de savoir si l'horaire continu impliquerait forcément une obligation pour les élèves de rester manger à l'école à midi se pose. Schule & Elternhaus Kanton Freiburg mentionne que les familles qui vivent à proximité des cycles d'orientation et qui peuvent encadrer leurs enfants à midi pourraient s'opposer aux cantines scolaires obligatoires.

Aux yeux du Conseil des parents du cycle d'orientation de Wünnewil, l'introduction d'une structure de jour doit être réglementée de manière identique, sinon au niveau cantonal, au moins au niveau régional. Pour parvenir à une égalité des chances, la structure de jour devrait être obligatoire pour toutes et tous les élèves.

Certaines entités, assumant parfois que l'introduction de l'horaire continu impliquerait de facto que la totalité des élèves seraient obligé-e-s de manger à la cantine, affirment en effet que cela permettrait une équité de traitement entre les élèves pour les repas de midi.

Il convient de dire que cette vision n'est pas partagée par toutes les entités, notamment en raison de la charge financière que représente un repas en cantine.

4.4.3. Charge financière pour les familles

En effet, l'obligation pour les élèves de pique-niquer à l'école ou, à plus forte raison, de manger un repas en cantine, pourrait avoir un impact important sur le budget des parents. La Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF) mentionne que le souhait des parents serait la gratuité du repas, sans charge supplémentaire pour eux, ainsi que la possibilité pour les élèves de prendre un pique-nique à midi.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg, qui se dit en principe favorable à l'introduction de l'horaire continu, qu'il soit obligatoire ou facultatif, mentionne toutefois qu'il ne doit

en aucun cas constituer une charge financière supplémentaire pour les familles. Pour cela, une contribution parentale pour le repas de midi proportionnelle aux revenus des parents, similaire à celle qui est déjà pratiquée aujourd'hui dans le cadre de l'accueil extrascolaire, pourrait éviter que les familles ne soient surchargées financièrement.

4.4.4. Construction des nouveaux cycles d'orientation en fonction de la possibilité pour les élèves de rentrer manger à la maison à midi

De nombreuses entités ont mentionné que la possibilité pour les élèves de rentrer à la maison pour partager un repas de midi en famille est encore très appréciée. L'Association des communes fribourgeoises (ACF) remarque que la localisation des nouveaux cycles d'orientation a souvent pris en compte la possibilité pour les élèves de pouvoir rentrer à midi et que, conformément au souhait des parents, partager un repas en famille a été un argument de choix pour les autorités politiques.

La position du comité d'école de l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye rejoint cet avis et, comme exposé plus loin dans ce rapport, sa conclusion au sujet de l'horaire continu est partagée par plusieurs autres entités. Ce comité évoque la stratégie qui guide les communes membres de cette Association depuis plusieurs années, notamment dans la création d'un nouveau cycle d'orientation à Cugy. Face à l'augmentation des effectifs, la volonté a été de garder des écoles à dimension humaine, mais aussi de réduire d'une manière significative le temps passé par les élèves hors de leur domicile. Ainsi, dès la rentrée scolaire 2021/22, la quasi-totalité des élèves auront la possibilité, s'ils et elles le souhaitent, de rentrer à la maison pour prendre leur repas en famille et bénéficier d'une coupure durant la journée, car les temps de trajet seront considérablement réduits. Les parents qui le souhaitent pourront continuer à bénéficier d'une structure pour le repas de midi de leurs enfants, avec de nombreuses options (temps libre, activités facultatives, études, etc.).

Selon ce comité d'école, l'introduction d'un horaire continu revient à imposer un modèle unilatéral alors que sa stratégie vise un système «plus libéral» qui répond aussi bien aux parents qui ont besoin d'une structure d'accueil qu'à ceux qui souhaitent partager un ou plusieurs repas de midi par semaine avec leur(s) enfant(s).

4.4.5. Qualité des repas et qualité de vie

Selon plusieurs entités, une pause sur le temps de midi est importante, aussi bien pour les élèves que pour le corps enseignant, et l'horaire continu pourrait mettre en péril la qualité de vie et le bien-être qu'elle apporte. Concernant le corps enseignant, il ne s'agit pas seulement de se restaurer, mais

également de pouvoir partager, échanger et tisser des liens entre collègues.

En effet, certaines entités soulignent qu'une pause de midi raccourcie est défavorable à la concentration et peut accentuer la fatigue liée à la surcharge des journées de cours. Elles craignent également que des pauses midi trop courtes n'engendrent du stress chez les élèves et de la malnutrition, que ce soit lié à la rapidité du repas ou à sa qualité. Selon le Conseil des parents du cycle d'orientation de Düringen, il est également important que l'encadrement sur le temps de midi et la restauration soient bien organisés, d'autant plus qu'à cet âge, les jeunes sont exposé-e-s à diverses pressions et à des problèmes tels que les troubles alimentaires (anorexie, etc.) qui peuvent s'installer de manière inaperçue. Concernant la question de la socialisation, certaines entités pensent que de partager le repas avec des camarades pourrait favoriser le développement et l'intégration sociale des élèves. Mais il a aussi été mentionné que les élèves qui ne se sentent déjà pas à l'aise à l'école seraient alors obligé-e-s d'y passer encore plus de temps et que cela pourrait avoir un effet néfaste.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg constate que, déjà actuellement, dans les écoles fribourgeoises où il existe une cantine, la qualité et l'offre des aliments proposés sont régulièrement critiqués et donnent lieu à des discussions. Dans le cadre de la présente consultation, plusieurs entités estiment qu'en cas d'introduction de l'horaire continu, il faudrait s'assurer que les menus proposés soient à la fois équilibrés et abordables.

Le Syndicat des services publics (SSP) se dit d'ailleurs favorable à ce que les cantines soient tenues par du personnel de l'Etat et qu'elles servent des produits locaux et, dans la mesure du possible, biologiques.

Ces différentes remarques amènent des questionnements de fond concernant la gestion des cantines. En effet, dans le cas où l'horaire continu serait introduit, un préalable à la construction de nouvelles infrastructures de restauration ou à l'agrandissement des infrastructures déjà existantes serait de se demander ce qui est souhaité en cette matière.

4.4.6. Sport sur le temps de midi

En cas d'introduction de l'horaire continu, le Service du sport (SSPo) pense qu'il serait judicieux d'organiser deux plages horaires à midi, sur lesquelles l'ensemble des élèves pourrait être réparti selon le cadre dans lequel ils ou elles évoluent. Plus précisément, les bénéficiaires d'un statut Sport-Art-Formation ou autre programme de formation auraient par exemple le choix entre les plages à disposition pour qu'ils ou elles puissent éventuellement s'entraîner sur la pause de midi.

4.4.7. Définition des responsabilités

L'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye estime qu'en cas d'introduction de l'horaire continu, il serait nécessaire de repenser les missions définies par la loi scolaire. En effet, dans le cadre d'un horaire continu où l'horaire du repas ne serait pas forcément fixe mais plutôt «imbriqué» dans la grille horaire, cette Association se demande si l'on peut encore parler d'accueil extrascolaire, ou s'il ne s'agirait pas plutôt d'une plage horaire scolaire dédiée au repas. L'Association estime que cette nuance est importante et qu'une définition claire des responsabilités entre l'Etat et les communes serait précieuse si l'horaire continu venait à être introduit.

4.4.8. Financement

En ce qui concerne les questions économiques, certaines entités partent du principe que les communes assumeraient la charge financière liée aux infrastructures et à l'organisation du repas de midi en cas d'introduction de l'horaire continu. D'autres, en revanche, questionnent le rôle de l'Etat dans un tel projet et se demandent qui, des parents, des communes ou de l'Etat, devrait financer cette organisation.

Le cercle scolaire de Gurmels, par exemple, estime que l'introduction de l'horaire continu au cycle d'orientation requiert un concept organisationnel et financier cantonal (permettant l'égalité des chances pour les cercles scolaires) qui n'existe pas aujourd'hui et qui ne doit pas être entièrement aux frais des communes. Les infrastructures scolaires existantes ne sont pas partout conçues pour le modèle de l'horaire continu, et les investissements nécessaires à cet effet, quand ils sont réalisables, représentent une charge pour les budgets municipaux, où les dépenses consacrées à l'éducation ont significativement augmenté ces dernières années, si bien que cela représente aujourd'hui le principal poste de dépenses. Selon ce cercle scolaire, le canton devrait donc élaborer ce concept et une proposition de financement.

4.4.9. Horaire continu au degré primaire

Selon le Conseil des parents du cycle d'orientation de Tafers, la question se pose de savoir si le modèle de l'horaire continu devrait être introduit de manière uniforme par cercle scolaire pour l'école primaire et pour le cycle d'orientation (cette question se pose par exemple pour les parents qui travaillent les deux et qui ont des enfants en âge de fréquenter l'école primaire et le cycle d'orientation). Selon ce Conseil des parents, l'harmonisation obligatoire au niveau régional, ou le cas échéant au niveau cantonal, devrait être examinée. Des directives uniformes pour tous les cercles scolaires du canton pourraient faciliter la prise de décision et la mise en œuvre.

Comme nous le verrons plus loin, cet avis n'est pas partagé par toutes les entités, car beaucoup tiennent à leur liberté de mettre en œuvre ou non un horaire continu et, si oui, de l'organiser comme elles le souhaitent. La question de savoir si l'introduction de l'horaire continu au cycle d'orientation pourrait aussi engendrer cette même introduction à l'école primaire provoque également des craintes et des interrogations. La Fédération des associations fribourgeoises d'enseignants (FAFE), dont font notamment partie l'Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone (AMCOFF) et l'Association professionnelle «Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg» (LDF), précise que la Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone (SPFF), qui a été consultée, n'a pas pris position formellement, car son comité estime que le sujet du postulat concerne le cycle d'orientation. Cependant, elle suit de près le débat car elle redoute que ce postulat ouvre la porte à l'introduction de l'horaire continu au primaire, ce qui demanderait une réflexion approfondie, notamment sur le plan organisationnel.

4.5. Transports scolaires

4.5.1. Impacts sur les transports scolaires

Globalement, tout changement d'horaire engendrerait des réadaptations conséquentes au niveau des transports. Selon l'inspectorat scolaire du SEnOF, la modification des horaires, soit par un mercredi après-midi de congé, soit par un horaire continu, remettra en question les organisations actuelles des transports scolaires et nécessitera d'amples négociations avec les entreprises de transports publics.

Plusieurs entités signalent en effet que les horaires actuels des cycles d'orientation sont calqués sur ceux des transports publics, et qu'une modification des horaires pourrait conduire à la mise sur pied de transports spéciaux qui devraient être organisés et financés par les communes. Ces transports spéciaux s'avéreraient particulièrement nécessaires pour les régions périphériques, moins bien desservies.

Que ce soit en raison du déploiement de ces transports spéciaux ou en raison du fait que certains cycles d'orientation privilégient des abonnements annuels de transport pour leurs élèves, l'horaire continu n'engendrerait pas nécessairement d'économies sur ce plan.

De manière générale, l'impact du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu sur les transports scolaires varierait en fonction des zones concernées. Par exemple, le Service des écoles de la ville de Fribourg signale que l'impact serait assez faible sur les transports scolaires pour les élèves de la ville de Fribourg, car la grande cadence de circulation des bus en ville permet une certaine flexibilité des horaires. En revanche, ce n'est pas le cas pour les élèves provenant de l'Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français et qui fréquentent les cycles

d'orientation de la ville. Pour elles et pour eux, une réflexion sur la compatibilité de la nouvelle grille horaire avec les transports de ligne et les courses spéciales devrait être menée.

Il convient également de dire qu'une renégociation avec les entreprises de transports publics pourrait avoir des impacts sur des régions peu desservies où les élèves constituent une part importante de la clientèle, et la suppression de certaines courses pourrait affecter d'autres utilisatrices et utilisateurs des transports. Par exemple, l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye signale qu'en termes de logistique, dans cette région plutôt rurale, de nombreuses lignes ont pu être ouvertes grâce à la «clientèle scolaire», et qu'en cas d'introduction de l'horaire continu, la plupart des courses de midi seraient remises en question.

4.5.2. Trajets

Pour les élèves qui ne peuvent pas rentrer à la maison à pied, les 4 déplacements par jour en transports sont conséquents. Certaines entités estiment qu'avec l'introduction de l'horaire continu et la prise du repas de midi à l'école, les élèves concerné-e-s gagneraient du temps au niveau de la suppression des trajets de midi. Pour les trajets du matin et du soir, en revanche, les entités relèvent plus de problèmes, notamment pour les régions périphériques moins bien desservies.

Certaines directions d'école questionnent l'obligation de se lever très tôt pour des élèves habitant loin de l'école ou loin de l'endroit d'où part leur moyen de transport, ce qui rejoint les inquiétudes mentionnées plus haut concernant l'heure de réveil des élèves.

Pour ce qui est de l'heure de rentrée, l'inspecteur scolaire du DOA signale qu'actuellement, l'horaire scolaire est adapté à l'horaire officiel des transports. Ainsi, quand bien même certaines leçons seraient placées sur le temps de midi, il n'est pas garanti que les élèves puissent rentrer plus vite chez elles ou chez eux, car cela dépend des transports. L'inspecteur scolaire du SEnOF, quant à lui, attire l'attention sur le fait que certain-e-s élèves ont plus d'une heure de transport pour rentrer chez elles ou chez eux.

Selon l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye, un avantage recherché par l'introduction de l'horaire continu est de raccourcir le temps des journées scolaires. Or, dans la configuration actuelle des transports scolaires dans la Broye (basée sur la fréquentation, mais également sur des aspects financiers dépendants de la Confédération), cet avantage est déqualifié par l'impossibilité d'assurer une fréquence à l'heure pour chaque ligne. Si un avantage de l'horaire continu est sa souplesse, qui fait que l'école ne finit pas forcément à la même heure en fin de journée, l'inconvénient qui en découle est qu'un grand nombre d'élèves serait contraint d'attendre le bus du soir. Les élèves provenant des

villages environnants seraient ainsi largement préférentiels par rapport à celles et ceux des communes «sièges».

Cette situation compliquée relative aux transports permet d'éclairer la question des cours facultatifs mentionnée plus haut. En effet, si les élèves domiciliés dans des régions périphériques n'ont que peu voire pas de possibilités de transports après ces cours, on comprend donc pourquoi ils pourraient être boudés s'ils sont placés uniquement en fin de journée.

Ainsi, que ce soit en raison de l'allongement des journées de cours avec l'introduction du mercredi après-midi de congé, ou en raison des horaires différenciés selon les classes avec l'introduction de l'horaire continu, la question des transports est délicate. De manière générale, plus les élèves ont un temps de trajet important pour rentrer chez elles ou chez eux, plus leur possibilité d'avoir du temps libre ou de faire des activités extrascolaires proches de leur domicile diminue.

4.6. Activités extrascolaires dans le cadre du mercredi après-midi de congé

4.6.1. Activités culturelles, artistiques et sportives

Beaucoup d'entités pensent que l'introduction du mercredi après-midi de congé offrirait aux élèves une coupure dans le rythme scolaire leur permettant de souffler, de se reposer ou de faire des activités extrascolaires.

Durant la période de consultation, l'association Frisbee (Réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse) a contacté spontanément le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) pour lui faire part de son avis sur la question du mercredi après-midi de congé. Dans son courrier, l'association se dit favorable à cette proposition. Elle souligne notamment que d'autres cantons offrent déjà depuis longtemps cet horaire aménagé et que les associations sportives, artistiques et culturelles en profitent souvent pour offrir des activités le mercredi après-midi. Frisbee rappelle également que les activités extrascolaires représentent un complément important à l'éducation reçue à l'école. L'éducation non formelle et les différentes compétences que les enfants et les jeunes peuvent développer lors de la pratique d'activités extrascolaires jouent un rôle important dans leur développement harmonieux et peuvent leur être utiles tout au long de leur vie.

Le Service du sport (SSpo) rejoint cet avis et se réjouit beaucoup de la proposition de l'introduction du mercredi après-midi de congé. Selon ce service, les élèves bénéficieraient d'un temps libre pour des activités facultatives de type sportif, culturel ou spécifique à une discipline scolaire. Une offre d'activités facultatives devrait toutefois être coordonnée avec les sociétés locales afin de favoriser l'épanouissement des élèves. Ne rien leur offrir durant ce temps libre ne serait en

aucun cas avantageux pour leur développement et leur santé, surtout si les parents travaillent à ce moment-là.

Dans le cadre sportif plus précisément, plusieurs régions fribourgeoises sont limitrophes avec d'autres cantons où le mercredi après-midi est congé et où les clubs sportifs, sociétés culturelles ou autres organisations proposent des activités ces après-midi-là. Un-e élève, membre d'une de ces entités (particulièrement les élèves du programme Sport-Art-Formation SAF), est actuellement pénalisé-e par l'horaire fribourgeois. Avec ce changement, il ou elle aurait enfin la possibilité de vivre pleinement ses loisirs ou ses activités dans l'élite avec ses collègues. Ce temps à disposition au milieu de la semaine serait une réelle opportunité pour les élèves du programme SAF qui pourraient se consacrer pleinement à leur carrière sportive ou artistique et évoluer de manière optimale ou convenablement dans leur discipline.

4.6.2. Autres avantages du mercredi après-midi de congé

Certaines entités mentionnent que le mercredi après-midi de congé pourrait aussi, d'une certaine manière, être mis au service de l'école, car ce serait l'occasion pour les élèves de faire les devoirs l'après-midi plutôt qu'en soirée, ou encore de prendre des cours d'appui ou des cours de langue. D'autres entités sont en désaccord avec ces affirmations, car elles estiment que le mercredi après-midi n'a de sens que s'il permet une coupure avec les tâches scolaires. Certaines entités mentionnent également que cela permettrait de placer des rendez-vous médicaux et dentaires sans devoir rattraper les leçons manquées.

Il a également été mentionné que l'introduction du mercredi après-midi de congé permettrait une continuité avec les cycles 1 et 2 (on peut imaginer, par exemple, une continuité des activités qui sont menées le mercredi après-midi dès le primaire). Elle permettrait aussi aux familles qui ont des enfants au primaire et au cycle d'orientation d'organiser, quand cela est possible pour elles, des activités ensemble le mercredi après-midi.

Si le Service du sport (SSpo) mentionne la possibilité pour les élèves, en cas d'introduction du mercredi après-midi de congé, de pouvoir faire des activités avec les élèves des cantons voisins dans le cadre de clubs sportifs, sociétés culturelles ou autres organisations, certaines entités mentionnent aussi simplement la possibilité pour les élèves fribourgeois-e-s d'avoir des liens avec les cantons voisins dont les enfants ont congé le mercredi après-midi, sous forme d'activités diverses et partagées qui n'ont pas nécessairement lieu dans le cadre d'un club ou d'une association.

Le Conseil des parents de l'association du cycle d'orientation de la Sarine-campagne et du Haut-Lac français mentionne que l'avis des parents sur le mercredi après-midi de congé

diverge, mais que, comme argument positif, les parents avancent notamment qu'il y aurait pour les élèves un apprentissage de l'autonomie et du développement des facultés d'organisation.

4.6.3. Encadrement

Sur la question du mercredi après-midi de congé, plusieurs entités expriment des peurs liées au fait que certain-e-s élèves pourraient s'adonner à ce moment-là à des activités qui ne sont pas constructives. Sans encadrement, qu'il soit d'ordre privé et assuré par les familles, ou d'ordre social et assuré par la collectivité, une petite partie des élèves pourrait s'exposer à des comportements à risque. Selon plusieurs entités, un après-midi de congé ne devrait pas être une demi-journée où les adolescentes et adolescents seraient laissé-e-s sans surveillance et sans activités. Cela soulève la question de savoir quel rôle doivent jouer les collectivités publiques dans l'encadrement des jeunes, dans le soutien aux familles et, en l'occurrence, dans l'organisation des activités sportives, artistiques et culturelles pour les jeunes. Mais cela pose aussi différentes questions de fond sur le plan éducatif, notamment de savoir ce qu'est l'autonomie.

Pour les raisons mentionnées ci-dessus, certaines entités estiment que seule une minorité d'élèves, favorisé-e-s à la maison, profiteraient vraiment du mercredi après-midi de congé, et elles se questionnent sur le fait de l'imposer à la majorité. La Conférence des directions du cycle d'orientation (CDCO) et l'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO) estiment qu'une telle mesure pourrait amplifier l'écart entre les différents milieux sociaux.

4.6.4. Accueil extrascolaire

Selon l'Association des communes fribourgeoises (ACF), l'introduction du mercredi après-midi de congé poserait la question de savoir si les structures extrafamiliales devraient aussi accueillir les élèves du cycle d'orientation, puisque les parents travaillent toujours plus fréquemment les deux. Les jeunes seraient alors confronté-e-s aux enfants, dès 4 ans, qui sont également placé-e-s dans les accueils extrafamiliaux.

Certaines des entités consultées pensent effectivement qu'en cas d'introduction du mercredi après-midi de congé, un accueil extrascolaire devrait être organisé par les communes et s'inquiètent du coût que cela représenterait pour les parents. Il a cependant aussi été dit qu'un accueil extrascolaire pour le cycle d'orientation serait probablement peu prisé par les parents, car à cet âge, ils considèrent leur enfant comme autonome et responsable, ce qui, dans les faits, peut être le cas ou non.

4.6.5. Attentes trop nombreuses portées sur le mercredi après-midi de congé

Certaines entités pensent que le mercredi après-midi de congé ne pourrait pas absorber toutes les fonctions et activités qu'on lui attribue d'avance. Le Conseil des parents du cycle d'orientation de Tafers rejoint cet avis et craint que trop d'attentes ne soient placées sur le mercredi après-midi de congé; par exemple, il est déjà difficile actuellement de prendre rendez-vous avec un médecin ou un dentiste le mercredi après-midi. En cas d'introduction du mercredi après-midi de congé, les leçons concernées devraient être réparties sur les autres journées de cours. Par conséquent, les engagements dans les clubs et les sociétés qui se faisaient sur ces autres journées devraient être reportées (et condensées) sur le mercredi après-midi. Or, une seule demi-journée sans école ne peut répondre à toutes ces exigences.

Plusieurs entités estiment également qu'en cas d'introduction du mercredi après-midi de congé, il pourrait être difficile, au début du moins, de trouver des entraîneuses, entraîneurs, coaches, professeuses et professeurs, etc. Les personnes concernées ne sont en effet pas toutes disponibles le mercredi après-midi. La même question se pose pour les infrastructures liées aux différentes activités extrascolaires.

4.6.6. Autres

L'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye signale que l'introduction du mercredi après-midi aurait, au sein même des écoles, des avantages pour les tâches du personnel administratif, technique, etc. Une école sans élève est «de facto» plus calme. Des activités spécifiques pourraient alors être planifiées le mercredi après-midi (nettoyages, travaux bruyants intérieurs et extérieurs, tâches qui nécessitent de la concentration à l'administration, etc.).

4.7. Activités extrascolaires dans le cadre de l'horaire continu

4.7.1. Avantages de l'horaire continu concernant les activités extrascolaires

Selon plusieurs entités, l'horaire continu aurait l'avantage pour les élèves de leur donner plus de temps libre en fin de journée. En maintenant les leçons le mercredi après-midi, mais en répartissant certaines leçons sur le temps de midi, ils et elles pourraient rentrer plus tôt à la maison et s'adonner à des activités extrascolaires culturelles, sportives, etc. Comme expliqué plus haut, certaines entités relativisent toutefois cette affirmation en expliquant que cela n'est pas nécessairement le cas pour les élèves dont le lieu de domicile est éloigné de l'école et qui dépendent des transports.

Le Service du sport (SSpo) pense que la possibilité de terminer les leçons plus tôt grâce à l'horaire continu devrait inciter les établissements scolaires à mettre en place des activités extrascolaires après les cours comme par exemple le sport facultatif. Offrir aux jeunes du cycle d'orientation la possibilité de bouger en plus des 3 heures d'éducation physique obligatoires permettrait de se rapprocher du minimum de 60 minutes d'activité physique journalière recommandé par l'OMS pour les enfants, qui n'est pas atteint actuellement pour nombre d'entre eux. Quant aux jeunes sportifs et artistes du programme Sport-Arts-Formation, l'horaire continu leur accorderait du temps supplémentaire après l'école pour se consacrer à leur activité de talent. Selon le SSpo, et pour les raisons mentionnées, l'horaire continu ne veut pas dire obligatoirement moins de temps sur le périmètre scolaire, mais une plus grande diversité d'activités.

Le Conservatoire de Fribourg (COF) soutient le projet d'horaire continu, lequel permettrait de libérer plus tôt dans l'après-midi les élèves du cycle d'orientation. Avec ce modèle, l'infrastructure d'accueil au COF (disponibilité des salles de cours et disponibilité des enseignantes et des enseignants) permettrait d'absorber toute une série d'activités plus tôt dans la journée, et ce, du lundi au vendredi, dans les sept districts. Par ailleurs, la présence du COF dans de nombreux cycles d'orientation du canton, ou à proximité de ceux-ci, encouragerait l'organisation de cours individuels durant la pause de midi et pourrait renforcer la collaboration avec les directions d'école du cycle d'orientation dans la coordination des cours COF donnés sur place ou à proximité durant les heures d'études des cycles d'orientation.

Selon le Conservatoire de Fribourg, les risques du modèle du mercredi après-midi de congé sont essentiellement liés à la concentration dans le temps de moyens et de ressources, c'est-à-dire à la disponibilité des enseignantes et enseignants, à la disponibilité de l'infrastructure (salles de cours), ainsi qu'au cumul des cours. En effet, pour les élèves qui suivent plusieurs cours, la concentration de la formation sur un seul jour est pédagogiquement défavorable. Pour une activité pratique telle que les arts de la scène, mieux vaut – notamment pour les élèves de 9H–11H – une heure de cours tous les deux ou trois jours que 3 heures de cours concentrées sur une seule journée. Le COF conclut donc que, s'agissant d'une activité de formation, l'horaire continu est préférable au mercredi après-midi de congé.

4.7.2. Encadrement

Certaines entités ont relevé que les problèmes liés au risque d'oisiveté des élèves ou d'augmentation des comportements à risque qui sont relevés pour le mercredi après-midi de congé sont également valables pour l'horaire continu si les élèves sont laissés-e-s sans surveillance en fin d'après-midi.

Dans la même optique, certaines entités estiment que, si les jeunes terminent l'école plus tard ou plus tôt, cela requerrait certainement la mise en place de structures d'accueil.

4.8. Corps enseignant

4.8.1. Impact du mercredi après-midi de non-cours et de l'horaire continu sur le corps enseignant

Pour l'inspection scolaire du SEnOF, un horaire continu et/ou un mercredi après-midi de non-cours aurait un impact majeur sur les enseignantes et enseignants. Cela bouleverserait leur environnement de travail. Il serait également nécessaire de redéfinir leur descriptif de fonction en cas de modification de la durée des unités. Le temps de non-cours, particulièrement avec l'introduction du mercredi après-midi, devrait être plus précisément réglementé en termes de présence et des tâches attendues.

Les directions d'école estiment en très grande majorité que l'introduction du mercredi après-midi de non-cours ne serait pas favorable au corps enseignant. Elles relèvent notamment que la densification des autres journées de cours ferait perdre en flexibilité au niveau de l'élaboration de l'horaire, et que les heures blanches intercalaires utiles à des tâches préparatoires et à la collaboration avec les collègues seraient réduites.

En effet, que ce soit dans le cadre de l'introduction du mercredi après-midi de non-cours ou de l'horaire continu, la suppression des heures blanches intercalaires, la suppression des heures d'études et la réduction du temps de repas à midi sont autant d'éléments qui peuvent nuire à l'équipe enseignante, aussi bien d'un point de vue de la collaboration professionnelle que de celle des relations sociales qui la soudent.

4.8.2. Séances et formation continue

Tout comme beaucoup d'entités consultées, les directions d'école sont nombreuses à penser que d'organiser les séances et la formation continue le mercredi après-midi plutôt qu'en soirée est une bonne idée, mais que les séances sont si nombreuses qu'il ne serait pas possible de toutes les placer à ce moment-là sans qu'il n'y ait de chevauchements, en particulier pour les séances par discipline.

Selon la Conférence des directions du cycle d'orientation (CDCO) et l'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO), il semble illusoire d'imaginer qu'un demi-jour de non-cours puisse absorber toutes, voire même la grande majorité des réunions devant se tenir au niveau d'un établissement secondaire et au niveau du canton. Par exemple, de nombreuses réunions disciplinaires sont organisées dans les cycles d'orientation et, comme les enseignantes et enseignants sont des spécialistes, ces dernières sont régulièrement

planifiées à des temps différenciés afin que toutes et tous puissent y participer.

En effet, selon l'Association des communes fribourgeoises (ACF), il est important, sur ce sujet des séances, de comprendre la différence de besoins entre le corps enseignant primaire et le corps enseignant secondaire. Des après-midis de travail réunissant les enseignantes et enseignants primaires se justifient davantage, car ce sont des généralistes et les informations données peuvent s'appliquer à toutes les disciplines. En revanche, les enseignantes et enseignants du secondaire I sont des spécialistes qui participent plutôt à des réunions par discipline, organisées systématiquement dans l'agenda de la semaine. En outre, il faut également prendre en compte l'organisation de réunions cantonales, qui ne pourraient pas se dérouler le mercredi après-midi si les enseignantes et enseignants sont déjà occupé-e-s à des séances dans leurs cycles d'orientation respectifs.

L'inspection scolaire du SEnOF explique en effet que de placer les séances le mercredi après-midi de non-cours nécessiterait de revoir les pratiques actuelles et de réglementer un calendrier annuel au niveau cantonal afin que les enseignantes et enseignants ne soient pas convoqué-e-s à des séances simultanées (par exemple: séances par école, par degré, par type de classe, par discipline, par projet).

De l'avis de certaines directions d'école, la concentration des réunions sur le mercredi après-midi serait potentiellement une surcharge pour le corps enseignant. C'est également ce que constate le Syndicat des services publics (SSP) qui, afin de répondre à la consultation, a procédé à un sondage d'enseignantes et d'enseignants; il précise qu'il est difficile de répondre de manière tranchée puisque les personnes questionnées étaient assez divisées, tant sur le mercredi après-midi de non-cours que sur l'horaire continu. Sur la question des séances placées sur le mercredi après-midi de non-cours, il ressort que cela pourrait être l'occasion d'effectuer des formations continues et de collaborer avec les collègues. Toutefois, bien que des réunions puissent être placées le mercredi après-midi pour décharger les fins de journées, il existe une crainte que le nombre général de séances augmente et crée finalement une charge supplémentaire; afin d'éviter que les enseignantes et enseignants n'accumulent des réunions chaque semaine, il conviendrait de fixer une limitation du nombre de mercredi à utiliser pour ces séances.

Selon les directions d'école, la concentration des séances le mercredi après-midi serait également négative pour les enseignantes et enseignants qui ont de jeunes enfants et qui, dans certains cas, ont actuellement un horaire qui leur permet de s'en occuper le mercredi après-midi.

4.8.3. Autres impacts de l'horaire continu sur le corps enseignant

Certaines entités soulignent que le phénomène de surcharge lié à la densité des leçons et à une pause de midi raccourcie, signalée plus haut pour les élèves, est également valable pour le corps enseignant, car des journées trop denses peuvent faire baisser la concentration et l'efficacité.

Plusieurs directions d'école remarquent que, si l'horaire continu était introduit, le corps enseignant devrait travailler sur le temps de midi pour donner certaines leçons, ce qui serait défavorable aux personnes qui ont de jeunes enfants et qui souhaitent rentrer pour préparer et partager le repas.

Enfin, certaines entités signalent qu'en cas d'introduction de l'horaire continu, la surveillance des élèves sur le temps de midi ne devrait en aucun cas constituer une tâche obligatoire pour le corps enseignant et que, le cas échéant, elle devrait donc être organisée de manière externe.

4.9. Orientation professionnelle et préparation au parcours post-obligatoire

Pour ce qui est de l'horaire continu, le Conseil des parents du cycle d'orientation de Plaffeien estime que ce mode de fonctionnement constituerait une préparation pertinente à ce que les élèves vivent après la scolarité obligatoire où, quelle que soit leur voie de formation, ils ou elles n'ont souvent pas la possibilité de retourner manger à la maison à midi.

Concernant le mercredi après-midi de congé, certaines entités estiment que l'élève doit être préparé à un monde professionnel où l'on travaille encore souvent à 100% ou, du moins, à des voies de formations postobligatoires qui impliquent un horaire à 100%, et que l'octroi de ce demi-jour de congé ne donnerait donc pas le bon exemple.

Le Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA) se positionne favorablement au sujet du mercredi après-midi de congé. Pour les jeunes du cycle d'orientation, la préparation au choix professionnel et à une voie de formation après l'école obligatoire implique des visites, des entretiens et des stages en entreprise. Aujourd'hui, tout-e jeune du cycle d'orientation peut obtenir des congés dès la 9H pour effectuer un stage. Ces stages se déroulent en général sur trois à cinq jours, et non un demi-jour. Aussi un mercredi après-midi de congé n'aura pas d'impact important sur la participation d'un jeune à un stage en entreprise. Par contre, il est réaliste d'imaginer que le SOPFA développe, pour les élèves intéressé-e-s, des offres ou des prestations spécifiques sur le mercredi après-midi telles que des ateliers de préparation à un stage, de soutien dans la réalisation de CV et de lettre de motivation, d'accompagnement dans la recherche d'une place d'apprentissage. Une plage d'un après-midi entier

ouvre des perspectives intéressantes dans l'optique de l'aide au choix de sa voie de formation après l'école obligatoire.

4.10. Enseignement spécialisé

Le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM) s'est prononcé sur l'impact qu'aurait l'introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu sur l'enseignement spécialisé et les élèves en bénéficiant. Les éléments mentionnés rejoignent en de nombreux points ce qui a déjà été dit.

Tout d'abord, le SESAM signale que, dans les institutions de pédagogie spécialisée, toutes et tous les élèves (de 4 à 16 ans) ont congé le mercredi après-midi. La raison principale est liée au transport: afin de maîtriser au mieux les coûts, il existe un seul horaire de transport pour toutes et tous. Dès lors, les élèves de la 9H à la 11H, voire de 12H, ne reçoivent que 28 unités d'enseignement par semaine.

Si le mercredi après-midi de congé devait être introduit à l'école ordinaire pour les élèves du cycle d'orientation, les avantages seraient les suivants selon le SESAM: cela permettrait un moment fixe de travail entre les professionnel-le-s et il y aurait une plus-value pour le corps enseignant spécialisé, car cela créerait une plage horaire fixe pour échanger avec les collègues. Cela ouvrirait également une possibilité pour les élèves de participer à certaines activités extrascolaires.

L'introduction du mercredi après-midi de congé aurait cependant aussi des aspects négatifs. Pour les élèves à besoins éducatifs particuliers (BEP), la concentration des cours sur 4 jours et demi ferait que les 4 jours entiers seraient plus denses en nombre de leçons, mais aussi en quantité de matière. Enfin, certaines familles pourraient également avoir des difficultés à concilier vie professionnelle et vie privée, car elles devraient alors s'organiser pour s'occuper de leurs enfants et ne pas les laisser voués à eux-mêmes.

Concernant l'horaire continu, le SESAM constate qu'il engendrerait certains aspects négatifs concernant les repas et le temps de midi. En effet, le temps de pause de midi est le bienvenu pour les élèves BEP, car il leur permet de se ressourcer.

4.11. Logopédie, psychologie et psychomotricité

La conférence des directeurs de service de logopédie, psychologie et psychomotricité (SLPP) du canton de Fribourg estime qu'une modification des horaires du cycle d'orientation, soit l'introduction du mercredi après-midi de congé ou l'introduction d'un horaire continu, n'aurait pas d'impact significatif pour les bénéficiaires de ses prestations. Cela concerne en particulier la psychologie et la logopédie. Pour un accès facilité aux prestations, les thérapeutes s'adaptent quotidien-

nement aux disponibilités horaires des élèves, ceci en fonction de leur organisation scolaire. Les deux options proposées dans le postulat n'auraient donc pas de conséquences significatives pour les élèves bénéficiant de ces services et ne prêteraient pas l'accès aux prestations.

4.12. Impact sur les communes, prise en compte des facteurs régionaux et liberté de décision

Certains cercles scolaires ou comités d'école relèvent que, pour leur(s) commune(s), les investissements consentis ces dernières années en faveur de l'école ont déjà été très importants et que des coûts supplémentaires ne sont pas envisageables. En plus de tous les impacts, notamment financiers et organisationnels, déjà évoqués dans ce rapport, il convient de mentionner les aspects suivants.

En 2018, dans le cadre de la motion Hunziker/Schläfli 2018-GC-78 sur l'horaire au secondaire I, qui proposait l'introduction du mercredi après-midi de congé et la suppression des heures d'études surveillées, les communes fribourgeoises ainsi que différents organes avaient déjà été consultés. 8 communes s'étaient prononcées favorablement à la motion, et 84 défavorablement. L'Association des communes fribourgeoises (ACF) s'était également prononcée défavorablement.

Concernant le mercredi après-midi de congé, l'ACF maintient la position qu'elle avait exprimée en 2018 et rejette cette proposition. Concernant l'introduction de l'horaire continu, elle est d'avis qu'il appartient aux cycles d'orientation de décider de l'introduction d'un horaire continu. La possibilité est réservée par la loi et les communes ou les associations de communes peuvent en disposer. Les sensibilités et les éléments régionaux sont des facteurs essentiels qui ont une influence sur l'intérêt et donc sur le succès ou non d'une telle organisation. L'introduction d'un horaire continu dépend donc de nombreux facteurs régionaux et propres à chaque établissement. L'objectif est de viser une plus-value et ce but doit être évalué par chaque cycle d'orientation.

Cet avis est partagé par d'autres entités, comme la Vereinigung Schulleitungen Deutschfreiburg (VSDF), pour qui l'introduction de l'horaire continu peut être envisagée à long terme, mais relève de la responsabilité des écoles et des communes.

Le Conseil des parents de l'association du cycle d'orientation de la Sarine-campagne et du Haut-Lac français mentionne que le DOSF propose déjà un modèle similaire à l'horaire continu à la satisfaction de la majorité des parents et le recommande où cela est possible et demandé. Il estime toutefois qu'il ne faudrait pas obliger les établissements à l'adopter.

Plusieurs autres entités ont mentionné le désir de garder la liberté de mettre en place ou non l'horaire continu et, quand elles le mettent en place, de pouvoir l'organiser comme elles le souhaitent.

4.13. Introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu: quelle vision pour l'école?

À la fin du questionnaire destiné aux directions d'école, c'est-à-dire après les questions qui ont été présentées au point 2.3, la question suivante a été posée: «À votre avis, quels changements dans les conditions-cadres seraient nécessaires pour mettre en place le mercredi après-midi de congé ou l'horaire continu?». Dans cette section, les directions d'école ont largement évoqué des problématiques déjà mentionnées dans ce rapport, mais certaines ont également signalé ce qui suit: un changement de grille horaire devrait découler d'une vision que l'on a pour l'école, c'est-à-dire réfléchir en profondeur aux enjeux pour les élèves et aux enjeux pédagogiques.

Il s'avère que les remarques de plusieurs autres entités rejoignent cette opinion. Par exemple, l'inspecteur du SEnOF signale que l'introduction du mercredi après-midi de congé ou l'introduction de l'horaire continu ne sont faisables qu'à conditions de changer diverses structures de l'école fribourgeoise. Or, ces réformes pédagogiques devraient être le fruit de réflexions de fond initiées par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS). L'horaire continu et le mercredi après-midi de congé devraient être les conséquences de transformations pédagogiques et non les causes d'ajustement structurels.

Il souligne également qu'une réflexion devrait d'abord être menée sur la pertinence de la mise en place de ces mesures (l'une ou l'autre/l'une et l'autre) plutôt que de mener la réflexion en se basant sur la structure actuelle du cycle d'orientation. En effet, analyser les répercussions possibles de ces mesures sans changer la structure scolaire n'a pas vraiment de sens et ne met pas les besoins des élèves et la pédagogie au centre. Sans changer d'autres éléments en profondeur, cela ne permet pas d'implémenter de manière adéquate les mesures proposées.

La réflexion devrait être abordée en mettant les élèves au centre et en réfléchissant aux impacts sur les apprentissages. Les possibilités du mercredi après-midi de congé et de l'horaire continu doivent être replacées dans une réflexion de fond touchant, notamment, au «Concept maintien et développement de la qualité», à la grille horaire, à la transition numérique, à la réforme de l'évaluation et à l'organisation des mesures d'aide.

L'Association des directions des cycles d'orientation (ADCO) pense également qu'il conviendrait de faire une analyse approfondie afin de voir si l'introduction du mercredi

après-midi de congé ou de l'horaire continu est cohérente avec le projet du maintien et développement de la qualité mis en place au niveau cantonal.

Une direction d'école mentionne aussi qu'il serait nécessaire d'avoir un débat de fond et une réflexion sur l'accompagnement de la jeunesse, l'accueil extra-scolaire et les structures d'accueil pour les adolescentes et adolescents.

5. Pratiques dans les autres cantons

Dans le cadre de la consultation, certaines entités fribourgeoises relèvent le fait que le mercredi après-midi de congé semble bien fonctionner dans d'autres cantons.

Comme indiqué plus haut, trois cantons ont été contactés pour obtenir des informations sur leur fonctionnement concernant le sujet de ce rapport. Deux d'entre eux, à savoir les cantons de Berne et du Valais, ont répondu à cette demande.

Les questions posées étaient les suivantes: le mercredi après-midi de congé ou l'horaire continu sont-ils en vigueur au cycle 3 dans votre canton? Si oui, quand ont-ils été introduits? Quels défis avez-vous rencontrés au moment de leur introduction? Donnent-ils actuellement satisfaction? Pensez-vous maintenir ce système à l'avenir? Quels sont ses avantages et ses inconvénients?

5.1. Canton du Valais

Les mercredis après-midi sont congés dans le canton du Valais, sauf dans un cycle d'orientation (Anniviers) qui a un horaire continu avec une pause surveillée d'une heure à midi. La situation d'Anniviers est un choix local effectué vers 1990 et décidé en fonction de particularités propres à cette vallée. Cela fonctionne à satisfaction mais demeure une situation unique. Les autres régions avec une typologie similaire ont préféré instaurer une étude à midi. Dans le canton du Valais, la population est attachée à cet après-midi de congé.

5.2. Canton de Berne

Après-midi de congé

Dans le canton de Berne, le mercredi après-midi de congé est une tradition ancienne.

Dans la partie germanophone du canton et depuis 1995 au moins, elle n'est cependant pas explicitement réglementée. Dans les indications générales et les dispositions relatives au Lehrplan 21, il est dit, concernant les après-midis de congé:

«Le temps d'enseignement hebdomadaire doit être organisé de telle manière que les élèves aient un après-midi de congé sur au moins un des cinq jours d'enseignement».

Les écoles peuvent donc prévoir des cours le mercredi après-midi. Traditionnellement, ils ne le font qu'en cas de nécessité, par exemple lorsque l'occupation des locaux (cuisine d'école, laboratoire, salle de sport, ...) l'exige.

Dans la partie francophone du canton, le mercredi après-midi de congé est réglementé plus «strictement». Dans les dispositions générales complétant le Plan d'études romand, il est dit:

«Dans la mesure du possible, il n'y aura pas d'enseignement le mercredi après-midi. L'inspection scolaire peut autoriser des dérogations à cette disposition sur demande dûment motivée par des conditions locales ou particulières».

Horaire continu

Le canton de Berne dispose depuis dix ans d'une offre éprouvée d'horaire continu tout au long de l'école obligatoire. Cette offre est facultative pour les parents. Ils peuvent réserver de manière ciblée des repas et des unités d'accueil pour leurs enfants, du lundi au vendredi, y compris le mercredi après-midi. Les communes doivent proposer une offre d'horaire continu s'il existe une demande ferme pour au moins dix élèves. Une fois par an, elles effectuent une enquête sur le besoin d'offres d'horaire continu.

Remarques

À la question «Quels défis avez-vous rencontrés au moment de leur introduction?», le canton de Berne a répondu que cela avait été introduit depuis trop longtemps pour pouvoir donner une réponse.

Par ailleurs, le canton de Berne se dit satisfait des solutions décrites ci-dessus et estime qu'il n'y a pas de nécessité de changements. Il signale qu'un avantage notable de ce système est que l'offre d'horaire continu est utilisée «sur mesure». Il constate également qu'il n'y a actuellement pas d'inconvénient notable. Le canton de Berne pense donc maintenir ce système à l'avenir.

6. Ouverture sur des questions pédagogiques

Les avis des différentes entités révèlent d'importantes questions de fond sur le plan éducatif et/ou pédagogique. Un exemple parmi d'autres est la question de la formation et de l'orientation professionnelle. Certaines entités affirment que l'octroi d'un mercredi après-midi ne prépare pas les élèves à un parcours de formation et à un parcours professionnel à 100%. Le Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA), quant à lui, estime qu'un tel congé serait une occasion de développer l'orientation professionnelle. Ces éléments soulèvent notamment la question suivante:

si le cycle d'orientation se doit de participer pleinement à soutenir les élèves dans leur choix de formation, celui-ci doit-il pour autant être conçu et organisé systématiquement en fonction de l'avenir professionnel des élèves? Par ailleurs, dans une société où la créativité, la prise d'initiatives et le développement de projets sont de plus en plus valorisés, et où le travail à pourcentage réduit se généralise, pour l'éducation des enfants, mais également pour se lancer dans des projets personnels qui peuvent déboucher ou non sur des activités professionnelles, on peut se demander si le mercredi après-midi de congé ne pourrait pas constituer une préparation au fait d'entreprendre, de se gérer soi-même et de gérer son temps. Une entité a mentionné que le mercredi après-midi permettrait de développer l'autonomie des élèves. La question de ce qu'est exactement cette autonomie et comment elle se déploie est ici centrale. *Comment permettre aux jeunes de se développer sainement et de s'épanouir sur le temps non scolaire?* Même si ce rapport montre que le mercredi après-midi de congé n'est pas désiré par une majorité des répondants, cette question reste essentielle, pour le temps libre des élèves après l'école, par exemple, mais aussi parce que les élèves ont généralement plus de jours de vacances que leurs parents, et que plusieurs questions soulevées dans ce rapport se posent donc probablement aussi dans cet autre cadre.

Le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande DOA et le Service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF sont conscients des avantages qu'auraient les propositions du postulat et souhaitent en particulier souligner la richesse que constitue pour les élèves le fait de pouvoir participer à des activités culturelles, artistiques, sportives, etc. Il convient également de dire que le repos ou toute activité faite gratuitement, c'est-à-dire sans chercher à obtenir un rendement, sont nécessaires à tout âge de la vie. Les services de l'enseignement obligatoire estiment toutefois que des mesures telles que l'introduction du mercredi après-midi de congé ou de l'horaire continu obligatoire au niveau cantonal doivent, pour aboutir à une implémentation réussie, faire sens pour les partenaires de l'école. Or, au vu des réponses à la consultation, pour beaucoup d'entre elles et d'entre eux, ce n'est actuellement pas le cas. Aussi invitent-ils à considérer les obstacles qui sont évoqués contre les propositions du postulat. En particulier, il est important de remarquer que certains d'entre eux sont évoqués aussi bien pour le mercredi après-midi de congé que pour l'horaire continu. Par exemple, beaucoup de cycles d'orientation se trouvent actuellement à la limite de leurs capacités en termes de salles de sport, de cantines, etc. Le financement manque pour agrandir ou construire les infrastructures nécessaires. Ces problèmes sont à résoudre en priorité parce qu'ils causent des désagréments aux partenaires de l'école. Mais à long terme, cela permettrait certainement aussi d'encourager les communes et les cycles d'orientation à introduire l'horaire continu; on peut d'ailleurs supposer qu'un travail sur différentes questions soulevées dans ce rapport pourrait, à long terme, favoriser ce

projet. À ce propos, le SEnOF souhaite souligner qu'il prend note des remarques des entités concernant la grille horaire et qu'elles seront examinées plus amplement dans le cadre des travaux qui seront effectués à l'occasion de l'introduction du PER Éducation numérique.

Au vu des réponses des différentes entités, dont certains de ses services, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport DICS remarque que malgré certains avantages qu'aurait l'introduction du mercredi après-midi de congé, en particulier dans les domaines de la culture, de l'art et du sport, sa concrétisation engendrerait des difficultés majeures soulevées par de nombreuses entités du milieu scolaire et de ses partenaires. Elle estime donc que cette introduction n'est pas souhaitable, d'autant plus qu'une opposition marquée à ce projet a été exprimée par deux fois de la part des entités: dans le cadre de la consultation réalisée en 2018 pour la motion Hunziker/Schläfli 2018-GC-78 sur l'horaire au secondaire I, ainsi que dans celle qui a été menée pour le présent rapport. Le Conseil d'Etat s'était également déjà prononcé défavorablement au sujet de la motion susmentionnée. Concernant l'introduction de l'horaire continu, la DICS estime que la possibilité d'horaire continu telle qu'elle est déjà offerte actuellement est satisfaisante et qu'elle permet aux communes et aux cycles d'orientation une liberté de décision.

7. Synthèse et conclusion

Le Conseil d'Etat constate que la majorité des entités ne souhaite pas l'introduction du mercredi après-midi de congé. La densification de la grille horaire, la surcharge des élèves qui en découlerait ainsi que le manque conséquent d'infrastructures sont les raisons principales invoquées pour rejeter cette proposition. La question des loisirs et du repos est plus complexe; si plusieurs entités craignent que certain-e-s élèves ne s'occupent pas de manière constructive, elles reconnaissent pour la majorité qu'une coupure dans la semaine serait bénéfique, et la plupart de celles en relation avec l'art, la culture et le sport y sont favorables.

Concernant l'horaire continu, la plupart des entités y adhèrent en principe, mais estiment que différents problèmes se posent actuellement.

- > D'une certaine manière, la proposition du postulat est réalisée puisque la possibilité de mettre en œuvre l'horaire continu est déjà offerte par la loi. Le statut actuel est satisfaisant aux yeux de plusieurs entités, et il ne faudrait pas obliger les communes et les cycles d'orientation à l'appliquer. Il faut aussi éviter d'uniformiser les pratiques, notamment pour les cycles d'orientation qui l'appliquent déjà et qui sont satisfaits de leur fonctionnement. La liberté de décision des communes, la prise en compte des facteurs régionaux et une communication régulière avec

les personnes concernées sont importantes pour mettre en place un système d'horaire continu qui satisfasse les partenaires de l'école.

- > Les contraintes financières et organisationnelles, notamment en matière d'infrastructures, font que son application généralisée n'est pas souhaitable, ou du moins pas pour le moment.
- > De nombreuses conditions devraient être examinées attentivement et mises en place pour que ce projet d'horaire continu réussisse.
- > Les modalités du projet devraient être plus clairement définies pour pouvoir se prononcer.

En tenant compte des retours de la consultation, le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas d'urgence ou de nécessité à introduire le mercredi après-midi de congé, ni à développer l'horaire continu au-delà de ce qui est déjà en vigueur actuellement. Si l'introduction du mercredi après-midi de congé n'est clairement pas souhaitée et que l'horaire continu rencontre, du moins pour le moment, de nombreux obstacles, ce rapport peut toutefois ouvrir des perspectives, parce qu'il questionne différents aspects relatifs à la scolarité au cycle d'orientation et invite à approfondir la réflexion sur certaines thématiques.

Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport. Pour toutes les raisons mentionnées dans ce document, il se rallie aux arguments qui s'opposent à l'introduction du mercredi après-midi de congé et à l'introduction de l'horaire continu.



Bericht 2020-DICS-24

3. November 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2019-GC-43 Rose-Marie Rodriguez/Stéphane Sudan – Änderung der Unterrichtszeiten an der Orientierungsschule

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2019-GC-43 zur Änderung der Unterrichtszeiten an der Orientierungsschule.

Inhalt des Berichts:

1. Einleitung	24
1.1. Zusammenfassung des Postulats	24
1.2. Antwort des Staatsrats	24
1.3. Annahme des Postulats	25
2. Vorgehensweise	25
3. Antworten auf die Vernehmlassung in Fragebogenform	25
3.1. Ergebnisse der Vernehmlassung bei den OS-Lehrpersonen und den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen an der Orientierungsschule	25
3.2. Ergebnisse der Vernehmlassung bei den Schuldirektionen der Orientierungsschule, zahlenmässige Ergebnisse	26
4. Antworten auf die Vernehmlassung in Form schriftlicher Stellungnahmen	27
4.1. Vorbemerkungen	28
4.1.1. Zusammenhang zwischen dem schulfreien Mittwochnachmittag und dem durchgehenden Schulbetrieb	28
4.1.2. Verschiedene Tagesschulmodelle	28
4.1.3. Zusammenfassung der Stellungnahmen der Vernehmlassungsteilnehmenden	29
4.2. Stundentafel, Zeitplanung, Tagesschule	29
4.2.1. Verdichtung der Unterrichtszeiten	29
4.2.2. Überlastung der Schülerinnen und Schüler sowie Abschaffung des betreuten Studiums	30
4.2.3. Teilnahme an Freifächern	31
4.2.4. Unterrichtsbeginn am Vormittag	31
4.2.5. Familien- und Berufsleben	31
4.3. Schul- und Sportinfrastruktur	32
4.3.1. Engpass bei den Spezialräumen	32
4.3.2. Engpass bei den Sportanlagen	32
4.3.3. Auswirkungen der Engpässe bei der Infrastruktur	32
4.4. Infrastruktur für die Mittagsverpflegung, Regelung der Mittagszeit, Betreuung	33
4.4.1. Mangelnde Infrastruktur für die Mittagsverpflegung der Schülerinnen und Schüler	33
4.4.2. Mahlzeitenkonzepte	34
4.4.3. Finanzielle Belastung für Familien	35
4.4.4. Bau von neuen Orientierungsschulen nach Massgabe der Möglichkeit für die Schülerinnen und Schüler, über Mittag nach Hause essen zu gehen	35
4.4.5. Qualität der Mahlzeiten und Lebensqualität	35
4.4.6. Sport über Mittag	36
4.4.7. Klärung der Zuständigkeiten	36

4.4.8. Finanzierung	36
4.4.9. Durchgehender Schulbetrieb auf der Primarstufe	36
4.5. Schülertransporte	37
4.5.1. Auswirkungen auf die Schülertransporte	37
4.5.2. Fahrten	37
4.6. Ausserschulische Aktivitäten im Rahmen des schulfreien Mittwochnachmittags	38
4.6.1. Kulturelle, künstlerische und sportliche Aktivitäten	38
4.6.2. Weitere Vorteile des schulfreien Mittwochnachmittags	38
4.6.3. Betreuung	39
4.6.4. Ausserschulische Betreuung	39
4.6.5. An den schulfreien Mittwochnachmittag werden zu viele Erwartungen gestellt	39
4.6.6. Weitere Antworten	39
4.7. Ausserschulische Aktivitäten im Rahmen eines durchgehenden Schulbetriebs	40
4.7.1. Vorteile eines durchgehenden Schulbetriebs für die ausserschulischen Aktivitäten	40
4.7.2. Betreuung	40
4.8. Lehrpersonen	40
4.8.1. Folgen des unterrichtsfreien Mittwochnachmittags und eines durchgehenden Schulbetriebs für die Lehrpersonen	40
4.8.2. Sitzungen und Weiterbildung	41
4.8.3. Weitere Folgen des durchgehenden Schulbetriebs für die Lehrpersonen	41
4.9. Berufsberatung und Vorbereitung des weiterführenden Bildungswegs	42
4.10. Sonderpädagogik	42
4.11. Logopädie, Psychologie und Psychomotorik	42
4.12. Auswirkungen auf die Gemeinden, Berücksichtigung regionaler Faktoren und Entscheidungsfreiheit	43
4.13. Die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs: Welche Vision für die Schule?	43
<hr/>	
5. Wie ist dies in anderen Kantonen geregelt?	44
5.1. Kanton Wallis	44
5.2. Kanton Bern	44
<hr/>	
6. Offenheit für pädagogische Fragen, Stellungnahmen der Ämter für obligatorischen Unterricht sowie der EKSD	45
<hr/>	
7. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	46

1. Einleitung

1.1. Zusammenfassung des Postulats

Mit ihrem am 28. März 2019 eingereichten Postulat fordern Rose-Marie Rodriguez, Stéphane Sudan und 25 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, die Einführung eines freien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs (Tagesschule) an der Orientierungsschule zu prüfen. Dieses Postulat schliesst sich an die Motion von Yvan Hunziker und Ruedi Schläfli 1818-GC-78 zu den Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe (OS) an, die abgelehnt worden ist. Die Verfasserinnen und Verfasser des Postulats sind der Auffassung, dass die in dieser Motion und in den Parlamentsdebatten aufgeworfenen Fragen weiterhin aktuell sind und es verdienen, dass man sich eingehender damit auseinandersetzt. Sie möchten, dass die Vor- und Nachteile der Einführung des

schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs auf die Schülerinnen und Schüler, die Schule und ihre verschiedenen Partner genauer geprüft werden.

1.2. Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort vom 24. September 2019 erklärte der Staatsrat, dass ein schulfreier Mittwochnachmittag sowohl für die Schülerinnen und Schüler (Ruhe- und Freizeit, Gelegenheit für sportliche und künstlerische Aktivitäten usw.) wie auch für die Lehrpersonen (Organisation von Sitzungen, Weiterbildung usw.) zahlreiche Vorteile haben könnte.

Der Staatsrat wies aber darauf hin, dass die Einführung eines freien Mittwochnachmittags nicht auf Kosten der Anzahl wöchentlicher Unterrichtseinheiten (32–34 Lektionen gemäss Art. 30 SchR) erfolgen sollte. Denn diese Lektionendotation

ist nötig, um die Ziele der Lehrpläne zu erreichen und den Bestimmungen der Freiburger Kantonsverfassung zu entsprechen (1 Lektion für den konfessionellen Religionsunterricht der anerkannten Kirchen und Religionsgemeinschaften. Das ergibt 31–33 Lektionen + 1 Lektion für den konfessionellen Religionsunterricht).

Darüber hinaus wurde vorgeschlagen, das betreute Studium (bzw. die Aufsicht) abzuschaffen, wobei zu beachten ist, dass solche Angebote in den Schulen im deutschsprachigen Kantonsteil nur in geringem Masse oder gar nicht bestehen.

In seiner Antwort erwähnte der Staatsrat auch, dass mehrere Partner der Schule diesem schulfreien Nachmittag skeptisch gegenüberstehen, wobei sie auf folgende Aspekte hinwiesen: Die Verteilung der am Mittwochnachmittag wegfallenden Unterrichtslektionen auf die verbleibenden Wochentage, der sich daraus ergebende Mangel bei der schulischen und sportlichen Infrastruktur, die Organisation der Schülertransporte und die Mittagsverpflegung (Schulkantinen), die Betreuung der Jugendlichen am Mittwochnachmittag usw.

Angesichts der Komplexität des Themas schlug der Staatsrat vor, zunächst zu prüfen, wie der schulfreie Mittwochnachmittag, aber auch der durchgehende Schulbetrieb, der von den Verfasserinnen und Verfassern des Postulats als Alternative vorgeschlagen wurde, aktuell beurteilt wird. Er entschied sich dafür, zu dieser Frage verschiedene Stellen anzuhören und die Situation mit in anderen Kantonen zu vergleichen.

1.3. Annahme des Postulats

Da der Grosse Rat dieses Postulat am 17. Oktober 2019 angenommen hat, wurde in der Folge der vorliegende Bericht ausgearbeitet.

2. Vorgehensweise

Die Vernehmlassung wurde auf zwei unterschiedliche Arten organisiert. Die Lehrpersonen der Orientierungsschule, einschliesslich der an den Orientierungsschulen tätigen schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, wurden mit einem Online-Fragebogen konsultiert, der nachstehend ausführlich beschrieben wird. Konsultiert wurden daneben auch die Schuldirektionen der Orientierungsschulen, die aber einen Fragebogen erhielten, der sich deutlich von dem für die Lehrpersonen bestimmten unterschied. Alle anderen Adressatinnen und Adressaten der Vernehmlassung wurden um eine schriftliche Stellungnahme gebeten.

Es sind derart viele Antworten eingegangen, dass es keinesfalls möglich ist, die einzelnen Stellungnahmen detailliert darzulegen. Allerdings stellte es sich heraus, dass diese Stellungnahmen ziemlich übereinstimmen. Daher ist dieser Bericht wie folgt gegliedert: Zunächst werden im Abschnitt

«Antworten auf die Vernehmlassung in Fragebogenform» die Ergebnisse der Online-Umfrage bei den Lehrpersonen und den Schuldirektionen der Orientierungsschulen präsentiert. In einem zweiten Schritt werden im Abschnitt «Antworten auf die Vernehmlassung in Form schriftlicher Stellungnahmen» die wichtigsten Fragen, die sich aus der Vernehmlassung der verschiedenen Beteiligten ergaben, nach Themenbereich geordnet dargestellt. Dieser Abschnitt enthält auch die Anmerkungen der Schuldirektionen der Orientierungsschulen, die im Rahmen des Online-Fragebogens die Möglichkeit hatten, ihre Antworten auf die verschiedenen Fragen frei zu formulieren. Nach diesem Abschnitt folgt ein Vergleich mit der Situation in anderen Kantonen. Drei Kantone wurden angefragt, wie die in diesem Bericht untersuchte Situation bei ihnen geregelt ist. Zwei von ihnen, die Kantone Bern und Wallis, sind dieser Bitte nachgekommen.

In ihrer Stellungnahme erklärten zahlreiche Vernehmlassungsteilnehmende, sie seien dankbar für die Gelegenheit zu einer Stellungnahme zum Postulat. Der Staatsrat dankt seinerseits allen Personen und Organisationen aus den Kantonen Freiburg, Bern und Wallis, die an dieser Vernehmlassung teilgenommen und sich bereit erklärt haben, ihre Erfahrungen weiterzugeben.

3. Antworten auf die Vernehmlassung in Fragebogenform

3.1. Ergebnisse der Vernehmlassung bei den OS-Lehrpersonen und den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen an der Orientierungsschule

Die Lehrpersonen der Orientierungsschule, einschliesslich der an der Orientierungsschulen tätigen schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, wurden mit einem Online-Fragebogen konsultiert, der nachstehend detailliert beschrieben wird. 700 Lehrpersonen (von 1314) haben an der Umfrage teilgenommen, davon 553 des Amts für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF) und 147 des Amts für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA). Von den 700 Lehrpersonen, die geantwortet haben, sind 37 schulische Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, wobei 10 dem DOA und 27 dem SEnOF unterstehen. In der nachfolgenden Tabelle sind die gestellten Fragen und die eingegangenen Antworten aufgeführt.

Fragen	Ja	Ja in %	Nein	Nein in %
1. Wäre die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags Ihrer Meinung nach für die Schülerinnen und Schüler von Vorteil?	283	40,43%	417	59,57%
2. Würde die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags Ihrer Meinung nach den Lehrpersonen die Arbeitsorganisation erleichtern (Möglichkeit, am Mittwochnachmittag Sitzungen oder Weiterbildungen durchzuführen, usw.)?	282	40,29%	418	59,71%
3. Sind Sie für die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags?	241	34,43%	459	65,57%
4. Wäre die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs Ihrer Meinung nach für die Schülerinnen und Schüler von Vorteil?	315	45,00%	385	55,00%
5. Würde die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs Ihrer Meinung nach den Lehrpersonen die Arbeitsorganisation erleichtern?	286	40,86%	414	59,14%
6. Sind Sie für die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs?	313	44,71%	387	55,29%

Zusatzfrage	Mittwochnachmittag	In %	Durchg. Schulbetrieb	In %
Den 142 Lehrpersonen, welche die Fragen 3 und 6 mit Ja beantwortet haben, wurde eine zusätzliche Frage gestellt.	81	57,04%	61	42,96%
7. Falls Sie sowohl für die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags als auch für die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs sind, geben Sie bitte Ihre Präferenz an:				

3.2. Ergebnisse der Vernehmlassung bei den Schuldirektionen der Orientierungsschule, zahlenmässige Ergebnisse

Für die Schuldirektionen der Orientierungsschule¹ wurde ein ähnlicher Fragebogen erstellt wie derjenige für die Lehrpersonen, aber ergänzt mit der Möglichkeit, sich frei zu äussern, um die Antwort auf jede geschlossene Frage ausführlicher zu erläutern. Von den 22 konsultierten Schuldirektionen haben 21 geantwortet.

Die geschlossenen Fragen werden nachfolgend in Tabellenform dargestellt. Die freien Anmerkungen von Schuldirektionen werden im Teil «Antworten auf die Vernehmlassung in Form schriftlicher Stellungnahmen» angegeben.

Fragen zum schulfreien Mittwochnachmittag	Ja	Ja in %	Nein	Nein in %
1. Nutzen in Ihrem Schulkreis alle oder ein Teil der OS-Klassen gegenwärtig am Mittwochnachmittag (sportliche oder andere) Einrichtungen von Primarschulen?	7	33,33%	14	66,67%
2. Würde die Einführung des freien Mittwochnachmittags in Ihrem Schulkreis würde zu Engpässen bei den Sportanlagen und/oder bei den sonstigen Schuleinrichtungen führen?	19	90,48%	2	9,52%
3. Sehen Sie besondere Schwierigkeiten bei der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags im Zusammenhang mit der Stundentafel?	17	80,95%	4	19,05%
4. Sehen Sie besondere Schwierigkeiten bei der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags im Zusammenhang mit den Schülertransporten?	8	38,10%	13	61,90%
5. Wäre die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags Ihrer Meinung nach für die Schülerinnen und Schüler von Vorteil?	6	28,57%	15	71,43%
6. Wäre die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags Ihrer Meinung nach für die Lehrpersonen von Vorteil?	3	14,29%	18	85,71%
7. Sind Sie für die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags?	3	14,29%	18	85,71%

¹In diesem Bericht wird unter dem Begriff *Schuldirektion* das Direktionsteam verstanden, also die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren sowie die stellvertretenden Schuldirektorinnen und Schuldirektoren.

Fragen zum durchgehenden Schulbetrieb	Ja	Ja in %	Nein	Nein in %
8. Gibt es in Ihrem Schulkreis eine oder mehrere Schulkantinen?	12	57,14%	9	42,86%
9. Gibt es in Ihrem Schulkreis einen oder mehrere Räume, in denen alle Schülerinnen und Schüler mittags drinnen essen könnten?	8	38,10%	13	61,90%
10. Hätte die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs in Ihrem Schulkreis zur Folge, dass eine Schulkantine und/oder eine Einrichtung eingerichtet werden müsste, damit alle Schülerinnen und Schüler mittags drinnen essen könnten?	16	76,20%	5	23,81%
11. Wäre die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs Ihrer Meinung nach für die Schülerinnen und Schüler von Vorteil?	10	47,62%	11	52,38%
12. Wäre die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs Ihrer Meinung nach für die Lehrpersonen von Vorteil?	10	47,62%	11	52,38%
13. Sind Sie für die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs?	9	42,86%	12	57,14%

Zusatzfrage	Mittwochnachmittag	Durchg. Schulbetrieb
14. Falls Sie sowohl für die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags als auch für die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs sind, geben Sie bitte Ihre Präferenz an.	0	1

4. Antworten auf die Vernehmlassung in Form schriftlicher Stellungnahmen

Alle in der Antwort des Staatsrats vom 24. September 2019 erwähnten Verwaltungseinheiten und Organisationen wurden konsultiert. Auf der nachfolgenden Liste sind alle aufgeführt, die an der Vernehmlassung teilgenommen haben.

- > Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF)
- > Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA)
- > Schulinspektorat des Amts für französischsprachigen obligatorischen Unterricht
- > Schulinspektorat des Amts für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht
- > Konferenz der Schuldirektionen der Orientierungsschule (CDCO), französischsprachiger Kantonsteil
- > Schuldirektorenkonferenz der Orientierungsschule (SDK), deutschsprachiger Kantonsteil
- > Amt für Sonderpädagogik SoA
- > Amt für Sport (SpA)
- > Konservatorium Freiburg (KF)
- > Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA)
- > Association des directions des cycles d'orientation (ADCO)
- > Vereinigung Schulleitungen Deutschfreiburg (VSDF)
- > Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone (AMCOFF)
- > Berufsverband «Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg» (LDF)
- > Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD)
- > Konferenz der Leiterinnen und Leiter der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste (SLPP)
- > Freiburger Gemeindeverband (FGV)
- > Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français (OS-Verband Saane-Land und oberer französischsprachiger Seebezirk)
- > Association du cycle d'orientation des communes de la Broye (Gemeindeverband der Orientierungsschule des Broyebezirks)
- > Gemeindeverband der Orientierungsschule der Region Murten (CORM/OSRM)
- > Gemeindeverband Orientierungsschule des Sensebezirks
- > Association des communes de la Gruyère pour l'école du cycle d'orientation
- > Schulkreis Gurmels (Gurmels, Kleinbödingen, Ulmiz)
- > Comité d'école du cycle d'orientation de la Veveysse
- > Schuldienst der Stadt Freiburg
- > Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF)
- > Schule & Elternhaus Kanton Freiburg
- > Zwei Elternräte der Orientierungsschule Kerzers
- > Elternrat der Orientierungsschule Düdingen
- > Elternrat der Orientierungsschule Tafers
- > Elternrat der Orientierungsschule Plaffeien
- > Elternrat der deutschsprachigen Orientierungsschule der Stadt Freiburg (DOSF)
- > Elternrat der Orientierungsschule Wünnewil
- > Conseil des parents de l'association du cycle d'orientation de la Sarine-campagne et du Haut-Lac français
- > Conseil des parents du cycle d'orientation de la Veveysse

Während der Vernehmlassung erhielt das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF) ein Schreiben des Vereins Frisbee (Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen) mit einer Stellungnahme zur Frage des schulfreien Mittwochnachmittags. Diese wurde ebenfalls in den Bericht aufgenommen.

4.1. Vorbemerkungen

4.1.1. Zusammenhang zwischen dem schulfreien Mittwochnachmittag und dem durchgehenden Schulbetrieb

Im Postulat präsentieren die Grossrätinnen und Grossräte den schulfreien Mittwochnachmittag und den durchgehenden Schulbetrieb (Tagesschule) als «zwei Optionen», also als zwei mögliche Alternativen. Im Rahmen der Vernehmlassung, deren Ergebnisse in diesen Bericht einfließen, wurden die Vernehmlassungsteilnehmenden daher gebeten, separat zu diesen beiden Möglichkeiten Stellung zu nehmen. Die eingegangenen Stellungnahmen zeigen jedoch, dass diese Fragen sich in mehreren Punkten überschneiden und es daher schwierig ist, sie getrennt zu behandeln.

Wie in der Antwort des Staatsrats vom 24. September 2019 erwähnt, darf die Einführung eines schulfreien Mittwochnachmittags nicht auf Kosten der Anzahl wöchentlicher Unterrichtseinheiten erfolgen, die nötig sind, um die Ziele der Lehrpläne zu erreichen und den Bestimmungen der Freiburger Kantonsverfassung zu entsprechen. Angesichts dieser Tatsache haben viele Vernehmlassungsteilnehmende darauf hingewiesen, dass der Stundenplan an der Orientierungsschule bereits sehr dicht ist und dass eine Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags den restlichen Teil der Woche erheblich belasten würde. Die am Mittwochnachmittag wegfallenden Unterrichtslektionen müssten auf die verbleibenden Wochentage verteilt werden. Dies würde zwangsläufig zu einem der folgenden drei Szenarien führen: Der Unterricht müsste früher beginnen, später enden oder es müsste ein durchgehender Schulbetrieb, also eine Art von Tagesschulmodell, eingeführt werden.

Denn gemäss der *Association des directions des cycles d'orientation* (ADCO) ist es unmöglich, den schulfreien Mittwochnachmittag ohne gleichzeitige Umstellung auf ein Tagesschulmodell einzuführen. Das gleiche gilt bei den Klassen der 10H für die die Schulen, die vormittags 4 Unterrichtslektionen und nachmittags 3 haben, auch wenn das betreute Studium wegfallen würde. In den Klassen der 9H wäre es für Schulen mit 4 Unterrichtslektionen am Vormittag und 3 am Nachmittag vom Stundenplan her eventuell möglich, den schulfreien Mittwochnachmittag ohne Tagesschulangebot einzuführen, aber die Überbeanspruchung der Infrastruktur (siehe unten) könnte immer noch dazu führen, dass auf ein Tagesschulmodell umgestellt werden müsste.

Daher lässt sich sagen, dass ein Tagesschulmodell nicht bloss eine Alternative zum schulfreien Mittwochnachmittag darstellt, sondern wahrscheinlich eine Folge davon wäre.

Das Gegenteil ist offensichtlich nicht der Fall, da es durchaus möglich ist, einen durchgehenden Schulbetrieb ohne den schulfreien Mittwochnachmittag einzuführen. Übri-

gens besteht gegenwärtig an einigen Orientierungsschulen des Kantons bereits ein solcher durchgehender Schulbetrieb; dieser kann auf Entscheid der örtlichen Behörden eingeführt werden.

4.1.2. Verschiedene Tagesschulmodelle

Im Postulat wird nicht angegeben, ob das gewünschte Modell für den durchgehenden Schulbetrieb bzw. das Tagesschulmodell demjenigen entspricht, welches derzeit bereits in bestimmten Orientierungsschulen angewendet wird, oder ob ein anderes Modell vorgesehen ist. Angesichts der Tatsache, dass es mehrere Modelle dafür gibt und da einige Vernehmlassungsteilnehmende, sowohl im französischsprachigen wie auch im deutschsprachigen Kantonsteil, nicht genau wissen, was genau unter einem durchgehenden Schulbetrieb zu verstehen ist, benötigen sie nach ihren Angaben weitere Informationen, um eine Stellungnahme abgeben zu können, d.h. Beispiele, Stundenplanmodelle sowie konkrete Vorschläge je nach Grösse und Standort der Schulen. So hat etwa die *Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone* (AMCOFF) auf das Beispiel von Deutschland verwiesen, wo die Schülerinnen und Schüler vormittags 5 Lektionen mit kurzen Pausen von jeweils 5 bis 10 Minuten, plus 2 Lektionen nach einer 20-minütigen Mittagspause haben, um dann um 14 Uhr den Unterricht zu beenden. Nach Ansicht der Vereinigung wäre dieses Modell überhaupt nicht angemessen, da dieser Rhythmus für die Schülerinnen und Schüler schädlich wäre und zu erheblichen Auswirkungen auf ihre Mahlzeiten führen würde. Zumal an der Schule Ernährung unterrichtet und versucht wird, negative Ernährungsgewohnheiten zu verhindern.

Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA) und das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SENOF) weisen darauf hin, dass die wöchentliche Unterrichtszeit gegenwärtig in Artikel 18 Abs. 4 des Gesetzes vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SchG, SGF 411.0.1) und in der entsprechenden Ausführungsbestimmung (Art. 31) des Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule vom 19. April 2016 (SchR, SGF, 411.0.11) festgelegt ist. Zwar wird zum durchgehenden Schulbetrieb nichts Spezifisches angegeben, aber dieser ist gesetzlich nicht verboten. Er ermöglicht es den Orientierungsschulen, während der Mittagszeit Unterricht zu erteilen, wobei 5 volle Unterrichtstage beibehalten werden. Dies gilt insbesondere für den Unterricht in Wirtschaft, Arbeit, Haushalt, in Bewegung und Sport, für Fächer, die spezielle Räume erfordern, oder für Freifächer. Aus den Rückmeldungen zur Vernehmlassung zeigt sich, dass die Vernehmlassungsteilnehmenden sich manchmal auf den durchgehenden Schulbetrieb beziehen, wie er derzeit existiert, manchmal auf eine ausserschulische Betreuung oder Tagesstruktur, die von den Gemeinden eingerichtet würde.

Aufgrund der Unsicherheit darüber, was genau im Postulat vorgeschlagen wird und welche Absichten verfolgt werden, gaben einige Vernehmlassungsteilnehmende zu verstehen, sie seien nicht in der Lage, in dieser Frage sachkundig zu argumentieren. Während einige dies klar zum Ausdruck brachten und es vorzogen, keine endgültige Antwort zu diesem Thema zu geben, nahmen andere trotzdem Stellung. Daher ist es wichtig, sich vor Augen zu halten, dass die eingegangenen Stellungnahmen auf dem basieren, was die *Vernehmlassungsteilnehmenden unter dem durchgehenden Schulbetrieb bzw. Tagesschulmodell verstanden haben*, also auf ihrer Auffassung davon, die sich von derjenigen der anderen unterscheiden kann. Obschon diese unterschiedlichen Auffassungen in diesem Bericht manchmal ausgeblendet werden, um sich auf die Gemeinsamkeiten zu konzentrieren, sind sie doch vorhanden. Folglich müsste vor einer allfälligen späteren Entscheidung, die Praxis im Kanton zu vereinheitlichen, **abgeklärt** werden, was unter dem gewünschten Modell genau zu verstehen ist.

4.1.3. Zusammenfassung der Stellungnahmen der Vernehmlassungsteilnehmenden

In den Schreiben, mit denen die Vernehmlassungsteilnehmenden um eine schriftliche Stellungnahme gebeten wurden, wurden offene Fragen gestellt. So wurde insbesondere darum gebeten, eine Stellungnahme zur Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder des durchgehenden Schulbetriebs (Tagesschule) zu formulieren. Die Vernehmlassungsteilnehmenden waren nicht verpflichtet, explizit anzugeben, ob sie *für* oder *gegen* die Vorschläge des Postulats sind, und es musste kein Antwort-Feld mit «Ja/Nein» oder «dafür/dagegen» angekreuzt werden. Die Vernehmlassungsteilnehmenden konnten sich somit frei äussern. Einige entschieden sich dafür, die Vor- und Nachteile aufzuzählen, andere konzentrierten sich auf die Folgen, die dies für sie hätte usw. Manche Vernehmlassungsteilnehmenden bezogen jedoch klar und deutlich Stellung und gaben an, ob sie die beiden Vorschläge befürworteten oder ablehnten.

In diesem Bericht werden die Vorschläge des Postulats aus verschiedenen Blickwinkeln geprüft und thematisch geordnet, wobei alle von den Vernehmlassungsteilnehmenden eingebrachten Argumente einbezogen werden. Es kann jedoch nicht die vollständige Stellungnahme der jeweiligen Vernehmlassungsteilnehmenden wiedergegeben werden. Und wenn eine oder einer der Vernehmlassungsteilnehmenden ein positives Argument anbringt, bedeutet das nicht, dass ihre oder seine endgültige Stellungnahme notwendigerweise ebenfalls positiv ausfällt (und umgekehrt). Beispielsweise geben zwar viele Vernehmlassungsteilnehmende an, dass der schulfreie Mittwochnachmittag vorteilhaft wäre, da dies eine Pause in der Woche darstellen würde, aber letztendlich sprechen sich nur sehr wenige Vernehmlassungsteilnehmende für diesen Vorschlag aus.

Bevor jedoch auf Einzelheiten eingegangen wird, soll zunächst der allgemeine Trend der Antworten auf die beiden Vorschläge des Postulats dargelegt werden:

Schulfreier Mittwochnachmittag: Eine grosse Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden spricht sich aus den in diesem Bericht genannten Gründen ausdrücklich gegen diesen Vorschlag aus. Die Vernehmlassungsteilnehmenden, die Listen erstellten, ohne eine klare Schlussfolgerung zu ziehen, zählten in der Regel sehr viel mehr Nachteile als Vorteile auf. Nur einige Vernehmlassungsteilnehmende, die fast alle mit dem künstlerischen, kulturellen oder sportlichen Bereich zu tun haben, haben sich für diesen Vorschlag ausgesprochen oder befürwortet ihn unter bestimmten Bedingungen. Diese Ergebnisse bestätigen die Resultate der 2018 durchgeführten Vernehmlassung zur Motion Hunziker/Schläfli 2018-GC-78 über die Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS), die ebenfalls überwiegend zuungunsten des schulfreien Mittwochnachmittags ausfielen.

Durchgehender Schulbetrieb: Die Positionen sind aufgrund der bereits erwähnten Unsicherheiten, was genau unter dem durchgehenden Schulbetrieb zu verstehen ist, aber auch aufgrund anderer im Bericht dargelegter Faktoren sehr differenziert. Die meisten Vernehmlassungsteilnehmenden haben sich nicht klar dafür oder dagegen ausgesprochen. Andererseits lässt sich sagen, dass viele von ihnen der Meinung sind, der durchgehende Schulbetrieb bzw. eine Tagesschule sei an sich keine schlechte Idee, dass es aber zwei Gründe gebe, weshalb seine Einführung im gesamten Kanton zumindest vorläufig nicht gewünscht wird. Einerseits fehlt, wie bei der Frage des schulfreien Mittwochnachmittags, den meisten Orientierungsschulen die für den durchgehenden Schulbetrieb nötige Infrastruktur. Andererseits sollten die Gemeinden und die Orientierungsschulen nach Ansicht mehrerer Vernehmlassungsteilnehmender selber frei entscheiden dürfen, ob sie ein Tagesschulmodell einführen oder nicht, dies unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten. Im Abschnitt «Zusammenfassung und Schlussfolgerungen» des Berichts wird auf diese verschiedenen Punkte eingegangen.

4.2. Studentafel, Zeitplanung, Tagesschule

4.2.1. Verdichtung der Unterrichtszeiten

Im Rahmen der Vernehmlassung wurde erwähnt, dass man die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags, wie er auf der Primarstufe erfolgt ist, nicht mit dem vergleichen sollte, der auf Stufe der Orientierungsschulen stattfinden würde, weil sich die Situation hinsichtlich der Lektionenzahl hier anders präsentiert. Wie oben erläutert, würde die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags zu einer Verdichtung des Unterrichts an den anderen Schultagen führen, und viele Vernehmlassungsteilnehmende äussern diesbezüglich Bedenken. Die Orientierungsschulen, die bereits

einen durchgehenden Schulbetrieb eingeführt haben, bleiben davon nicht unbedingt verschont, denn es wurde darauf hingewiesen, dass dieses Modell an sich bereits einen dichten Stundenplan nach sich zieht und dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags diesen noch zusätzlich verdichten würde.

Das Schulinspektorat des DOA befürchtet, dass die Schulen mit der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags bei der Erstellung des Stundenplans an Flexibilität verlieren würden. Das Erstellen eines gut getakteten und angepassten Stundenplans würde sich sehr schwierig gestalten, ebenso wie eine vernünftige Verteilung der Fächer mit 4 bis 5 Wochenlektionen. Zudem würde sich auch die Frage der Blockzeiten stellen, da diese aufgeteilt werden müssten.

Einige Vernehmlassungsteilnehmende aus dem deutschsprachigen Kantonsteil sind der Ansicht, dass der Stundenplan bereits durch die Umsetzung des Lehrplans 21 komplexer geworden ist. Umso weniger wünschenswert sei daher die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags.

Nach Angaben mehrerer Vernehmlassungsteilnehmender aus dem französisch- wie auch aus dem deutschsprachigen Kantonsteil wäre die Situation bei der Stufe der 11H besonders komplex, denn auch wenn die Stundentafel offiziell 34 Lektionen umfasst, kann sie in der Praxis noch mehr beinhalten. Der praktische Teil von Wirtschaft, Arbeit, Haushalt (WAH) ist zum Beispiel ein Fach, das 2 Lektionen in der Stundentafel, aber auch 2 Lektionen ausserhalb der Stundentafel umfasst, die den Mahlzeiten und dem Aufräumen der Räume gewidmet sind. Einige Vernehmlassungsteilnehmende sind zudem der Ansicht, dass der derzeitige Stundenplan derart komplex ist, dass er nur für Fachleute verständlich ist. Er sollte transparenter dargestellt werden, damit alle die Tragweite der mit der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags verbundenen Probleme besser verstehen.

Das Schulinspektorat des SEnOF verweist auf die positiven Aspekte der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder des durchgehenden Schulbetriebs, fügt jedoch hinzu, dass diese Massnahmen unter den gegenwärtigen Rahmenbedingungen schwierig umzusetzen wären und eher negative Auswirkungen hätten, wenn sich an diesen Rahmenbedingungen nichts ändert. Insbesondere sollte eine eingehende Reflexion zur Stundentafel erfolgen, namentlich was die Anzahl Wochenlektionen, die Lektionendotation pro Fach, die Dauer der Lektionen, die Verdichtung der Woche usw. betrifft. Das Schulinspektorat des SEnOF weist auch darauf hin, dass die Stundentafeln der drei Zyklen im Anschluss an die Änderung des Westschweizer Lehrplans (PER) zur Einführung der digitalen Bildung unabhängig von den im Postulat aufgeworfenen Fragen demnächst überarbeitet werden.

Mehrere Vernehmlassungsteilnehmende und einige Schuldirektionen geben daher an, es sei unmöglich, einen schulfreien Mittwochnachmittag einzuführen, ohne die Stundentafel zu kürzen, um allzu überfrachtete Schultage zu verringern. Da die Kürzung der Anzahl der Lektionen aus den oben genannten Gründen nicht wünschenswert ist, konzentriert man sich auf die Dauer der Lektionen. Denn eine Lektion im Kanton Freiburg dauert derzeit 50 Minuten; einige Vernehmlassungsteilnehmende fragen sich daher, ob es nicht möglich wäre, diese Zeit auf 45 Minuten zu verkürzen, wie dies in anderen Kantonen der Fall ist. Dies würde es erlauben, die Schultage nicht übermässig zu verlängern und ein obligatorisches Tagesschulmodell zu vermeiden. Diese Meinung vertritt namentlich die *Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg* (FAPEF), welche zur Teilnahme an dieser Vernehmlassung Diskussionen mit den verschiedenen Elternvereinen des Kantons geführt hat. Die FAPEF erwähnt, die Mehrheit der Eltern der betreffenden Vereine sei gegen den schulfreien Mittwochnachmittag. Sollte dieser dennoch eingeführt werden, so würden die Eltern eine Lösung bevorzugen, bei der die Lektionen um 5 Minuten reduziert werden, statt das Tagesschulmodell einzuführen, da dies für berufstätige Eltern eine komplizierte Lösung sei.

Wie sich weiter unten zeigen wird, wird diese Ansicht zum Tagesschulmodell nicht von allen Elternvereinen geteilt, und einige sind im Gegenteil der Ansicht, dass diese Lösung berufstätigen Eltern das Leben erleichtern würde.

4.2.2. Überlastung der Schülerinnen und Schüler sowie Abschaffung des betreuten Studiums

In den Antworten auf die Vernehmlassung wurde darauf hingewiesen, es sei zwar eine gute Idee, den Schülerinnen und Schülern am Mittwochnachmittag frei zu geben, aber dies mache wenig Sinn, wenn sie dadurch an anderen Tagen unter Druck gesetzt und gestresst würden. Aufgrund der Verdichtung des Stundenplans, die sich aus der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags ergeben würde, befürchten die Schuldirektionen vor allem eine Verringerung der Konzentration, Motivation und (schulischen) Leistung der Schülerinnen und Schüler im Unterricht, aber auch einen Mangel an Arbeitswillen, um die Hausaufgaben zu Hause zu machen. Eine Schuldirektion gibt zu bedenken, dass eine solche Umstellung vermutlich dazu führen würde, dass die gegenwärtige Hausaufgabenpraxis überdacht werden müsste.

Dieses Problem würde durch die Abschaffung des betreuten Studiums verschärft, das es den Schülerinnen und Schülern ermöglicht, ihre Hausaufgaben in der Schule zu machen. Dadurch profitieren sie wie auch Lehrpersonen von einer gewissen Flexibilität. Diese mögliche Abschaffung des betreuten Studiums gibt vielen Vernehmlassungsteilnehmenden Anlass zur Sorge, da sich dadurch die Arbeits-

belastung der Schülerinnen und Schüler zu Hause erhöhen und Schülerinnen und Schüler mit Lernschwierigkeiten benachteiligt werden könnten. Gemäss der *Association des directions des cycles d'orientation* (ADCO) bietet das betreute Studium den Lehrpersonen und dem sonderpädagogischen Fachpersonal die Möglichkeit, die Schülerinnen und Schüler individuell zu unterstützen, ohne dass sie eine Lektion verpassen. Diese Möglichkeit würde verschwinden, wenn das betreute Studium abgeschafft würde. Darüber hinaus werden derzeit über die Mittagszeit manchmal Stützlektionen durchgeführt, damit keine Lektionen verpasst werden; diese Möglichkeit könnte mit der Einführung des durchgehenden Schulbetriebs verschwinden.

Einige Schuldirektionen verweisen auch auf die Tatsache, dass viele Schülerinnen und Schüler derzeit am Ende des Tages private sportliche, künstlerische und kulturelle Aktivitäten ausüben, was nicht länger möglich wäre, wenn die Schultage verlängert würden.

4.2.3. Teilnahme an Freifächern

Zur Frage des Stundenplans erklärt das Schulinspektorat des DOA, es wäre ohne den Mittwochnachmittag fast unmöglich, die Wahlfächer oder Freifächer auf die restlichen Tage zu verteilen, ohne dass es zu Überschneidungen mit den obligatorischen Lektionen der Stundentafel käme.

Angesichts der Mehrbelastung an den anderen Unterrichtstagen zweifeln einige Vernehmlassungsteilnehmende auch daran, dass die Schülerinnen und Schüler motiviert wären, an Freifächern (Gesang, Theater, Sport, Robotik usw.) teilzunehmen, die entweder mittags oder am späteren Nachmittag stattfinden. Diese Freifächer ermöglichen es den Schülerinnen und Schülern, nebst dem im Unterricht behandelten Stoff andere Aktivitäten und Kenntnisse zu entdecken. Sie zeigen ihnen andere Möglichkeiten, wie sie sich weiterentwickeln können, und tragen dazu bei, ihren Geist für Neues zu öffnen. Zudem sind sie ein wesentlicher Bestandteil des Schullebens. Laut dem Freiburger Gemeindeverband (FGV) eignet sich die Mittagszeit gut für die Organisation von Freifächern. Somit ist zu erwarten, dass diese Kurse von weniger Schülerinnen und Schülern besucht werden, wenn sie alle am späten Nachmittag stattfinden. Dieser Aspekt kann mit der Frage der Schülertransporte verknüpft werden, die weiter unten erläutert wird.

4.2.4. Unterrichtsbeginn am Vormittag

Unabhängig davon, ob die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs mit der Einführung eines schulfreien Mittwochnachmittags verbunden ist oder nicht, äussern einige Vernehmlassungsteilnehmende Bedenken darüber, dass die Schule früher als jetzt beginnen und die Gesundheit der jungen Menschen darunter leiden könnte.

In der Tat stellen mehrere Vernehmlassungsteilnehmende fest, dass sich die Überlegungen zur Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags auf den Unterbruch und die Erholungspause konzentrieren, den dieser den Schülerinnen und Schülern Mitte der Woche bieten würde. Berücksichtigt man aber den biologischen Rhythmus der Jugendlichen, wäre es sinnvoller, einen durchgehenden Schulbetrieb mit einem etwas späteren Unterrichtsbeginn am Vormittag einzuführen. Denn die Schülerinnen und Schüler könnten so länger schlafen.

Für die Konferenz der Schuldirektionen der Orientierungsschule (CDCO) bräuchte die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags und/oder eines durchgehenden Schulbetriebs, dessen Umsetzung derzeit unrealistisch oder verfrüht erscheint, mehr Nachteile als Vorteile mit sich. Die Konferenz weist jedoch darauf hin, dass ein Teil der Schuldirektionen bei der Wahl zwischen den beiden Optionen die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs mit einem späteren Unterrichtsbeginn am Vormittag (oder einer früheren Beendigung des Unterrichts am Nachmittag) als sinnvoller und besser umsetzbar erachten würde als die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags.

Wie oben erwähnt, würde die FAPEF (Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg) eine Lösung bevorzugen, bei der die Dauer der Lektionen um 5 Minuten verkürzt wird, statt einen durchgehenden Schulbetrieb einzuführen. Sie fügt jedoch hinzu, falls trotzdem ein durchgehender Schulbetrieb eingeführt werden sollte, würden die Eltern es vorziehen, wenn der Unterricht am Morgen eine halbe Stunde später beginnt und am Abend somit eine halbe Stunde später endet.

4.2.5. Familien- und Berufsleben

Einige Vernehmlassungsteilnehmende glauben, dass ein durchgehender Schulbetrieb den Eltern die Organisation, insbesondere während der Mittagspause, erleichtert würde, da in diesem Fall die Schülerinnen und Schüler ohne Unterbrechung in der Schule wären. Bei diesem Thema gehen jedoch die Meinungen auseinander, möglicherweise weil die Vernehmlassungsteilnehmenden, wie oben erwähnt, unter einem durchgehenden Schulbetrieb bzw. Tagesschulmodell nicht das Gleiche verstanden haben. Einige Vernehmlassungsteilnehmende vertreten den Standpunkt, dass das Tagesschulmodell die Familienorganisation vereinfachen würde, insbesondere für Alleinerziehende und für Familien, bei denen beide Elternteile arbeiten. Andere haben genau das Gegenteil angegeben, nämlich dass das Tagesschulmodell sich kaum für die sich verändernde Gesellschaft eigne, insbesondere wenn beide Elternteile arbeiten oder für Alleinerziehende usw.

Nach Ansicht einiger Vernehmlassungsteilnehmender könnte die Einführung eines schulfreien Mittwochnachmittags auch zu einer beruflichen Umorganisation der Eltern führen, die mittwochs arbeiten.

Abgesehen von den spezifischen Überlegungen zum Sportunterricht, die später in diesem Bericht erläutert werden, hat das Amt für Sport (SpA) einen gesellschaftlichen Wandel beobachtet: Die Zahl der Paare, berufstätig sind und gleichzeitig Kinder betreuen, hat deutlich zugenommen, zudem steigt das Lebenstempo, was ein stärkeres persönliches und berufliches Engagement erfordert. Angebote wie Krippen oder ausserschulische Betreuungseinrichtungen ermöglichen es, dieses Problem zu lösen, aber sie sind für die jüngsten Kinder gedacht und nutzen den Schülerinnen und Schülern der Orientierungsschule nichts. Ein durchgehender Schulbetrieb für die Schülerinnen und Schüler (wie es bereits in einigen Orientierungsschulen existiert) würde den Familien den Alltag erleichtern. Das SpA ist der Ansicht, dass dies sehr gut für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter (Angestellte) geeignet wäre, die mittags nicht nach Hause zurückkehren können.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg (S&E) schliesst sich dieser Meinung an und ist der Ansicht, dass die erwerbstätigen Eltern mit dem Tagesschulmodell ihr Berufs- und Familienleben leichter miteinander vereinbaren und so den Alltag einfach organisieren könnten. Dies könnte die Gleichstellung von Frauen und Männern im Arbeitsleben verbessern.

4.3. Schul- und Sportinfrastruktur

Die überwiegende Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden weist darauf hin, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags zu erheblichen Engpässen bei der schulischen Infrastruktur insbesondere bei den Spezialräumen und Sportanlagen, führen würde.

4.3.1. Engpass bei den Spezialräumen

Der Engpass bei den schulischen Einrichtungen bezieht sich auf die Räumlichkeiten im Allgemeinen. Denn würde der schulfreie Mittwochnachmittag eingeführt, könnten die Schulräume weniger flexibel genutzt werden und wären somit weniger verfügbar. Besonders problematisch wäre die Situation aber bei den Spezialräumen. Für den französischsprachigen Kantonsteil wären davon vorwiegend die Fächer «éducation musicale», «arts visuels», «activités créatrices», «économie familiale», «sciences de la nature» betroffen. Für den deutschsprachigen Kantonsteil betrifft dies hauptsächlich die analogen Fächer Musik, «Bildnerisches Gestalten» (BG), «Gestalten (technisch & textil TTG)», «Wirtschaft, Arbeit, Haushalt» (WAH), «Natur und Technik».

Gemäss einigen Schuldirektionen sind die Räume bereits jetzt so stark überbelegt, dass einige dieser Fächer bereits

über die Mittagszeit angesetzt werden müssen. Es wurde auch darauf hingewiesen, dass diese Überbelegung zu einem Mangel an der IT-Ausrüstung führen könnte, der nicht nur die Informatikräume, sondern die gesamte Informatikausstattung, einschliesslich der Laptopwagen, betreffen würde.

Einige Vernehmlassungsteilnehmende fügen zudem an, dass der Unterricht in gewissen Fächern in Deutschfreiburg in halben Klassen erfolgt und die entsprechenden Lektionen im Stundenplan aufeinander abgestimmt werden müssen. Diese Parallellektionen betreffen insbesondere die Fächer «WAH» und «BG», die in bereits knapp vorhandenen Spezialräumen unterrichtet werden müssen.

4.3.2. Engpass bei den Sportanlagen

Unter Sportanlagen sind in erster Linie die Sporthallen der Gemeinden zu verstehen, aber auch private Einrichtungen (Schwimmbad, Eishalle, Tennishalle oder -plätze, Kletterhalle usw.).

Einige Orientierungsschulen befinden sich hinsichtlich dieser Art von Infrastruktur bereits in einer sehr schwierigen Lage. Der OS-Verband Saane-Land und oberer französischsprachiger Seebezirk gibt zu bedenken, dass die Sportanlagen derzeit so überfüllt sind, dass in einigen Fällen (zum Beispiel in den Sporthallen in der OS Saane West) bereits ein durchgehender Schulbetrieb besteht, um alle Bedürfnisse abdecken zu können. Laut dem Schuldienst der Stadt Freiburg ist es bereits derzeit unmöglich, alle Bewegungs- und Sportlektionen in den vorhandenen Sporthallen über eine fünftägige Woche zu planen, und dass daher Sportkurse ausserhalb der Sportanlagen finanziert werden müssen.

Der Berufsverband Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF) erläutert zudem, dass die Sporthallen nicht nur von den Schulen genutzt werden, sondern auch von anderen Benutzerinnen und Benutzern (Sportklubs, für Gesundheitsgymnastik usw.), was bei einer Mehrbelegung durch die Schulen Auswirkungen haben könne. Auch die *Association des directions des cycles d'orientation* (ADCO) verweist darauf, dass gewisse Zeitfenster für die Sporthallen gelegentlich anderen Institutionen (Primarschulen, Kollegien usw.) zur Verfügung gestellt werden.

In all diesen Fällen würde sich die Situation mit der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags extrem verschärfen.

4.3.3. Auswirkungen der Engpässe bei der Infrastruktur

Unabhängig davon, ob es sich um Spezialräume oder Sportanlagen handelt, äussern sich mehrere Vernehmlassungsteilnehmende besorgt darüber, was passieren würde, wenn der schulfreie Mittwochnachmittag ohne ausreichende Infra-

struktur eingeführt würde. In diesem Fall müssten Notlösungen gefunden werden, wie zum Beispiel, ein Teil der Lektionen wenn möglich in die umliegenden Gemeinden verlagern, um die Wartezeit bis zur Schaffung einer neuen Infrastruktur zu überbrücken. Einige Orientierungsschulen geben jedoch an, dass es für sie unmöglich wäre, die drei im Stundenplan vorgesehenen Sportlektionen (Lektionen in Bewegung und Sport) zu organisieren, wenn zum Zeitpunkt der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags keine Neubauten verfügbar wären.

Aus Gründen der Klarheit werden in diesem Bericht Fragen zur Stundentafel von Fragen zur Infrastruktur getrennt, auch wenn diese offensichtlich miteinander verbunden sind. Gemäss dem Schulinspektorat des SEnOF verschärfen die organisatorischen Auswirkungen die Engpässe bei der Nutzung der Räumlichkeiten und der Verfügbarkeit von Lehrpersonen sowie von Einrichtungen. Es ist zu erwarten, dass die Organisation der Unterrichtszeiten für die Klassen wie auch für die Lehrpersonen sich komplexer gestalten wird, so dass die Schuldirektionen mehr Zeit für Verwaltungsaufgaben und weniger Zeit für andere Aufgaben aufwenden müssen. Wie die Schuldirektionenkonferenz der Orientierungsschule (CDCO-SDK) erläutert, sind die Gemeinden für die Frage der schulischen Einrichtungen zuständig, was jedoch in organisatorischen Belangen einen starken Einfluss auf die Schuldirektionen hat. Zur Frage der Ausarbeitung der Stundenpläne durch die Schuldirektionen ist die Konferenz der Ansicht, dass die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs vermutlich weniger Einschränkungen mit sich bringen würde als die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags, da dies die Zahl der verfügbaren Zeitfenster für die Platzierung von Unterrichtslektionen erhöhen würde.

Auch versteht es sich von selbst, dass die Überbelegung der Räume Auswirkungen auf die Unterrichtsqualität, auf das Wohlergehen der Schülerinnen und Schüler und bei der Nutzung ungeeigneter Infrastrukturen sogar auf die Sicherheit haben kann.

Vom Problem der Engpässe bei den schulischen und sportlichen Einrichtungen ist natürlich der Freiburger Gemeindeverband (FGV) besonders stark betroffen. Der Gemeindeverband verweist auf die Tatsache, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags zu Problemen bei der verfügbaren Infrastruktur führen würde, die den aktuellen Bedarf nicht mehr decken und erweitert werden müsste. Die dadurch entstehenden Kosten wären sehr, ja sogar unverhältnismässig hoch. Dies gilt umso mehr für die Schwimmbäder, von deren Verfügbarkeit es abhängt, ob in den jeweiligen Schulkreisen Schwimmunterricht in den Schulen organisiert werden kann oder nicht.

Einige Vernehmlassungsteilnehmende hielten fest, dass sich einige der genannten Probleme verringern liessen, wenn der schulfreie Halbtage auf einen anderen Wochentag als den

Mittwoch (z. B. Dienstagnachmittag oder Donnerstagnachmittag) verlegt würde. Diese Lösung würde es den Orientierungsschulen ermöglichen, am Mittwochnachmittag die Infrastruktur der Primarschulen zu nutzen, während diese umgekehrt am schulfreien Halbtage der OS deren Einrichtungen benutzen könnten. In vielen Fällen könnten damit Neubauten vermieden und die Auslastung der Räume optimiert werden, da vor allem verhindert wird, dass sie am Mittwochnachmittag unbesetzt bleiben.

4.4. Infrastruktur für die Mittagsverpflegung, Regelung der Mittagszeit, Betreuung

Einige Vernehmlassungsteilnehmende führten an, dass der durchgehende Schulbetrieb an einigen Orientierungsschulen bereits existiere und gut zu funktionieren scheine. Die Schuldirektion einer Orientierungsschule, an der der durchgehende Schulbetrieb bereits eingeführt worden ist, stellte fest, dass trotz gewisser anfänglicher Vorbehalte einiger Lehrpersonen wie auch Eltern diese Organisationsmethode heute zufriedenstellend funktioniert. Die Vernehmlassungsteilnehmenden erwähnen jedoch auch gewisse Probleme, vor allem bei der Infrastruktur. Der durchgehende Schulbetrieb bedingt in der Regel eine kürzere Mittagspause, was die Frage aufwirft, welche der Art von Betreuung den Schülerinnen und Schülern während dieser Zeit angeboten werden sollte.

4.4.1. Mangelnde Infrastruktur für die Mittagsverpflegung der Schülerinnen und Schüler

In dem Fragebogen, der den Schuldirektionen zugestellt wurde, wurden sie gebeten zu beschreiben, wie es in Sachen Schulkantinen und Räumen, in denen die Schülerinnen und Schüler im Schulhaus essen können (entweder Kantinen oder Bereiche, in denen die Schülerinnen und Schüler picknicken können) an ihrer OS steht.

12 von 21 Schuldirektionen gaben an, ihre Orientierungsschule verfüge über eine Schulkantine. Viele von ihnen fügten jedoch hinzu, dass ihre Schulkantine im Falle der Einführung des durchgehenden Schulbetriebs nicht ausreichen würde, um alle Schülerinnen und Schüler aufzunehmen, oder dass in diesem Fall mit der Betreiberin oder dem Betreiber neu verhandelt werden müsste. Aus der Mehrzahl der Anmerkungen der Schuldirektionen wird ersichtlich, dass das Problem der verfügbaren Infrastrukturen wirklich komplex ist (Schulkantinen, in denen eine Essensausgabe im Turnus eingeführt werden muss, damit die Schülerinnen und Schüler und die Lehrpersonen ein Minimum an Zeit im Speiseraum verbringen können, Gemeindegaststätte, in der die Schülerinnen und Schüler essen, wo aber manchmal auch bestimmte auserschulische Veranstaltungen stattfinden, die von der Gemeinde organisiert werden, der Speisesaal eines Altersheims, der mit den Schülerinnen und Schülern geteilt wird usw.).

Nebst den Schulkantinen stellt sich auch das Problem der Innenräume, in denen die Schülerinnen und Schüler essen können. 8 von 21 Schuldirektionen haben geantwortet, an ihrer Schule gebe es dafür genügend Platz. Wenn es sich bei dem betreffenden Raum um eine Kantine handelt, wird häufig angegeben, dass nur bei einer Essensausgabe im Turnus alle Personen aufgenommen werden könnten.

Insgesamt geben 16 von 21 Schuldirektionen an, dass im Falle der Einführung des durchgehenden Schulbetriebs ein Kantinenangebot oder eine Infrastruktur bereitgestellt werden müsste, damit die Schülerinnen und Schülern im Gebäudeinnern essen können. Damit man sich eine konkretere Vorstellung machen kann: Eine Schuldirektion erwähnt, dass an ihrer Orientierungsschule mit 830 Schülerinnen und Schülern keine Schulkantine oder Mensa besteht. Andere geben an, sie hätten 400 Schülerinnen und Schüler, aber weder eine Schulkantine noch eine andere Einrichtung, um im Gebäudeinnern zu essen usw.

Aus diesen Schilderungen wird verständlich, dass die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs für die Gemeinden beträchtliche finanzielle Auswirkungen hätte, nicht nur was den Ausbau der Infrastruktur betrifft, sondern auch im Hinblick auf die Anstellung von zusätzlichem Personal für die Schulkantinen. Die Einrichtung eines solchen Betriebs würde entsprechend Zeit benötigen.

Zudem stellt der Freiburger Gemeindeverband (FGV) klar, dass die Schulkantinen der Orientierungsschulen nicht für die Verpflegung sämtlicher Schülerinnen und Schüler geeignet sind. Sie wurden unter der Annahme konzipiert und eingerichtet, dass ein gewisser Teil der Schülerinnen und Schüler mittags zum Essen nach Hause geht. Sollte ein durchgehender Schulbetrieb eingeführt werden, so würde dies bedeuten, die Häufigkeit der Essensausgabe und Kapazität bestimmter Schulkantinen zu verdreifachen oder sogar zu vervierfachen, was während einer einstündigen Mittagszeit nicht möglich ist. Die Auslegung der Küche richtet sich nach der Grösse des Speisesaals. Bei einem deutlichen Anstieg der Nachfrage müsste zusätzliches Personal eingestellt und zudem würden sich die Bestellungen bei den Lieferanten erhöhen.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Probleme im Zusammenhang mit der Infrastruktur und dem Mittagessen, die bei Einführung des durchgehenden Schulbetriebs sprunghaft zunehmen würden, in einigen Orientierungsschulen bereits heute Anlass zur Sorge geben und daher umso stärker spürbar wären. Eine Orientierungsschule hat beispielsweise angegeben, dass die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs ihre ausserschulischen Betreuungsstrukturen, die heute bereits an ihre Grenzen stossen, über einen kritischen Schwellenwert hinaus belasten würden. Dies könnte jedoch auch als Anstoss dienen, dass Gastrofachleute die Gemeinden und die Orientierungsschule von einem Tätigkeitsbe-

reich «entlasten», der in Sachen Hygiene sowie Risiko- und Qualitätsmanagement immer anspruchsvoller wird.

Schliesslich verweisen einige Vernehmlassungsteilnehmende auch darauf, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags für die bestehenden Schulkantinen zur Aufhebung der Mahlzeiten führen würde, die derzeit am Mittwochmittag serviert werden, was einen Verlust des Jahreseinkommens von 20 Prozent bedeuten würde. Im Gegensatz dazu würde die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs es erlauben, die Menge der ausgegebenen Mahlzeiten zu erhöhen und wäre somit für die Schulkantinen vorteilhaft.

4.4.2. Mahlzeitenkonzepte

Die Mahlzeitenkonzepte unterscheiden sich von einer Orientierungsschule zur anderen. Eine Schuldirektion erklärt, dass bei ihr das Picknicken verboten sei und die Schülerinnen und Schüler zwingend in der Schulkantine essen müssen. Andere Orientierungsschulen erlauben das Picknicken und stellen dafür entsprechende Räume zur Verfügung. Diese sind aber in der Regel beschränkt, so dass es nicht genügend Platz hat, damit sich alle dort verpflegen und Mahlzeiten in der Mikrowelle erwärmen können. Auch hier kann die Situation kompliziert sein, wie in dem Fall, in dem der für Picknicks genutzte Raum abends von Vereinen belegt wird und daher unmittelbar nach dem Mittagessen umgestellt werden muss.

Die Ergebnisse der Vernehmlassungen zeigen, dass die Meinungen der verschiedenen Vernehmlassungsteilnehmenden in Sachen Verpflegung und Mahlzeiten unterschiedlich sind: Einige erachten es als wichtig, dass die Schülerinnen und Schüler picknicken dürfen, andere sind hingegen der Ansicht, dass sie in der Schulkantine essen sollen. Darüber hinaus stellt sich die Frage, ob ein durchgehender Schulbetrieb für die Schülerinnen und Schüler zwangsläufig mit der Pflicht zur Mittagsverpflegung in der Schule verknüpft werden sollte. Schule & Elternhaus Kanton Freiburg ist der Ansicht, dass Familien, die in der Nähe von Orientierungsschulen wohnen und ihre Kinder mittags beaufsichtigen können, sich gegen eine Verpflegungspflicht in der Schulkantine aussprechen könnten.

In den Augen des Elternrates der Orientierungsschule Wünnewil sollte die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs in Sinne einer Tagesschule zumindest auf regionaler, wenn nicht auf kantonaler Ebene einheitlich geregelt werden. Um Chancengerechtigkeit zu erreichen, sollte die Tagesschule für alle Schülerinnen und Schüler obligatorisch sein.

Einige Vernehmlassungsteilnehmende, die manchmal davon ausgehen, dass die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs de facto für alle Schülerinnen und Schüler die Pflicht zum Essen in der Kantine bedeuten würde, behaupten sogar, dies würde eine Gleichbehandlung der Schülerinnen und Schüler für das Mittagessen ermöglichen.

Hierzu sollte angemerkt werden, dass diese Meinung nicht von allen Vernehmlassungsteilnehmenden geteilt wird, und zwar namentlich wegen der finanziellen Belastung, die mit dem Essen in einer Schulkantine verbunden ist.

4.4.3. Finanzielle Belastung für Familien

Denn wären die Schülerinnen und Schüler verpflichtet, in der Schule zu picknicken oder sogar in der Schulkantine zu essen, könnte dies erhebliche Auswirkungen auf das Budget der Eltern haben. Die *Fédération des associations des parents d'élèves du canton de Fribourg* (FAPEF) erwähnt, dass die Eltern in diesem Fall kostenlose Mahlzeiten, also ohne Mehrkosten für sie, sowie die Möglichkeit für die Schülerinnen und Schüler, mittags zu picknicken, wünschen würden.

Der Verein Schule & Elternhaus Kanton Freiburg befürwortet grundsätzlich die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs, sei dieser obligatorisch oder freiwillig, betont jedoch, dass dies in keinem Fall eine finanzielle Mehrbelastung für die Familien mit sich bringen sollte. Ein einkommensabhängiger Elternbeitrag an den Kosten des Mittagessens, ähnlich dem, der bereits heute im Rahmen der ausserschulischen Betreuung praktiziert wird, könnte verhindern, dass die Familien finanziell zu stark belastet werden.

4.4.4. Bau von neuen Orientierungsschulen nach Massgabe der Möglichkeit für die Schülerinnen und Schüler, über Mittag nach Hause essen zu gehen

Viele Vernehmlassungsteilnehmende erwähnten, dass es immer noch sehr geschätzt wird, wenn die Schülerinnen und Schüler nach Hause gehen können, um gemeinsam mit der Familie zu essen. Der Freiburger Gemeindeverband (FGV) hält fest, dass bei der Standortwahl für neue Orientierungsschulen häufig berücksichtigt wurde, ob die Schülerinnen und Schüler die Möglichkeit haben, mittags nach Hause zu gehen, zumal die gemeinsame Mahlzeit in der Familie entsprechend den Wünschen der Eltern für die Behörden dabei ein wichtiges Argument war.

Der Schulvorstand des Gemeindeverbands der Orientierungsschule des Broyebezirks schliesst sich dieser Meinung an und seine Schlussfolgerung zu einem durchgehenden Schulbetrieb wird von mehreren Vernehmlassungsteilnehmenden geteilt, wie weiter unten im Bericht erläutert wird. Der betreffende Schulvorstand verweist auf die Strategie, an der sich die Gemeinden, die seit mehreren Jahren Mitglieder dieser Vereinigung sind, orientiert haben, namentlich beim Bau einer neuen Orientierungsschule in Cugy. Angesichts der steigenden Schülerzahlen wurde der Wunsch geäussert, dass die Orientierungsschulen eine überschaubare Grösse behalten sollen und dass die Zeit, welche die Schülerinnen und Schüler ausser Haus verbringen, deutlich verringert wer-

den solle. Ab Beginn des Schuljahres 2021/22 werden somit fast alle Schülerinnen und Schüler die Möglichkeit haben, auf Wunsch nach Hause zu gehen, um mit ihrer Familie zu essen und so von einer Unterbrechung während des Tages zu profitieren, weil die Fahrzeiten sich erheblich verkürzen werden. Eltern, die dies wünschen, können weiterhin von einem Angebot für die Mittagverpflegung ihrer Kinder profitieren, mit vielen Optionen (freie Zeit, Auswahl freiwilliger Aktivitäten, Studium usw.).

Laut diesem Schulvorstand würde mit der Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs ein einseitiges Modell eingerichtet, während seine Strategie auf ein «liberaleres» System abzielt, das sowohl den Bedürfnissen von Eltern, die eine Betreuungsstruktur wünschen, entgegenkommt wie auch jenen von Eltern, die in der Woche ein oder mehrere Mittagessen mit ihrem Kind (ihren Kindern) einnehmen möchten.

4.4.5. Qualität der Mahlzeiten und Lebensqualität

Nach Ansicht mehrerer Vernehmlassungsteilnehmender ist eine Mittagspause sowohl für die Schülerinnen und Schüler als auch für die Lehrpersonen wichtig; ein durchgehender Schulbetrieb könnte daher die Lebensqualität und das damit verbundene Wohlbefinden gefährden. Für die Lehrpersonen geht es nicht nur um das Essen, sondern auch darum, sich auszutauschen und Kontakte unter Kolleginnen und Kollegen zu knüpfen und pflegen.

Einige Vernehmlassungsteilnehmende weisen denn auch darauf hin, dass eine verkürzte Mittagspause für die Konzentration ungünstig sei und die durch die überfrachteten Schultage verbundene Müdigkeit verstärken könne. Sie befürchten zudem, dass zu kurze Mittagspausen bei den Schülerinnen und Schülern zu Stress und Fehlernährung führen könnten, sei es, dass das Essen zu schnell eingenommen wird oder von weniger guter Qualität ist. Der Elternrat der Orientierungsschule Dürnten hält es auch für wichtig, dass die Betreuung während der Mittagszeit und die Verpflegung gut organisiert werden, zumal junge Menschen in diesem Alter mit verschiedenen Belastungen und Problemen wie Essstörungen (Magersucht usw.) konfrontiert sind, die sich unbemerkt einschleichen können. Zur Frage der Sozialisierung glauben einige Vernehmlassungsteilnehmende, dass gemeinsame Mahlzeiten mit Gleichaltrigen die Entwicklung und soziale Integration der Schülerinnen und Schüler fördern könnte. Es wurde aber auch das Argument vorgebracht, dass Schülerinnen und Schüler, die sich in der Schule bereits unwohl fühlen, gezwungen wären, dort noch mehr Zeit zu verbringen, was sich für sie nachteilig auswirken könnte.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg hat festgestellt, dass in den Freiburger Schulen, in denen es eine Kantine gibt, die Qualität und das Angebot der angebotenen Speisen bereits

heute regelmässig kritisiert werden und zu Diskussionen führen. Im Rahmen dieser Vernehmlassungen haben mehrere Vernehmlassungsteilnehmende die Ansicht vertreten, dass im Falle der Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs sichergestellt werden sollte, dass die angebotenen Menüs sowohl ausgewogen als auch erschwinglich sind.

Der Schweizerische Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD) spricht sich im Übrigen dafür aus, dass die Schulkantinen vom Personal des Staates geführt werden sowie dass sie lokale und wenn möglich biologische Produkte servieren.

Diese verschiedenen Anmerkungen werfen grundsätzliche Fragen zum Betrieb von Schulkantinen auf. Denn würde das Tagesschulmodell eingeführt, sollte man sich die Frage stellen, was diesbezüglich gewünscht wird, bevor neue Gastroeinrichtungen gebaut oder bestehende Einrichtungen erweitert werden.

4.4.6. Sport über Mittag

Falls ein durchgehender Schulbetrieb eingeführt würde, wäre es laut dem Amt für Sport (SpA) sinnvoll, über Mittag zwei Zeitfenster zu organisieren, auf die sämtliche Schülerinnen und Schüler entsprechend ihres Alters und ihrer Interessen verteilt werden könnten. So hätten Schülerinnen und Schüler, die beim Förderprogramm Sport-Kunst-Ausbildung oder einem anderen Förderprogramm mitmachen, beispielsweise die Wahl zwischen den verfügbaren Zeitfenstern, damit sie allenfalls während der Mittagspause trainieren können.

4.4.7. Klärung der Zuständigkeiten

Nach Ansicht des Gemeindeverbands der Orientierungsschule des Broyebezirks wäre es im Falle einer Einführung des durchgehenden Schulbetriebs notwendig, die im Schulgesetz festgelegten Aufgaben neu zu überdenken. Denn dieser Gemeindeverband fragt sich, ob man bei einem durchgehenden Schulbetrieb, bei dem die Essenszeit nicht unbedingt festgelegt, sondern vielmehr in der Stundentafel «eingebettet» würde, noch von einer ausserschulischen Betreuung sprechen kann oder ob es sich nicht eher um eine schulische Zeitspanne handelt, die dem Essen gewidmet ist. Der Gemeindeverband hält diese Differenzierung für wichtig; sollte ein Tagesschulmodell eingeführt werden, wäre eine klare Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen dem Staat und den Gemeinden eine wertvolle Hilfe.

4.4.8. Finanzierung

Hinsichtlich der wirtschaftlichen Fragen gehen einige Vernehmlassungsteilnehmende davon aus, dass bei einer Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs die Gemeinden die mit der Infrastruktur und der Organisation des Mittagessens verbundenen finanziellen Lasten übernehmen wür-

den. Andere hingegen stellen die Rolle des Staates bei einem solchen Projekt in Frage und möchten wissen, wer – seien es die Eltern, die Gemeinden oder Staat – diese Organisation finanzieren sollten.

Der Schulkreis von Gurmels vertritt beispielsweise die Meinung, dass die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs an der Orientierungsschule ein kantonales Organisations- und Finanzierungskonzept erfordert (um die Chancengleichheit für Schulkreise zu ermöglichen). Ein solches gibt es heute noch nicht und zudem sollte es nicht gänzlich zu Lasten der Gemeinden gehen. Die bestehenden schulischen Einrichtungen sind nicht überall für das Modell des durchgehenden Schulbetriebs konzipiert. Die dazu nötigen Investitionen, sofern sie realisierbar sind, stellen eine Belastung für die Gemeindebudgets dar, bei denen die Bildungsausgaben in den letzten Jahren erheblich gestiegen sind, so dass sie jetzt den grössten Ausgabenposten bilden. Nach Ansicht dieses Schulkreises sollte somit der Kanton dieses Konzept und einen Finanzierungsvorschlag erarbeiten.

4.4.9. Durchgehender Schulbetrieb auf der Primarstufe

Der Elternrat der Orientierungsschule Tafers fragt sich, ob das Modell eines durchgehenden Schulbetriebs nach Schulkreis einheitlich für die Primarschule wie auch für die Orientierungsschule eingeführt werden sollte (diese Frage stellt sich beispielsweise bei Familien, bei denen beide Eltern erwerbstätig sind und die sowohl Kinder in der Primarschule wie auch in der Orientierungsschule haben). Gemäss diesem Elternrat sollte eine obligatorische Vereinheitlichung auf regionaler Ebene oder allenfalls auf kantonaler Ebene geprüft werden. Einheitliche Richtlinien für sämtliche Schulkreise des Kantons könnte die Entscheidungsfindung und Umsetzung erleichtern.

Wie wir später sehen werden, wird diese Meinung nicht von allen Vernehmlassungsteilnehmenden geteilt, da viele es vorziehen, frei zu entscheiden, ob sie ein Modell eines durchgehenden Schulbetriebs einführen wollen oder nicht, und wenn ja, dieses Modell nach eigenem Ermessen organisieren möchten. Ob die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs an der Orientierungsschule die Einführung desselben Modells an der Primarschule zur Folge haben könnte, wirft ebenfalls Vorbehalte und Fragen auf. Der Dachverband der Freiburger Lehrerschaft (DFL), dem namentlich die AMCOFF (Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone) und der Berufsverband «Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg» (LDF) angehören, stellt klar, dass die *Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone* (SPFF), die konsultiert wurde, formell keine Stellung genommen hat, da ihr Vorstand der Ansicht sei, das Thema des Postulats betreffe die Orientierungsschule. Die Vereinigung verfolgt die Debatte jedoch aufmerksam, da sie befürchtet, dass dieses Postulat die Tür für die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs

in der Primarschule öffnen wird, was sorgfältige Überlegungen erfordern würde, insbesondere was das Organisatorische betrifft.

4.5. Schülertransporte

4.5.1. Auswirkungen auf die Schülertransporte

Ganz allgemein hätte jede Änderung der Unterrichtszeiten entsprechende Anpassungen bei den Schülertransporten zur Folge. Nach Angaben des Schulinspektorats des SEnOF wird die Änderung der Unterrichtszeiten, entweder aufgrund eines schulfreien Mittwochnachmittags oder durch das Tagesschulmodell, die derzeitige Organisation der Schülertransporte in Frage stellen und umfangreiche Verhandlungen mit den öffentlichen Verkehrsbetrieben erfordern.

Mehrere Vernehmlassungsteilnehmende geben an, dass die aktuellen Unterrichtszeiten der Orientierungsschulen auf die Fahrpläne des öffentlichen Verkehrs abgestimmt sind. Eine Änderung der Unterrichtszeiten könnte daher zur Organisation von Sondertransporten führen, die von den Gemeinden organisiert und finanziert werden müssten. Diese Sondertransporte wären insbesondere in den weniger gut erschlossenen Randregionen nötig.

Unabhängig davon, ob diese Sondertransporte organisiert werden oder ob gewisse Orientierungsschulen Jahresabonnemente für den Transport ihrer Schülerinnen und Schüler vorziehen, würde ein durchgehender Schulbetrieb in dieser Hinsicht nicht unbedingt zu Einsparungen führen.

Wie sich der schulfreie Mittwochnachmittag oder ein durchgehender Schulbetrieb auf die Schülertransporte auswirken wird, hängt ganz allgemein von den lokalen Begebenheiten ab. So gibt beispielsweise der Schuldienst der Stadt Freiburg an, dass dies für die Schülerinnen und die Schüler der Stadt Freiburg recht geringe Auswirkungen haben würde, da der dichte Fahrplan der Busse in der Stadt zeitlich eine gewisse Flexibilität erlaube. Dies gilt hingegen nicht für die Schülerinnen und Schüler des OS-Verbands Saane-Land und oberer französischsprachiger Seebezirk, welche die Orientierungsschulen der Stadt besuchen. Für sie sollte die Kompatibilität eines neuen durchgehenden Schulbetriebs mit dem Linienverkehr und Sondertransporten berücksichtigt werden.

Auch sollte angemerkt werden, dass eine Neuverhandlung mit den öffentlichen Verkehrsbetrieben Auswirkungen auf wenig erschlossene Regionen haben könnte, in denen die Schülerinnen und Schüler einen bedeutenden Teil der Kundenschaft ausmachen und wo sich die Aufhebung bestimmter Fahrten auf die übrigen Verkehrsnutzerinnen und -nutzer auswirken könnte. So erläutert der Gemeindeverband der Orientierungsschule des Broyebezirks, dass in dieser eher ländlichen Region logistisch gesehen viele Linien dank der «Schulklientel» eröffnet werden konnten, und dass im Falle

der Einführung des Tagesschulmodells die meisten Mittagsfahrten in Frage gestellt würden.

4.5.2. Fahrten

Für die Schülerinnen und Schüler, die den Schulweg nicht zu Fuss machen können, braucht es entsprechend 4 Fahrten pro Tag mit dem Schülertransport. Einige Vernehmlassungsteilnehmende sind der Ansicht, dass die betroffenen Schülerinnen und Schüler mit der Einführung des durchgehenden Schulbetriebs und der Mittagsverpflegung in der Schule Zeit sparen würden, da die Mittagsfahrten wegfallen. Für die Fahrten am Morgen und am späteren Nachmittag ergeben sich hingegen laut den Vernehmlassungsteilnehmenden mehr Probleme, insbesondere für die weniger gut erschlossenen Randregionen.

Einige Schuldirektionen geben zu bedenken, dass Schülerinnen und Schüler, die weit entfernt von der Schule oder von dem Ort wohnen, von dem aus ihr Transportmittel abfährt, sehr früh aufstehen müssten, was sich an die oben erwähnten Bedenken hinsichtlich der Aufstehzeit der Schülerinnen und Schüler anschliesst.

Zum Unterrichtsbeginn weist das Schulinspektorat des DOA darauf hin, dass die Unterrichtszeiten derzeit an den offiziellen Fahrplan der Verkehrsmittel angepasst sind. Auch wenn einige Unterrichtslektionen auf die Mittagszeit verlegt würden, kann somit nicht garantiert werden, dass die Schülerinnen und Schüler schneller nach Hause zurückkehren könnten, da dies von den Fahrzeiten der Verkehrsmittel abhängt. Das Schulinspektorat des SEnOF macht darauf aufmerksam, dass manche Schülerinnen und Schüler einen Schulweg von mehr als einer Stunde haben.

Gemäss dem Gemeindeverband der Orientierungsschule des Broyebezirks besteht ein angestrebter Vorteil des Modells eines durchgehenden Schulbetriebs darin, dass die Dauer der Schultage verkürzt wird. In der gegenwärtigen Konfiguration der Schülertransporte in der Broye (basierend auf der Frequenz, aber auch auf finanziellen Aspekten, die vom Bund abhängen) wird dieser Vorteil jedoch dadurch zunichte gemacht, dass es unmöglich ist, für jede Linie einen Stundentaktplan zu gewährleisten. Auch wenn ein durchgehender Schulbetrieb den Vorteil hat, dass es flexibel ist, was bedeutet, dass die Schule am Ende des Tages nicht unbedingt zur gleichen Zeit endet, ergibt sich daraus der Nachteil, dass eine grosse Zahl von Schülerinnen und Schülern dazu gezwungen wäre, auf den abendlichen Bus zu warten. Die Schülerinnen und Schüler aus den umliegenden Dörfern wären daher im Vergleich zu denen aus den «Schulstandortgemeinden» erheblich benachteiligt.

Diese komplizierte Situation in Sachen Schülertransporten erlaubt es, die oben erwähnte Frage der Freifächer genauer zu beleuchten. Denn haben die Schülerinnen und Schüler,

die in Randregionen leben, nach dem Besuch der Freifächer keine oder nur wenige Transportmöglichkeiten, so wird verständlich, warum diese Fächer von ihnen gemieden werden könnten, wenn die entsprechenden Lektionen erst am Ende des Tages stattfinden.

Die Frage der Schülertransporte ist heikel, egal ob es um die aus der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags resultierende Verlängerung der Schultage oder die nach Klasse unterschiedlichen Unterrichtszeiten aufgrund der Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs geht. Je länger die Schülerinnen und Schüler für den Weg nach Hause benötigen, desto weniger Freizeit haben sie im Allgemeinen zur Verfügung, für sich oder für die Teilnahme an auserschulischen Aktivitäten in der Nähe ihres Wohnorts.

4.6. Ausserschulische Aktivitäten im Rahmen des schulfreien Mittwochnachmittags

4.6.1. Kulturelle, künstlerische und sportliche Aktivitäten

Viele Vernehmlassungsteilnehmende glauben, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags den Schülerinnen und Schülern eine Pause während der Schulwoche bieten würde, damit sie sich entspannen, ausruhen oder ausserschulische Aktivitäten machen können.

Während der Vernehmlassung erhielt das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF) ein Schreiben des Vereins Frisbee (Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen) mit einer Stellungnahme zur Frage des schulfreien Mittwochnachmittags. In seinem Schreiben hat sich dieser Verein für diesen Vorschlag ausgesprochen. Er hat dabei darauf hingewiesen, dass andere Kantone bereits seit Langem diese aufgelockerte Wochenplanung anbieten und dass die Sport-, Kunst- und Kulturvereine dies häufig nutzen, um am Mittwochnachmittag Aktivitäten anzubieten. Frisbee erinnert auch daran, dass die ausserschulischen Aktivitäten eine wichtige Ergänzung zur schulischen Bildung darstellen. Die informelle Bildung und die unterschiedlichen Fähigkeiten, die Kinder und Jugendliche bei der Teilnahme an ausserschulischen Aktivitäten schulen können, spielen eine wichtige Rolle für ihre harmonische Entwicklung und können ihnen ihr Leben lang nützlich sein.

Das Amt für Sport (SpA) schliesst sich dieser Meinung an und freut sich sehr über den Vorschlag, dass der Mittwochnachmittag schulfrei sein soll. Seiner Ansicht nach könnten die Schülerinnen und Schüler dann die freie Zeit für freiwillige sportliche, kulturelle oder fachspezifische Aktivitäten nutzen. Ein Angebot von freiwilligen Aktivitäten sollte jedoch mit den lokalen Vereinen abgestimmt werden, um die Entwicklung der Schülerinnen und Schüler zu fördern. Ihnen in dieser freien Zeit nichts anzubieten, wäre für ihre

Entwicklung und ihre Gesundheit in keiner Weise von Vorteil, insbesondere wenn die Eltern in dieser Zeit arbeiten.

Betrachtet man genauer den Sportbereich, so stellt man fest, dass mehrere Freiburger Regionen an andere Kantone grenzen, in denen der Mittwochnachmittag frei ist und wo die Sportklubs, Kulturvereine oder andere Organisationen an diesen Nachmittagen Aktivitäten anbieten. Schülerinnen und Schüler, die bei einer dieser Organisationen mitmachen (insbesondere die Schülerinnen und Schüler des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung, SKA), sind nach dem Freiburger Stundenplan derzeit benachteiligt. Mit dieser Änderung hätten die betreffenden Schülerinnen und Schüler endlich die Möglichkeit, ihre Hobbys oder Aktivitäten im Spitzensport mit ihren Kolleginnen und Kollegen voll auszuüben. Diese in der Mitte der Woche zur Verfügung stehende Zeit wäre ein echter Vorteil für die Schülerinnen und Schüler des SKA-Förderprogramms, die sich voll und ganz ihrer sportlichen oder künstlerischen Karriere widmen und sich in ihrer Disziplin optimal oder angemessen entwickeln könnten.

4.6.2. Weitere Vorteile des schulfreien Mittwochnachmittags

Einige Vernehmlassungsteilnehmende erwähnen, dass der schulfreie Mittwochnachmittag in gewisser Weise auch für schulische Zwecke genutzt werden könnte: So wäre dies für die Schülerinnen und Schüler eine Gelegenheit, die Hausaufgaben statt abends am Nachmittag zu machen sowie Stütz- oder Sprachunterricht zu nehmen. Andere Vernehmlassungsteilnehmende sind mit diesen Argumenten nicht einverstanden, weil sie glauben, dass der Mittwochnachmittag nur dann Sinn macht, wenn er die Möglichkeit bietet, von den schulischen Aufgaben abzuschalten. Nach Ansicht mancher Vernehmlassungsteilnehmender böte sich dieser schulfreie Nachmittag auch für medizinische und zahnärztliche Termine an, ohne dass versäumte Lektionen nachgeholt werden müssten.

Es wurde auch erwähnt, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags eine Kontinuität mit dem ersten und dem zweiten Zyklus ermöglichen würde (man kann sich beispielsweise vorstellen, dass Aktivitäten fortgeführt werden können, die ab Beginn der Primarschule jeweils am Mittwochnachmittag stattfinden). Diese Lösung würde auch Familien mit Kindern in der Primar- wie auch in der Orientierungsschule Gelegenheit bieten, wann immer möglich am Mittwochnachmittag gemeinsam etwas zu unternehmen.

Nebst dem Hinweis des Amts für Sport (SpA), dass die Schülerinnen und Schüler im Falle einer Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags die Möglichkeit hätten, Aktivitäten im Rahmen von Sportklubs, Kulturvereinen oder anderen Organisationen mit den Schülerinnen und Schülern der Nachbarkantone zu unternehmen, führen einige Vernehmlassungsteilnehmende auch einfach an, das

die Freiburger Schülerinnen und Schüler Kontakte mit den Nachbarkantonen haben könnten, in denen die Kinder am Mittwochnachmittag frei haben, etwa in Form unterschiedlicher gemeinsamer Aktivitäten, die nicht unbedingt im Rahmen eines Klubs oder Vereins durchgeführt werden.

Der Elternrat des OS-Verbands Saane-Land und oberer französischsprachiger Seebezirk weist darauf hin, dass die Meinungen der Eltern zum schulfreien Mittwochnachmittag auseinandergehen. Jedoch bringen die Eltern als positives Argument unter anderem vor, die Schülerinnen und Schüler könnten dabei lernen, selbstständiger zu werden und ihre organisatorischen Fähigkeiten zu verbessern.

4.6.3. Betreuung

Hinsichtlich des schulfreien Mittwochnachmittags äussern mehrere Vernehmlassungsteilnehmende Befürchtungen, dass einige Schülerinnen und Schüler sich in dieser Zeit mit wenig sinnvollen Aktivitäten beschäftigen könnten. Ohne Beaufsichtigung, ob privat und von den Familien organisiert, oder gesellschaftlich und von der Gemeinschaft durchgeführt, könnte ein kleiner Teil der Schülerinnen und Schüler risikoreiche Verhaltensweisen entwickeln. Mehrere Vernehmlassungsteilnehmende sind der Ansicht, dass ein schulfreier Nachmittag kein Halbtage sein sollte, an dem die Teenager ohne Aufsicht und Beschäftigung sich selbst überlassen bleiben. Dies wirft die Frage auf, welche Rolle die Gemeinwesen bei der Betreuung der Jugendlichen, bei der Unterstützung der Familien und in diesem Fall bei der Organisation sportlicher, künstlerischer und kultureller Aktivitäten für die Jugendlichen spielen sollen. Damit stellen sich aber auch verschiedene grundlegende Fragen im Bildungsbereich, insbesondere was Selbstständigkeit bedeutet.

Aus den oben genannten Gründen vertreten einige Vernehmlassungsteilnehmende den Standpunkt, dass nur eine Minderheit der Schülerinnen und Schüler, nämlich jene, die zu Hause gefördert werden, wirklich von dem schulfreien Mittwochnachmittag profitieren würden. Sie fragen sich daher, ob diese Lösung der Mehrheit aufgezwungen werden sollte. Laut der Schuldirektorenkonferenz der Orientierungsschule (SDK) und der Vereinigung der Schuldirektionen der Orientierungsschulen ADCO (Association des directions des cycles d'orientation) könnte eine solche Massnahme die Kluft zwischen den sozialen Schichten vertiefen.

4.6.4. Ausserschulische Betreuung

Gemäss dem Freiburger Gemeindeverband (FGV) würde die Einführung eines schulfreien Mittwochnachmittags die Frage aufwerfen, ob die familienergänzenden Betreuungseinrichtungen auch OS-Schülerinnen und -Schüler aufnehmen sollten, da zunehmend beide Eltern erwerbstätig sind. Die Jugendlichen würden dann mit Kindern ab 4 Jahren

zusammengebracht, die ebenfalls in den familienergänzenden Einrichtungen betreut werden.

Einige der Vernehmlassungsteilnehmenden sind effektiv der Ansicht, dass die Gemeinden im Falle einer Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags ein ausserschulisches Betreuungsangebot organisieren sollten, und äussern Besorgnis wegen der Kosten, die dies für die Eltern zur Folge haben würde. Es wurde jedoch auch eingeworfen, dass eine ausserschulische Betreuung für die Orientierungsschule von den Eltern wahrscheinlich wenig genutzt würde, da sie ihr Kind in diesem Alter als autonom und verantwortungsbewusst erachten, was in der Praxis tatsächlich der Fall sein kann, aber nicht sein muss.

4.6.5. An den schulfreien Mittwochnachmittag werden zu viele Erwartungen gestellt

Nach Ansicht einiger Vernehmlassungsteilnehmender kann der schulfreie Mittwochnachmittag nicht alle Erwartungen hinsichtlich der Aufgaben und Aktivitäten erfüllen, mit denen er im Voraus verknüpft wird. Der Elternrat der Orientierungsschule Tafers schliesst sich dieser Meinung an und befürchtet, dass zu hohe Erwartungen an den schulfreien Mittwochnachmittag gestellt werden. So ist es zum Beispiel bereits heute schwierig, am Mittwochnachmittag einen Arzt- oder Zahnarzttermin zu vereinbaren. Würde der schulfreie Mittwochnachmittag eingeführt, müssten die davon betroffenen Lektionen auf die anderen Schultage verteilt werden. Daher sollten die Engagements in Klubs und Vereinen, die an diesen anderen Tagen durchgeführt werden, auf den Mittwochnachmittag verschoben (und konzentriert) werden. Ein einziger schulfreier Halbtage reicht jedoch nicht aus, um all dies Anforderungen abzudecken.

Mehrere Vernehmlassungsteilnehmende glauben zudem, dass es mit der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags zumindest anfänglich schwierig sein könnte, Traineesinnen und Trainer, Coaches, Kursleiterinnen und Kursleiter usw. zu finden. Nicht alle der betreffenden Personen haben am Mittwochnachmittag Zeit. Die gleiche Frage stellt sich bei den Einrichtungen für die verschiedenen ausserschulischen Aktivitäten.

4.6.6. Weitere Antworten

Der Gemeindeverband der Orientierungsschule des Brojebezirks weist darauf hin, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags auch innerhalb der Schulen Vorteile für die Aufgaben des Verwaltungspersonals, des technischen Personals usw. hätte. Denn eine Schule ohne Schülerinnen und Schüler ist «de facto» ruhiger. Am Mittwochnachmittag könnten dann spezielle Aktivitäten geplant werden (Reinigung, laute Arbeiten im Innen- und Aussenbereich, Verwaltungsaufgaben, die mehr Konzentration erfordern usw.).

4.7. Ausserschulische Aktivitäten im Rahmen eines durchgehenden Schulbetriebs

4.7.1. Vorteile eines durchgehenden Schulbetriebs für die ausserschulischen Aktivitäten

In den Augen mehrerer Vernehmlassungsteilnehmender hätte ein durchgehender Schulbetrieb für die Schülerinnen und Schüler den Vorteil, dass sie am Ende des Tages mehr Freizeit hätten. Werden die Unterrichtslektionen am Mittwochnachmittag beibehalten, aber einige Lektionen auf die Mittagszeit verlegt, könnten Schülerinnen und Schüler früher nach Hause gehen und sich an ausserschulischen kulturellen, sportlichen und anderen Aktivitäten beteiligen. Wie weiter oben bereits erwähnt, relativieren einige Vernehmlassungsteilnehmende diese Aussage jedoch, da sie zu bedenken geben, dass dies bei Schülerinnen und Schülern, deren Wohnort weit von der Schule entfernt ist und die auf Schülertransporte angewiesen sind, nicht unbedingt der Fall sei.

Das Amt für Sport (SpA) ist der Ansicht, dass die Möglichkeit, den Unterricht dank dem durchgehenden Schulbetrieb früher zu beenden, die Schulen dazu ermutigen sollte, nach dem Unterricht ausserschulische Aktivitäten wie den fakultativen Sport zu organisieren. Wird den jungen Menschen in der Orientierungsschule die Möglichkeit geboten, sich zusätzlich zu den 3 obligatorischen Sportlektionen zu bewegen, nähern sie sich der Mindestempfehlung der WHO, wonach sich Kinder täglich mindestens 60 Minuten körperlich bewegen sollten, was derzeit viele von ihnen nicht erreichen. Den jungen Sport- und Kunsttalenten des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung würde das Tagesschulmodell nach der Schule zusätzliche Zeit geben, sich ihren sportlichen oder künstlerischen Aktivitäten zu widmen. Laut dem SpA bedeutet ein durchgehender Schulbetrieb aus den erwähnten Gründen nicht unbedingt, dass weniger Zeit auf dem Schulgelände verbracht wird, sondern dass eine grössere Vielfalt von Aktivitäten angeboten wird.

Das Freiburger Konservatorium (KF) befürwortet einen durchgehenden Schulbetrieb, da die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschule dann am Nachmittag früher frei hätten. Mit diesem Modell würde die Aufnahmekapazität des KF (Verfügbarkeit von Unterrichtsräumen sowie von Lehrpersonen) ausreichen, damit eine ganze Reihe von Aktivitäten früher am Tag stattfinden könnten, und zwar von Montag bis Freitag in den sieben Bezirken. Darüber hinaus würde die Präsenz des KF in zahlreichen Orientierungsschulen des Kantons oder in deren Nähe die Organisation von Einzelunterricht während der Mittagspause begünstigen und könnte die Zusammenarbeit mit den Schuldirektionen der Orientierungsschulen bei der Koordinierung der KF-Kurse an der OS oder in der Nähe während der Studiumszeit der Orientierungsschulen verstärken.

Nach Angaben des Freiburger Konservatoriums bestehen die Risiken des schulfreien Mittwochnachmittags im Wesentlichen in der zeitlichen Konzentration der Mittel und Ressourcen, d.h. der Verfügbarkeit von Lehrpersonen und Infrastruktur (Unterrichtsräume) sowie in der Kumulierung von Kursen. Denn für Schülerinnen und Schüler, die mehrere Kurse belegen, ist es pädagogisch ungünstig, wenn sich die Ausbildung auf einen einzigen Tag konzentriert. Für eine praktische Aktivität wie die Bühnenkunst – insbesondere für Schülerinnen und Schüler der Klassen 9H bis 11H – ist eine Übungsstunde alle zwei oder drei Tage besser als drei Übungsstunden an einem einzigen Tag. Das KF kommt daher zu dem Schluss, dass in seinem Fall, wo es sich um eine Ausbildungstätigkeit handelt, ein durchgehender Schulbetrieb dem schulfreien Mittwochnachmittag vorzuziehen sei.

4.7.2. Betreuung

Einige Vernehmlassungsteilnehmende wiesen darauf hin, dass die für den schulfreien Mittwochnachmittag genannten Probleme im Zusammenhang mit dem Risiko der fehlenden Beschäftigung bei den Schülerinnen und Schülern oder der Zunahme des Risikoverhaltens auch für einen durchgehenden Schulbetrieb gelten, wenn die Schülerinnen und Schüler am späteren Nachmittag unbeaufsichtigt bleiben.

Ebenso glauben einige Vernehmlassungsteilnehmende, dass wenn die Jugendlichen die Schule später oder früher beenden, sicherlich entsprechende Betreuungsangebote geschaffen werden müssten.

4.8. Lehrpersonen

4.8.1. Folgen des unterrichtsfreien Mittwochnachmittags und eines durchgehenden Schulbetriebs für die Lehrpersonen

Für das Schulinspektorat des SEnOF hätte ein durchgehender Schulbetrieb und/oder ein unterrichtsfreier Mittwochnachmittag erhebliche Folgen für die Lehrpersonen. Dies würde sich stark auf ihre Arbeitsbedingungen auswirken. Im Falle einer Änderung der Dauer der Lektionen müsste auch ihr Pflichtenheft neu festgelegt werden. Die unterrichtsfreie Zeit, insbesondere mit der Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags, sollte hinsichtlich Präsenz und erwarteten Aufgaben genauer geregelt werden.

Die Schuldirektionen sind grossmehrheitlich der Ansicht, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags für die Lehrpersonen nicht vorteilhaft wäre. Sie stellen insbesondere fest, dass die Verdichtung der übrigen Unterrichtstage zu einem Verlust an Flexibilität bei der Erstellung des Stundenplans führen würde und dass es weniger Zwischenstunden gäbe, die für Vorbereitungsaufgaben und die Zusammenarbeit mit Kolleginnen und Kollegen genutzt werden können.

Die Streichung von Zwischenstunden sowie des Studiums und die Verkürzung der Mittagszeit, egal ob im Rahmen der Einführung des schul- bzw. unterrichtsfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs, sind alles Elemente, die sich für das Lehrpersonenteam als nachteilig erweisen können, sowohl aus Sicht der beruflichen Zusammenarbeit wie auch aus Sicht der sozialen Beziehungen, die das Team zusammenschweissen.

4.8.2. Sitzungen und Weiterbildung

Ebenso wie viele Vernehmlassungsteilnehmende halten zahlreiche Schuldirektionen die Organisation von Sitzungen und Weiterbildungen am Mittwochnachmittag statt am Abend für eine gute Idee. Jedoch sind die Sitzungen so zahlreich, dass es nicht möglich wäre, alle in dieser Zeitspanne ohne Überschneidungen zu platzieren, insbesondere für die Fachsitzungen.

Die Schuldirektionenkonferenz der Orientierungsschule (SDK) und die *Association des directions des cycles d'orientation* (ADCO) halten es für illusorisch, dass alle oder die grosse Mehrheit der Sitzungen, die an einer Orientierungsschule sowie auf kantonaler Ebene abgehalten werden müssen, an einem unterrichtsfreien Halbtage abgehalten werden könnten. So werden beispielsweise zahlreiche Fachsitzungen in den Orientierungsschulen häufig verschoben geplant und organisiert, damit alle betroffenen Lehrpersonen (Fachlehrpersonen) daran teilnehmen können.

Zum Thema der Sitzungen ist es gemäss dem Freiburger Gemeindeverband (FGV) wichtig, die unterschiedlichen Bedürfnisse der Lehrpersonen von Primar- und Orientierungsschulen zu verstehen. Arbeitsnachmittage, an denen sich die Primarschullehrpersonen treffen, sind eher gerechtfertigt, da diese Generalisten sind und die erteilten Informationen für alle Fächer gelten können. Demgegenüber sind die Lehrpersonen der Orientierungsschule Spezialisten, die eher an fachbezogenen Treffen teilnehmen, die jeweils während der wöchentlichen Arbeitszeit organisiert werden. Darüber hinaus muss auch die Organisation von kantonalen Sitzungen berücksichtigt werden, da diese am Mittwochnachmittag nicht stattfinden könnten, wenn die Lehrpersonen in ihren jeweiligen Orientierungsschulen bereits mit Sitzungen beschäftigt sind.

Sollten die Sitzungen auf den unterrichtsfreien Mittwochnachmittag verlegt werden, so müsste man nach Ansicht des Schulinspektorats des SEnOF die heutige Praxis neu überdenken und auf kantonaler Ebene einen Jahreskalender festlegen, damit die Lehrpersonen nicht zu gleichzeitig stattfindenden Sitzungen einberufen werden (zum Beispiel: Schul-, Stufen-, Klassentypus-, Fach-, Projektsitzungen).

Manche Schuldirektionen geben zu bedenken, dass die Konzentration von Sitzungen am Mittwochnachmittag die Lehrpersonen möglicherweise überlasten könnte. Dies hat

auch der Schweizerische Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD) festgehalten, der eine Umfrage bei den Lehrpersonen durchgeführt hat, um auf die Vernehmlassung zu antworten. Der Verband hat dazu erläutert, es ist schwierig, eine klare Antwort zu geben, da die befragten Personen sowohl zur Frage des unterrichtsfreien Mittwochnachmittags wie auch zum Modell des durchgehenden Schulbetriebs ziemlich geteilter Meinung waren. Zur Frage, ob die Sitzungen auf den unterrichtsfreien Mittwochnachmittag verlegt werden sollten, geht aus der Umfrage hervor, dass dies eine Gelegenheit böte, Weiterbildungen zu besuchen und mit den Kolleginnen und Kollegen zusammenzuarbeiten. Obwohl Besprechungen am Mittwochnachmittag angesetzt werden könnten, um so die Abende nach Schulschluss zu entlasten, wird die Befürchtung geäussert, dass die Zahl der Sitzungen allgemein zunehmen und letztendlich eine zusätzliche Belastung mit sich bringen würde. Um zu verhindern, dass die Lehrpersonen jede Woche eine Menge von Sitzungen abhalten müssen, sollte die Anzahl der Mittwochnachmittage, an denen diese Sitzungen stattfinden, begrenzt werden.

Gemäss den Schuldirektionen wäre die Konzentration von Sitzungen am Mittwochnachmittag auch für diejenigen Lehrpersonen ein Nachteil, die kleine Kinder haben und die in einigen Fällen derzeit eine Arbeitszeit haben, die es ihnen ermöglicht, sich am Mittwochnachmittag um sie zu kümmern.

4.8.3. Weitere Folgen des durchgehenden Schulbetriebs für die Lehrpersonen

Einige Vernehmlassungsteilnehmende weisen darauf hin, dass das Phänomen der Überlastung aufgrund des dichten Unterrichts und einer verkürzten Mittagspause, das oben für die Schülerinnen und Schüler erwähnt wurde, auch für die Lehrpersonen gilt, da zu dicht befrachtete Tage die Konzentration und Effizienz beeinträchtigen können.

Mehrere Schuldirektionen fügten hinzu, dass bei einer Einführung des durchgehenden Schulbetriebs die Lehrpersonen über die Mittagszeit arbeiten müssten, um bestimmte Lektionen zu erteilen. Diese wäre für Lehrpersonen mit kleinen Kindern, die nach Hause zurückkehren möchten, um das Essen vorzubereiten und gemeinsam mit den Kindern einzunehmen, von Nachteil.

Schliesslich gaben einige Vernehmlassungsteilnehmende an, dass bei der Einführung des Tagesschulmodells die Aufsicht über die Schülerinnen und Schüler in der Mittagszeit den Lehrpersonen in keinem Fall als Pflichtaufgabe aufgebürdet werden sollte. Gegebenenfalls sollte diese Aufsicht extern organisiert werden.

4.9. Berufsberatung und Vorbereitung des weiterführenden Bildungswegs

Der Elternrat der Orientierungsschule Plaffeien ist der Meinung, dass ein durchgehender Schulbetrieb eine sinnvolle Vorbereitung auf das Leben nach der obligatorischen Schule wäre, wo die Schülerinnen und Schüler, unabhängig von ihrem Bildungsweg, oft nicht die Möglichkeit haben, zum Mittagessen nach Hause zurückzukehren.

In Bezug auf den schulfreien Mittwochnachmittag sind einige Vernehmlassungsteilnehmende der Ansicht, dass die Schülerinnen und Schüler auf eine Berufswelt vorbereitet werden sollten, in der die Erwerbstätigen häufig noch Vollzeit arbeiten, oder zumindest auf die weiterführenden Bildungswege, die einer Vollzeittätigkeit entsprechen. Die Gewährung dieses schulfreien Halbtages wäre daher kein gutes Beispiel.

Das Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) spricht sich für die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags aus. Für die Schülerinnen und Schüler in der Orientierungsschule besteht die Vorbereitung auf die Berufswahl und auf einen Bildungsweg nach der obligatorischen Schule in Besichtigungen, Gesprächen und Schnupperlehren bzw. Betriebspraktika. Gegenwärtig kann jede Schülerin bzw. jeder Schüler der Orientierungsschule ab der 9H frei erhalten, um eine Schnupperlehre zu machen. Diese Schnupperlehren dauern in der Regel drei bis fünf Tage und nicht bloss einen Halbtage. So hätte ein schulfreier Mittwochnachmittag keinen wesentlichen Einfluss auf die Teilnahme der Jugendlichen an einer Schnupperlehre bzw. einem Betriebspraktikum. Hingegen könnte man sich gut vorstellen, dass das BEA am Mittwochnachmittag für interessierte Schülerinnen und Schüler besondere Angebote oder Dienstleistungen organisiert, wie z.B. Workshops zur Vorbereitung auf eine Schnupperlehre, Unterstützung bei der Erstellung von Lebensläufen und Bewerbungsschreiben sowie Hilfe bei der Suche nach einer Lehrstelle. Ein ganzer schulfreier Nachmittag böte interessante Perspektiven, um die jungen Menschen bei der Wahl ihres Bildungsweges nach der obligatorischen Schule zu unterstützen.

4.10. Sonderpädagogik

Das Amt für Sonderpädagogik (SoA) hat sich zu den Auswirkungen geäußert, die die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs auf die Sonderschulung und die Schülerinnen und Schüler, die entsprechende Massnahmen erhalten, haben könnte. Die erwähnten Aspekte stimmen in vielen Punkten mit den bereits vorgebrachten Argumenten überein.

Als Erstes weist das SoA darauf hin, dass in den sonderpädagogischen Einrichtungen alle Schülerinnen und Schüler (im Alter von 4 bis 16 Jahren) am Mittwochnachmittag frei

haben. Dies hängt hauptsächlich mit dem Schülertransport zusammen: Um die Kosten möglichst gering zu halten, gilt für alle der gleiche Transportfahrplan. Daher haben die Schülerinnen und Schüler der Klassen 9H bis 11H oder der 12H nur 28 Unterrichtslektionen pro Woche.

Sollte der schulfreie Mittwochnachmittag an der Regelschule für die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschule eingeführt werden, so hätte dies gemäss dem SoA folgende Vorteile: Damit könnte ein fester Zeitrahmen für die Arbeit unter den Fachpersonen bestimmt werden und dies böte den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen eine gute Gelegenheit für den Austausch mit den Kolleginnen und Kollegen. Zudem würde es den Schülerinnen und Schülern ermöglichen, an bestimmten ausserschulischen Aktivitäten teilzunehmen.

Die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags hätte aber auch Nachteile. Für Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf würde die Konzentration der Unterrichtslektionen auf viereinhalb Tage bedeuten, dass während der vier ganzen Tage die Zahl der Unterrichtslektionen wie auch der Unterrichtsstoff viel dichter wären. Auch hätten einige Familien möglicherweise Schwierigkeiten, Beruf- und Privatleben miteinander zu vereinbaren, da sie sich dann organisieren müssten, um auf ihre Kinder aufzupassen und sie nicht sich selbst zu überlassen.

Zum durchgehenden Schulbetrieb gibt das SoA zu bedenken, dass dies hinsichtlich der Mahlzeiten und der Mittagszeit gewisse Nachteile hätte. Denn für die Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf ist die Mittagszeit eine willkommene Gelegenheit, sich zu erholen.

4.11. Logopädie, Psychologie und Psychomotorik

Die Konferenz der Leiterinnen und Leiter der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste des Kantons Freiburg ist der Auffassung, dass eine Änderung der Unterrichtszeiten an den Orientierungsschulen, d. h. die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs, keine wesentlichen Auswirkungen auf die Schülerinnen und Schüler, die diese Dienste in Anspruch nehmen, hätte. Dies gilt insbesondere für die psychologischen und logopädischen Dienste. Damit die Schülerinnen und Schüler diese Leistungen gut nutzen können, stimmen die Therapeutinnen und Therapeuten ihren täglichen Arbeitsplan darauf ab, wann die Schülerinnen und Schüler entsprechend ihrer schulischen Organisation Zeit zur Verfügung haben. Die vorgeschlagenen Varianten hätten daher keine nennenswerten Folgen für die Schülerinnen und Schüler, die diese Dienste in Anspruch nehmen, und würden den Zugang zu diesen Diensten nicht beeinträchtigen.

4.12. Auswirkungen auf die Gemeinden, Berücksichtigung regionaler Faktoren und Entscheidungsfreiheit

Einige Schulkreise oder Schulvorstände weisen darauf hin, dass in ihre Gemeinde bzw. ihren Gemeinden in den letzten Jahren bereits beträchtliche Investitionen zugunsten der Schule getätigt wurden und dass zusätzliche Kosten daher nicht in Betracht kämen. Zusätzlich zu all den in diesem Bericht bereits erwähnten Auswirkungen, insbesondere finanzieller und organisatorischer Art, sind noch weitere Aspekte zu erwähnen.

Die Freiburger Gemeinden sowie verschiedene Organe wurden 2018 bereits im Zusammenhang mit der Motion Hunziker/Schläfli 2018-GC-78 zu den Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS), in der die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags und der Streichung der betreuten Hausaufgaben vorgeschlagen wurde, konsultiert. 8 Gemeinden sprachen sich für die Annahme der Motion aus, 84 waren dagegen. Der Freiburger Gemeindeverband (FGV) hat sich ebenfalls dagegen ausgesprochen.

Zur Frage des schulfreien Mittwochnachmittags hält der FGV an der Stellungnahme fest, die er 2018 abgegeben hatte, und lehnt diesen Vorschlag ab. Bezüglich der Einführung des Tagesschulmodells vertritt er die Ansicht, dass es Sache der Orientierungsschulen sein, darüber zu entscheiden. Die Möglichkeit wird in der Gesetzgebung eingeräumt und die Gemeinden oder Gemeindeverbände können sie daher nutzen. Faktoren wie regionale Anliegen und Gesichtspunkte spielen dabei eine wesentliche Rolle; sie beeinflussen das Interesse an einer solchen Regelung und sind somit massgeblich für deren Erfolg oder Misserfolg. Die Einführung des durchgehenden Schulbetriebs hängt folglich von zahlreichen regionalen sowie auf die jeweilige Schule bezogenen Faktoren ab. Ziel ist es, einen Nutzen anzustreben, und dieses Ziel sollte jede Orientierungsschule für sich beurteilen.

Dieser Meinung schliessen sich auch andere Vernehmlassungsteilnehmende an, wie die Vereinigung Schulleitungen Deutschfreiburg (VSDF), für die die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs längerfristig in Betracht gezogen werden könnte, wobei aber der Entscheid darüber in die Zuständigkeit der Schulen und Gemeinden fällt.

Der Elternrat des OS-Verbands Saane-Land und oberer französischsprachiger Seebezirk weist darauf hin, dass die DOSF bereits ein mit dem durchgehenden Schulbetrieb vergleichbares Modell anbietet, mit dem die Mehrheit der Eltern einverstanden ist. Der Elternrat empfiehlt denn auch dieses Modell, wo dies möglich und erwünscht ist. Er ist jedoch der Ansicht, dass die Schulen nicht verpflichtet werden sollten, das Modell zu übernehmen.

Mehrere weitere Vernehmlassungsteilnehmende sprachen sich dafür aus, dass der Entscheid über die Einführung eines

durchgehenden Schulbetriebs freigestellt werden sollte; Orientierungsschulen, die sich dafür entscheiden, sollte das Modell zudem nach eigenen Wünschen organisieren können.

4.13. Die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs: Welche Vision für die Schule?

Am Ende des Fragebogens an die Schuldirektionen, d.h. nach den Fragen, die unter Punkt 2.3 erläutert wurden, wurde folgende Frage gestellt: «Welche Änderungen der Rahmenbedingungen wären Ihrer Meinung nach erforderlich, damit der schulfreie Mittwochnachmittag oder der durchgehende Schulbetrieb umgesetzt werden könnte?» In diesem Abschnitt verwiesen die Schuldirektionen weitgehend auf die bereits in diesem Bericht erwähnten Probleme; einige wiesen jedoch auch auf Folgendes hin: Eine Änderung der Stundentafel sollte sich aus einer Vision für die Schule ergeben, d.h. es sollte gründlich über die damit verbundenen Herausforderungen für die Schülerinnen und Schüler wie auch über die pädagogischen Aspekte nachgedacht werden.

Mehrere andere Vernehmlassungsteilnehmende haben sich in ihrer Stellungnahme dieser Meinung angeschlossen. So gibt zum Beispiel das Schulinspektorat des SEnOF zu bedenken, dass der schulfreie Mittwochnachmittag oder ein durchgehender Schulbetrieb nur dann eingeführt werden könnte, wenn verschiedene Strukturen der Freiburger Schule geändert würden. Vor solchen Bildungsreformen sollten aber eingehende Überlegungen angestellt werden, die von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) angestossen werden. Ein durchgehender Schulbetrieb und der schulfreie Mittwochnachmittag sollten die Folgen pädagogischer Veränderungen und nicht die Ursache struktureller Anpassungen sein.

Das Schulinspektorat betont zudem, dass zuerst darüber nachgedacht werden sollte, ob die Einführung dieser Massnahmen (die eine oder andere Variante/beide Varianten) sinnvoll sei, bevor Überlegungen über die gegenwärtige Struktur der Orientierungsschule angestellt werden. Denn eine Analyse der möglichen Auswirkungen dieser Massnahmen, ohne die Struktur der Schule zu verändern, ist nicht wirklich sinnvoll und stellt die Bedürfnisse der Schülerinnen und Schüler und der Pädagogik nicht in den Vordergrund. Ohne andere Elemente grundlegend zu verändern, können die vorgeschlagenen Massnahmen nicht angemessen umgesetzt werden.

Bei diesen Überlegungen sollten stets die Schülerinnen und Schüler in den Mittelpunkt gestellt werden; zudem sollten man die Auswirkungen auf das Lernen bedenken. Die Möglichkeiten des schulfreien Mittwochnachmittags und eines durchgehenden Schulbetriebs müssen in den Kontext einer

eingehenden Reflexion u.a. über das «Konzept für die Qualitätssicherung und -förderung», die Stundentafel, die Digitalisierung, die Reform der Beurteilung/Leistungsbewertung und die Organisation von Unterstützungsmaßnahmen gestellt werden.

Die *Association des directions des cycles d'orientation* (ADCO) ist ebenfalls der Meinung, dass mit einer vertieften Analyse abgeklärt werden sollte, ob die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines durchgehenden Schulbetriebs mit dem kantonalen Projekt zur Qualitätssicherung und -förderung vereinbar ist.

Eine Schuldirektion weist auch darauf hin, dass eine Grundlagendiskussion und eine Reflexion zur Begleitung der Jugendlichen, die ausserschulische Betreuung sowie die Betreuungsstrukturen für Jugendliche nötig seien.

5. Wie ist dies in anderen Kantonen geregelt?

Bei der Vernehmlassung erwähnten einige Freiburger Vernehmlassungsteilnehmende, dass der schulfreie Mittwochnachmittag in anderen Kantonen gut zu funktionieren scheine.

Wie oben erwähnt, wurden drei Kantone kontaktiert, um sich danach zu erkundigen, wie dies bei ihnen geregelt ist. Zwei von ihnen, die Kantone Bern und Wallis, sind dieser Bitte nachgekommen.

Ihnen wurden folgende Fragen gestellt: Gibt es in Ihrem Kanton den schulfreien Mittwochnachmittag oder das Tagesschulmodell auf der Sekundarstufe 1 (3. Zyklus)? Wenn ja, wann wurde dies eingeführt? Welche Probleme haben sich Ihnen bei der Einführung dieser Regelungen (Modelle) gestellt? Sind Sie damit zufrieden? Wollen Sie diese Regelung in Zukunft beibehalten? Welche Vor- und Nachteile hat sie?

5.1. Kanton Wallis

Im Wallis ist der Mittwochnachmittag schulfrei, ausser in einer Orientierungsschule (Anniviers), die ein Tagesschulmodell mit einer einstündigen Mittagspause unter Aufsicht hat. Die Situation von Anniviers geht auf einen lokalen Entscheid von 1990 zurück, der angesichts der Besonderheiten dieses Tales getroffen wurde. Die Lösung funktioniert zufriedenstellend, bleibt aber ein Einzelfall. Andere Regionen mit ähnlicher Typologie haben es vorgezogen, über Mittag ein betreutes Studium einzurichten. Im Kanton Wallis hängt die Bevölkerung an diesem schulfreien Mittwochnachmittag.

5.2. Kanton Bern

Schulfreier Mittwochnachmittag:

Im Kanton Bern hat der schulfreie Mittwochnachmittag eine lange Tradition.

Im deutschsprachigen Kantonsteil ist er jedoch, zumindest seit 1995, nicht explizit geregelt. In den allgemeinen Hinweisen und Bestimmungen zum Lehrplan 21 steht zu den schulfreien Nachmittagen Folgendes:

«Die wöchentliche Unterrichtszeit ist nach Möglichkeit so anzusetzen, dass die Schülerinnen und Schüler an mindestens einem der 5 Unterrichtstage einen Nachmittag schulfrei haben».

Die Schulen können also am Mittwochnachmittag Unterricht vorsehen. Traditionell tun sie dies jedoch nur, wenn dies nötig ist, zum Beispiel wenn die Belegung der Räume (Schulküche, Labor, Sporthalle...) dies erfordert.

Im französischsprachigen Kantonsteil ist der schulfreie Mittwochnachmittag «strikt» geregelt. In den allgemeinen Bestimmungen zum Westschweizer Lehrplan PER steht dazu:

«Dans la mesure du possible, il n'y aura pas d'enseignement le mercredi après-midi. L'inspection scolaire peut autoriser des dérogations à cette disposition sur demande dûment motivée par des conditions locales ou particulières». (Nach Möglichkeit findet am Mittwochnachmittag kein Unterricht statt. Das Schulinspektorat kann auf Gesuch hin Ausnahmen von dieser Bestimmung genehmigen, wenn diese durch örtliche oder besondere Bedingungen gerechtfertigt sind.)

Durchgehender Schulbetrieb/Tagesschulmodell

Im Kanton Bern besteht seit zehn Jahren ein bewährtes Tagesschulmodell für die gesamte obligatorische Schulzeit. Dieses Angebot ist für die Eltern freiwillig. Sie können von Montag bis Freitag, einschliesslich Mittwochnachmittag, für ihre Kinder gezielt Mahlzeiten und Betreuungseinheiten reservieren. Die Gemeinden müssen ein Tagesschulmodell anbieten, wenn eine feste Nachfrage für mindestens zehn Schülerinnen und Schüler vorhanden ist. Einmal jährlich führen sie eine Umfrage zum Bedarf nach Tagesschulangeboten durch.

Anmerkungen:

Auf die Frage «Welche Probleme haben sich Ihnen bei der Einführung dieser Regelungen (Modelle) gestellt?» antwortete der Kanton Bern, dass das zu lange her sei, um darauf eine Antwort geben zu können.

Im Übrigen erklärt der Kanton Bern, er sei mit den oben beschriebenen Lösungen zufrieden und es seiner Ansicht nach seien keine Änderungen nötig. Er weist darauf hin, dass ein bedeutender Vorteil dieser Regelung darin besteht, dass das Tagesschulmodell «nach Mass» genutzt wird. Auch seien derzeit keine nennenswerten Nachteile festzustellen. Der Kanton Bern will daher diese Regelung in Zukunft beibehalten.

6. Offenheit für pädagogische Fragen, Stellungnahmen der Ämter für obligatorischen Unterricht sowie der EKSD

In den Stellungnahmen der verschiedenen Vernehmlassungsteilnehmenden werden grundlegende Bildungsfragen angesprochen. Ein Beispiel unter vielen ist die Frage der Berufsbildung und der Berufsberatung. Einige Vernehmlassungsteilnehmende behaupten, dass die Gewährung eines schulfreien Mittwochnachmittags die Schülerinnen und Schüler nicht auf eine Ausbildung und berufliche Laufbahn in Vollzeit vorbereite. Das Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) vertritt hingegen den Standpunkt, dass ein solcher schulfreier Halbtags Gelegenheit für eine breitere Berufsberatung bieten würde. Dies wirft insbesondere folgende Frage auf: Wenn die Orientierungsschule die Schülerinnen und Schüler bei der Wahl ihrer Ausbildung bestmöglich unterstützen soll, muss sie dann nicht auch konsequent entsprechend der beruflichen Zukunft der Schülerinnen und Schüler gestaltet und organisiert werden? Darüber hinaus wird in einer Gesellschaft, in der Kreativität, Initiative und die Entwicklung von Projekten zunehmend geschätzt werden und in der sich die Teilzeitarbeit immer weiter verbreitet, um sich der Kindererziehung oder auch persönlichen Projekten zu widmen, aus denen sich später allenfalls berufliche Tätigkeiten ergeben können, kann man sich fragen, ob der schulfreie Mittwochnachmittag nicht eine Vorbereitung auf das eigene Unternehmertum sowie das Selbst- und Zeitmanagement darstellen könnte. Ein Vernehmlassungsteilnehmer erwähnt, dass der schulfreie Mittwochnachmittag dazu beitragen könnte, die Autonomie der Schülerinnen und Schüler zu stärken. Die Frage, was genau unter dieser Autonomie zu verstehen ist und wie sie sich entfaltet, ist hier von zentraler Bedeutung. *Wie können junge Menschen dazu befähigt werden, sich gesund zu entwickeln und sich ausserhalb der Unterrichtszeit zu entfalten?* Obwohl dieser Bericht zeigt, dass der schulfreie Mittwochnachmittag mehrheitlich nicht gewünscht wird, ist diese Frage nach wie vor von entscheidender Bedeutung, nicht nur für die Freizeit der Schülerinnen und Schüler nach der Schule, sondern auch, weil sie in der Regel mehr Ferientage haben als ihre Eltern. Mehrere der in diesem Bericht aufgeworfenen Fragen stellen sich daher vermutlich auch in diesem Zusammenhang.

Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht DOA und das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht SEnOF sind sich der Vorteile bewusst, die die Vorschläge des Postulats mit sich bringen würden, und möchten insbesondere betonen, wie bereichernd die Teilnahme an kulturellen, künstlerischen, sportlichen und anderen Aktivitäten für die Schülerinnen und Schüler sind. Zudem sind Erholung oder jede freie Aktivität, d.h. ohne damit eine Leistung erzielen zu wollen, in jedem Lebensalter notwendig sind. Die Ämter für obligatorischen Unterricht sind allerdings der Ansicht, dass Massnahmen wie die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags oder eines verbindlichen durchgehenden Schulbetriebs auf Kantonsebene von den Partnern der Schule als sinnvoll erachtet werden müssen, damit sie erfolgreich umgesetzt werden könnten. Angesichts der Antworten auf die Vernehmlassung ist dies für viele von ihnen derzeit jedoch nicht der Fall. Sie fordern daher, dass die Argumente zu berücksichtigen erwägen, die gegen die Vorschläge des Postulats vorgebracht werden. Insbesondere ist darauf hinzuweisen, dass einige dieser Argumente sowohl gegen den schulfreien Mittwochnachmittag als auch gegen einen durchgehenden Schulbetrieb angebracht werden. Zum Beispiel sind bei zahlreichen Orientierungsschulen die Kapazitäten bei den Sporthallen, Schulkantinen usw. derzeit beinahe ausgeschöpft. Und es fehlen die nötigen Finanzmittel, um die bestehende Infrastruktur auszubauen oder neue Einrichtungen zu errichten. Diese Probleme müssen vorrangig gelöst werden, da sie den Partnern der Schule Sorgen bereiten. Langfristig könnten aber damit die Gemeinden und Orientierungsschulen sicherlich dazu ermutigt werden, einen durchgehenden Schulbetrieb einzuführen. Darüber hinaus kann davon ausgegangen werden, dass die Arbeit an verschiedenen in diesem Bericht aufgeworfenen Fragen dieses Vorhaben langfristig voranbringen könnte. In diesem Zusammenhang möchte das SEnOF betonen, dass es die Kommentare der Vernehmlassungsteilnehmenden zur Studentafel zur Kenntnis nimmt und dass diese im Rahmen der Arbeiten, die zur Einführung des *PER Éducation numérique* (PER digitale Bildung) vorgesehen sind, eingehender geprüft werden.

Mit Blick auf die Antworten der verschiedenen Vernehmlassungsteilnehmenden, darunter einige ihrer Ämter, stellt die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD fest, dass die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags trotz gewisser Vorteile, die dies insbesondere in den Bereichen Kultur, Kunst und Sport hätte, erhebliche Schwierigkeiten stellen würde, die von vielen Vernehmlassungsteilnehmenden aus dem schulischen Umfeld sowie den Partnern der Schule angesprochen wurden. Sie ist daher der Ansicht, dass es derzeit nicht wünschenswert sei, den schulfreien Mittwochnachmittag einzuführen, zumal bereits zweimal ein deutlicher Widerstand gegen dieses Projekt zum Ausdruck gebracht wurde: Erstens im Rahmen der Vernehmlassung, die 2018 zur Motion Hunziker/Schlächli 2018-GC-78 zu den Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS) und zweitens

bei der für diesen Bericht durchgeführten Vernehmlassung. Was die Einführung eines Tagesschulmodells betrifft, so ist laut der EKSD die Möglichkeit eines durchgehenden Schulbetriebs, wie sie derzeit angeboten wird, ausreichend, zumal sie den Gemeinden und Orientierungsschulen einen Entscheidungsspielraum einräumt.

7. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen. Er hält fest, dass die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden den schulfreien Mittwochnachmittag nicht einführen will. Die Verdichtung des Stundenplans, die daraus resultierende Überlastung der Schülerinnen und Schüler sowie die fehlenden oder ungenügenden Einrichtungen sind die Hauptgründe für die Ablehnung dieses Vorschlags. Die Frage der Freizeit und der Erholung ist komplexer: Auch wenn mehrere Vernehmlassungsteilnehmende befürchten, dass einige Schülerinnen und Schüler sich nicht sinnvoll beschäftigen, so anerkennen doch die meisten, dass eine Pause in der Woche von Vorteil wäre; vorwiegend die Vernehmlassungsteilnehmenden aus den Bereichen Kunst, Kultur und Sport befürworten dies.

Beim durchgehenden Schulbetrieb spricht sich die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden grundsätzlich dafür aus, vertritt jedoch die Ansicht, dass sich diesbezüglich derzeit mehrere Probleme stellen.

- > In gewisser Weise ist der Vorschlag des Postulats in der Praxis umgesetzt, da die Möglichkeit der Umsetzung des durchgehenden Schulbetriebs oder Tagesschulmodells bereits gesetzlich vorgesehen ist. Mehrere Vernehmlassungsteilnehmende erachten die heute bestehende Lösung als zufriedenstellend; die Gemeinden und Orientierungsschulen sollten nicht gezwungen werden, dieses Modell einzuführen. Auch sollte man es vermeiden, die Lösungen in der Praxis zu vereinheitlichen, namentlich bei Orientierungsschulen, die diese Lösung bereits anbieten und mit ihr zufrieden sind. Die Entscheidungsfreiheit der Gemeinden, die Berücksichtigung regionaler Faktoren und eine regelmässige Kommunikation mit den betroffenen Personen sind wichtig, damit eine Tagesschullösung eingeführt werden kann, welche die Partner der Schule zufriedenstellt.
- > Finanzielle und organisatorische Einschränkungen, vor allem im Bereich der Infrastruktur, führen dazu, dass eine allgemeine Einführung dieses Modells nicht oder zumindest vorerst nicht wünschenswert ist.
- > Es müssten zahlreiche Voraussetzungen sorgfältig abgewogen und geschaffen werden, damit dieses Modell erfolgreich umgesetzt werden kann.
- > Die konkreten Einzelheiten des Projekts sollten klarer festgelegt werden, um einen Entscheid treffen zu können.

Unter Berücksichtigung der Rückmeldungen aus der Vernehmlassung ist der Staatsrat der Ansicht, dass es weder dringend noch notwendig ist, den schulfreien Mittwochnachmittag einzuführen oder einen durchgehenden Schulbetrieb über das hinaus zu erweitern, was derzeit bereits möglich ist. Obschon also die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags klar nicht erwünscht ist und ein durchgehender Schulbetrieb zumindest vorerst auf viele Hindernisse stösst, kann dieser Bericht dennoch Perspektiven eröffnen, da er verschiedene Fragen hinsichtlich der Ausbildung an den Orientierungsschulen aufwirft und dazu einlädt, sich mit bestimmten Themen eingehender zu befassen.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Aus all den in diesem Bericht erwähnten Gründen schliesst er sich den Argumenten gegen die Einführung des schulfreien Mittwochnachmittags wie auch gegen die Einführung eines durchgehenden Schulbetriebs an.